

LES PAYSANS DES MONTS MANDARA

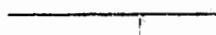
Étude de géographie rurale

A. HALLAIRE
Géographe de l'O.R.S.T.O.M.

mai 1981

LES PAYSANS DES MONTS MANDARA

Etude de géographie rurale



A. HALLAIRE
Géographe de l'ORSTOM

Mai 1981

AVANT-PROPOS

Cette étude, consacrée aux paysans des Monts Mandara, a pour objet les moyens qu'ils mettent en oeuvre pour satisfaire leurs besoins vivriers et monétaires, et les rapports qu'ils entretiennent, dans ce but, avec le milieu naturel. C'est donc seulement un aspect, mais un aspect essentiel de la géographie rurale, qui est pris en compte ici.

Les faits de civilisation et les densités sont les deux facteurs humains clés. Un premier chapitre est donc consacré au dénombrement des hommes, à leur classification ethnique et à leur répartition dans l'espace. Puis seront étudiés globalement les grandes productions agricoles et l'élevage. C'est alors seulement que l'on entrera au coeur du sujet en examinant d'abord une série de relations originales qui se sont nouées entre ces paysans-montagnards et leur terre, en particulier dans le domaine foncier, et ensuite les systèmes agricoles.

Les sociétés des Monts Mandara sont des sociétés encadrées, et les structures d'encadrement relèvent de civilisations différentes de la leur. Le montagnard est, et se sait différent. Il est par conséquent méfiant, plus encore que tout autre paysan. Il ne livre pas ce qu'il fait - c'est-à-dire ce qu'il est - à l'étranger ; il ne se mue pas instantanément, pour le bon plaisir du chercheur, en informateur sincère.

Dans ces conditions, seules des méthodes de travail en profondeur convenaient. Cette étude repose sur de nombreuses et longues enquêtes que j'ai menées sur le terrain de 1966 à 1972, complétées par une mission de 6 semaines accomplie en juin-juillet 1978 dans le cadre de l'ONAREST. J'ai choisi un certain nombre de communautés villageoises, j'y ai vécu, j'y suis maintes fois revenue. Je m'y suis fait des amis. J'espère être arrivée à les comprendre.

J'ai toujours rencontré un accueil favorable auprès des autorités administratives et des cadres locaux, qui m'ont communiqué les renseignements et les statistiques dont j'avais besoin, et qui ont facilité matériellement ma tâche. Qu'ils en soient ici remerciés.

PARIS, le 5 mai 1981

INTRODUCTION

PRESENTATION DU CADRE NATUREL

Les Monts Mandara forment un ensemble montagneux de 150 km de long sur une soixantaine de large. La majeure partie est au Cameroun, le versant occidental au Nigeria.

Ils comprennent une succession de plateaux intérieurs, étagés entre 700 et 1.000 mètres d'altitude, dominés et entourés de tous côtés par des hauts reliefs qui culminent entre 1.200 et 1.500 mètres, et qui retombent sur les plaines environnantes, à 4 ou 500 mètres d'altitude.

Morceau surélevée du socle précambrien, ils sont formés de granites variés, de granites d'anatexie, et d'anatexites (1). Les plateaux se développent essentiellement dans les anatexites, les régions accidentées correspondent aux trois formations ; les granites donnent des reliefs plus rudes, plus rocheux que les anatexites.

Le volcanisme n'a fait qu'apporter des retouches locales, mais il contribue à diversifier le relief. Les célèbres aiguilles Kapsiki sont dues à des émissions de trachyte, des basaltes recouvrent une partie des montagnes Kapsiki, ou forment, çà et là, des pitons coniques.

A la base des massifs, au contact des plateaux et des plaines et dans quelques vallées intérieures, des glacis d'accumulation se sont formés, composés de matériaux sableux grossiers. Ils sont souvent très attaqués par l'érosion. Ils descendent en pente douce vers l'aval, et dominant parfois par un talus de quelques mètres les arènes sur socle, ou les formations alluviales constituées généralement de matériaux plus fins.

Situés entre le 10° et le 11° parallèle, les Monts Mandara ont un climat soudano-sahélien caractérisé par l'alternance d'une saison sèche et d'une saison des pluies. La pluviosité est favorisée par l'altitude. Il pleut plus, à latitude égale, qu'en plaine. Les isohyètes (cf. fig. 1) passent d'une direction est-ouest à nord-sud. Mais la latitude joue aussi son rôle. Il tombe 8 à 900 mm sur les montagnes du nord, 1.000 mm sur le plateau central, 1.100 mm à l'extrémité sud-ouest de la chaîne. En même temps, la durée des pluies utiles s'allonge de plus d'un mois du nord au sud.

Les températures sont plus fraîches, du fait de l'altitude. Elles permettent des cultures qui ne peuvent être faites en plaine.

Par leur relief et leurs sols, et dans une certaine mesure par leur climat, les Monts Mandara diffèrent nettement des plaines qui les entourent. Dans le dialogue qui s'établit entre les paysanneries et le milieu naturel, celui-ci posait d'autres questions il offrait d'autres possibilités, et les habitants ont apporté d'autres réponses que ceux des plaines voisines.

(1) Cf. Dumort (J.C.) et Peronne (Y.), 1966.

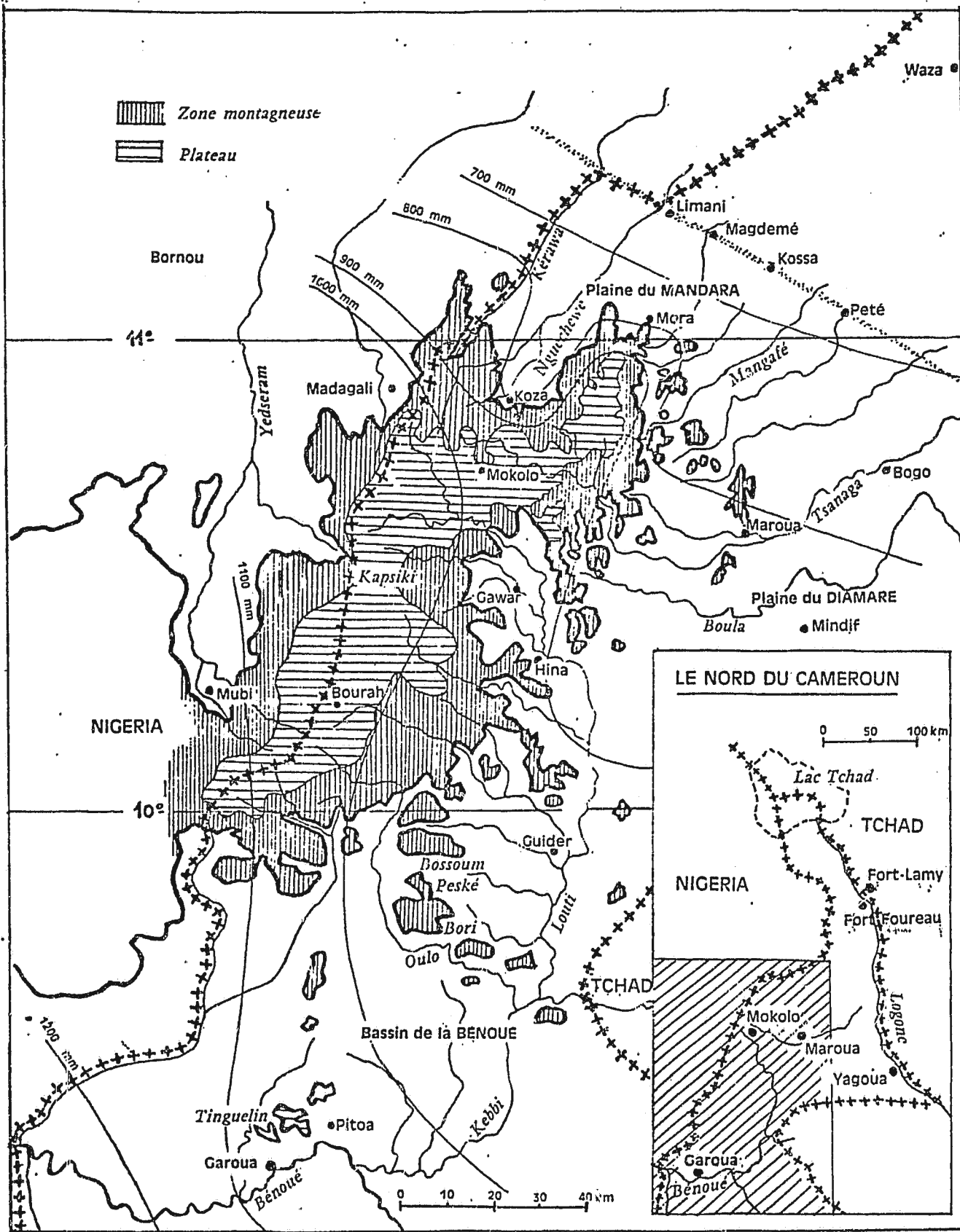


FIG. 1. Les Monts Mandara

Extrait de BOUTRAIS J. La colonisation des plaines par les montagnards au Nord Cameroun. ORSTOM — Travaux et documents, n° 27, p. 15 — (1973).

CHAPITRE I

LES HABITANTS DES MONTS MANDARA

DENOMBREMENTS ET DENSITES

L'étude de la population des Monts Mandara est abordée dans ce chapitre par l'examen des données numériques. A combien se chiffrent les habitants ? Comment peut-on les classer et quels sont les effectifs des groupes en présence ? De quelle manière se répartissent-ils dans l'espace et comment interpréter les variations de densités ?

1. Dénombrement et classifications

a) Les chiffres de population

Vouloir chiffrer les populations des Monts Mandara oblige d'abord à préciser l'extension donnée à la région.

L'ensemble comprenant les hauts-plateaux (jusqu'à la frontière avec le Nigeria), les massifs qui les dominent, les reliefs accidentés qui les ceignent et leurs retombées sur la plaine, constitue les Monts Mandara proprement dits. Le contact montagne/plaine étant presque partout très net, il est facile de suivre sur le terrain - ou de tracer sur une carte - le contour du territoire ainsi défini. Un problème d'interprétation peut cependant se poser pour certains massifs, ou chapelets de massifs, séparés de l'ensemble montagneux par une vallée ou un couloir étroit, et qui peuvent être soit intégrés à l'ensemble, soit considérés comme des inselbergs.

Mais le domaine des montagnards ne s'arrête pas à la base de cet ensemble montagneux. Depuis longtemps, les occupants des massifs de bordure cultivent à leur pied une frange plus ou moins large de plaine, et c'est là que beaucoup d'entre eux ont installé maintenant leurs habitations. Cette bande de piémont, dont l'aménagement et l'organisation sont en dépendance de la montagne, ne saurait en être dissociée. Il en est de même pour les inselbergs très proches, qui se raccordent à la zone montagneuse par l'intermédiaire de la bande de piémont : ainsi, les massifs des cantons de Mouyeng-Palbarra, de Mokong et de Mofou-sud. Nous incluons également, au moins dans ce chapitre, des plaines qui pénètrent profondément dans la zone montagneuse, comme celles de Gawar, Hina, Mayo-Oulo, bien qu'elles se rattachent sur le plan agricole au monde de la plaine, et l'ensemble Popologozom-Bossoum. En revanche, nous excluons les inselbergs de Mémé, de Mokyô, du Peské-Bori, qui se présentent plutôt comme des isolats, cernés par des populations résidant traditionnellement en plaine.

Ainsi définie, cette région s'étend sur trois départements. Sa plus grande partie correspond au Margui-Wandala : elle couvre le sud de l'arrondissement de Mora et presque tout l'arrondissement de Mokolo (à l'exception des cantons de Mozogo et de Boula). Elle englobe en outre une bonne partie de l'arrondissement de Méri (département du Diamaré) et le nord-ouest de celui de Guider (département de la Bénoué). Au cours des années 70, quatre districts ont été créés dans la région, pour faciliter l'administration de zones très peuplées ou trop éloignées de leur sous-préfecture : Tokombéré, au sud-est de l'arrondissement de Mora, Koza et Bourha, respectivement aux extrémités nord et sud de l'arrondissement de Mokolo, et Mayo-Oulo pour le nord-ouest de l'arrondissement de Guider.

On dispose aujourd'hui de deux types de recensements ; d'abord de ceux qui sont réalisés par chaque sous-préfecture et périodiquement réactualisés, du moins en ce qui concerne les hommes imposables, car ils servent pour établir l'impôt. Pour chaque canton de notre région, nous avons recueilli auprès de quatre sous-préfectures concernées les chiffres par quartiers et villages des derniers recensements, datant de 1967 à 1971 suivant les cas. Il est banal de mettre en cause l'exactitude de ce type de données ; mais dans ces régions accidentées, très peuplées, à habitat dispersé, et dont les habitants étaient particulièrement méfiants, la tâche des agents recenseurs était, et est encore, plus difficile qu'ailleurs. Pendant longtemps, les chiffres obtenus n'avaient même pas une valeur indicative. A partir des années 50, ils se sont progressivement rapprochés de la réalité, ce qui s'est traduit dans certains secteurs par des augmentations spectaculaires de recensement en recensement.

En avril 1976 a été effectué le recensement général de la population camerounaise. Minutieusement préparé et réalisé avec d'importants moyens, on peut le considérer comme plus exact que les dénombrements habituels. Or il fait apparaître une augmentation considérable de la population des Monts Mandara :

EFFECTIFS DE LA POPULATION DES MONTS MANDARA SELON LES DEUX TYPES DE RECENSEMENT			
Région des Monts Mandara	Recensements 1966-1971	Recensement 1976	Augmentation
Arrondissement de Mora	60.684	76.648	26 %
Arrondissement de Méri	21.029	28.874	37 %
Arrondissement de Mokolo	195.059	281.819	44 %
Arrondissement de Guider	37.492	42.935	14 %
Monts Mandara	314.264	430.276	37 %

Sauf pour l'arrondissement de Guider, les écarts sont assez importants pour poser un problème, d'autant plus que la région, dans son ensemble, est une zone d'émigration.

L'augmentation constatée est due très probablement au jeu cumulé de trois facteurs :

- Une augmentation réelle, en 10 ans, de la population, due aux excédents des naissances sur les décès, qui contrebalanceraient le déficit migratoire.
- La sous-estimation des recensements administratifs précédents. C'est sans doute le facteur essentiel.
- La sur-estimation du recensement 1976 : un dénombrement en habitat dispersé dense est particulièrement difficile à faire pour des agents non habitués au terrain. Des double-emplois, des cumuls ont pu avoir lieu.

Mais le recensement de 1976 présente, pour notre propos, un grave inconvénient. Tel qu'il a été réalisé, ses résultats ne peuvent être utilisés que globalement, par arrondissement. Il a cependant été possible, en admettant certaines approximations, de classer les chiffres obtenus par canton (1), et d'établir le tableau ci-contre. Mais pour avoir les chiffres par village pour l'ensemble de la région, il faut recourir aux recensements administratifs.

En 1976, les Monts Mandara, tels qu'ils ont été délimités plus haut, comptent 430.000 habitants ; si l'on retire les trois cantons de plaine de Gawar, de Hina et de Douroum, il reste encore 400.000 habitants .

On remarque que les chiffres varient fortement suivant les cantons : de 1.642 à Dazal, dans l'arrondissement de Guider, à plus de 100.000 pour l'énorme canton de Matakam-sud (compte tenu de la ville de Mokolo). Lors de la mise en place des unités administratives, au début de la période coloniale, on a cherché dans l'ensemble à faire coïncider les cantons, ou leur équivalent, avec les groupes ethniques. Or ceux-ci comptent de quelques centaines à plus de 100.000 individus. Même en admettant divisions ou regroupements, on a abouti à des unités de taille très différente. A partir de 1940, les administrateurs français ont cherché à homogénéiser peuplement et commandement ; mais en l'absence d'unité politique au niveau ethnique, il s'est souvent avéré impossible de promouvoir un "chef de race" doté d'une certaine autorité sans provoquer rivalités et frictions, même chez des groupes de dimensions modestes. Aussi a-t-il fallu les fractionner en deux ou trois cantons, comme chez les Pokoko, les Mouktélé ou les Mouyeng, ou se résoudre à créer des groupements de villages sans chef à leur tête, comme celui des Daba indépendants.

b) Citadins et ruraux - Gens des montagnes, des plateaux et des piémonts

La population est presque totalement rurale, et la proportion des citadins est infime : 2,7 % de la population totale. Seules les agglomérations de Mokolo et de Mora, qui comptent respectivement 7.143 (2) et 4.576 habitants peuvent être considérées comme des villes ; encore s'agit-il plutôt de gros bourgs ; une partie de leurs habitants sont des agriculteurs. La sous-préfecture de Méri, mise en place en 1960, n'a pas été un catalyseur suffisant pour entraîner la formation d'une véritable agglomération. Quant aux quatre chefs-lieux de districts récemment créés, Koza, Bourha, Mayo-Oulo et Tokombéré, ce ne sont encore à l'heure actuelle que de gros villages.

Il est d'autre part intéressant de distinguer les populations suivant qu'elles habitent en terrain accidenté, sur le plateau ou en plaine. Pour ce faire, il a fallu se fonder sur les recensements administratifs donnant les chiffres par village, le site de chacun d'eux étant connu par l'enquête sur le terrain, puis, à partir des pourcentages obtenus dans chaque arrondissement pour les trois catégories d'habitat, d'extrapoler pour avoir les chiffres correspondant au recensement 1976. Les villages s'étendant à la fois en montagne et en piémont, cas de presque tous ceux qui occupent des massifs bordant le plateau ou la plaine, ont été classés dans les sites de montagne, à moins que

(1) Je remercie les responsables du bureau central du recensement qui m'ont permis de faire ce travail en me donnant accès à leurs dossiers.

(2) Deux cantons se partagent la ville de Mokolo : Mokolo-peul pour les musulmans et Matakam-sud pour les autres. Le "quartier" des non-islamisés de Mokolo est appelé "Boua".

Population des Monts Mandara d'après le recensement d'avril 1976

Arrondissement	Canton	Effectifs	
Mora	Mora (Mora-ville	4.576	
	(Mora rural	1.946	
	Kourgui (1)	3.000	
	Podoko-nord	3.196	
	Podoko-centre	4.346	
	Podoko-sud	5.320	
	Baldama	2.821	
	Zouelva	12.491	
	Mora-massif	3.418	
	District de Tokombéré	(Duldémé	6.570
		(Mada	8.265
		(Mouyeng	1.974
		(Palbarra	3.967
		(Sérawa	12.820
		(Makalingay (1)	1.938
			76.648
Mérid	Mérid	4.346	
	Doulek	6.046	
	Douvangar	5.291	
	Douroum	9.450	
	Wazan	3.741	
		28.874	
Mokolo	Mokolo-ville	7.143	
	District de Koza	(Moskota	22.126
		(Koza	24.981
		(Gaboua	12.898
	Matakam-sud (moins Mokolo-ville)	95.286	
	Mokolo (moins Mokolo-ville)	3.424	
	Zamay	4.412	
	Mokong	15.440	
	Mofou-sud	10.795	
	Gawar	8.689	
	Hina	17.590	
	Mogodé	32.192	
	District de Bourha	(Guili	10.826
(Bourha		4.395	
(Tchevi		11.622	
		281.818	
Guider	Doumo	3.693	
	Guirviza	3.800	
	Dazal	1.642	
	Mayr-Oulo	18.116	
	Daba indépendants	8.528	
	Douroum	3.390	
	Libé	2.529	
	Guider (1)	1.237	
		42.935	

(1) Canton incomplet.

Population des Monts Mandara d'après le recensement d'avril 1976 (suite)

Arrondissements de	Mora	76.648
	Méri	28.874
	Mokolo	281.818
	Guider	42.935
		<hr/>
		430.275

leurs habitants soient tous ou presque tous descendus au pied de leur massif. Dans le tableau ci-dessous, la catégorie "montagne" inclut donc de nombreux habitants des piémonts.

Arrondissement	Site d'habitat			
	Montagne	Plateau	Plaine	Total
Mora	51.300	2.300	23.000	76.600
Méri	28.500		500	29.000
Mokolo	166.400	50.000	61.000	277.400
Guider	20.000		28.000	48.000
	266.200	52.300	112.500	431.000

Ce tableau ne fait que cerner approximativement une situation très fluctuante : au cours des années 70, on observe encore de nombreux mouvements de descente, souvent suivis d'émigrations plus lointaines, parfois de remon-tées. Mais il aide à mesurer l'importance des populations localisées dans les montagnes ou à leur pied, la faiblesse au contraire du peuplement des plateaux.

c) Les groupes ethniques

L'ethnie est un des facteurs importants de diversité régionale. Aussi, bien que le fait ethnique soit aujourd'hui au Cameroun considéré avec méfiance, il est nécessaire dans une étude sur le monde rural non seulement de le prendre en compte, mais de l'appréhender le mieux possible ; donc, de classer les populations par groupes ethniques, d'en dénombrer les effectifs, et de les localiser sur le terrain. Mais comme ni les derniers recensements administratifs, ni celui de 1976 ne nous renseignent à ce sujet, il faut ici encore se contenter d'évaluations approximatives.

Dans les zones montagneuses, décomptes et localisations sont relativement aisés à établir. En effet, en règle générale, chaque groupe ethnique a son territoire, correspondant à un ou plusieurs cantons, à l'intérieur duquel le peuplement est homogène. Si plusieurs ethnies occupent un même canton, elles habitent des secteurs distincts et il est généralement possible de les dénombrer séparément. Sur les plateaux également, les mélanges ethniques restent rares, à l'exception des pasteurs foubé qui installent leurs petits hameaux chez les paysans animistes. Par contre en plaine, les cantons peuplés à l'origine de musulmans, Mandara ou Foubé, ont accueilli un grand nombre de montagnards d'ethnies diverses qui s'enchevêtrent au sein même des villages, et que les recensements ne permettent pas de distinguer. Il faut alors se contenter de la mention "divers". Dans ce cas, d'ailleurs, l'appartenance ethnique ne se manifeste plus guère sur le plan agraire, et perd une bonne part de son intérêt.

Une autre difficulté réside dans la détermination de l'ethnie qui dans nombre de cas ne va pas de soi. Les groupes et les personnes ne se cataloguent pas toujours en catégories bien tranchées. Un premier problème est posé par les païens qui s'islamisent ; faut-il les décompter avec leur ethnie d'origine ou avec l'ethnie musulmane locale ? Passer à l'Islam ne signifie pas seulement changer de religion, mais adopter une nouvelle culture et, suivant l'expression couramment employée, "devenir peul" ou "devenir mandara". Mais si l'assimilation est quasi-totale lorsqu'il s'agit d'individus isolés

qui viennent s'intégrer dans une communauté d'origine musulmane, il n'en est pas de même lorsque les nouveaux islamisés restent chez eux, même s'ils se regroupent en quartiers distincts de leur habitat traditionnel, et si leur style de vie s'inspire largement des modèles mandara ou peuls. Dans ce cas, nous les avons classés avec leur ethnie d'origine.

D'autre part, il existe des ethnies aux contours mal définis, des variantes, des apparentements, des groupes intermédiaires que l'on hésite à rattacher à telle ou telle ethnie ou à classer à part. La classification communément admise, établie depuis longtemps, valable dans ses grandes lignes, aurait besoin de retouches, et les études de spécialistes, ethnologues ou sociologues, sont encore loin de couvrir toute la région. Pour notre propos, l'intérêt n'est pas de dresser une typologie exacte, mais d'exprimer le plus finement possible la diversité culturelle. Aussi les listes données ci-dessous distinguent-elles au maximum groupes et sous-groupes, y compris ceux qui sont généralement englobés dans des ensembles plus vastes.

- Les groupes ethniques du sud de l'arrondissement de Mora

<u>Ethnie</u>	<u>Effectifs</u>		<u>Canton</u>
	<u>de l'ethnie</u>	<u>du canton</u>	
Podoko	12.862	3.196 4.346 5.320	Podoko-Nord Podoko-Centre Podoko-Sud
Mouktélé	15.312	2.821 12.491	Baldama Zouelva
Mora Vamé-Mbrémé	2.000 1.418	3.418 (1)	Mora-massif
Ouldémé	6.570	6.570	Ouldémé
Mada	8.265	8.265	Mada
Mouyeng	5.941	1.974 3.967	Mouyeng Palbarra
Zoulgo Gemjèk + divers	8.000 4.000 820	12.820 (1)	Sérawa
Mandara + divers	11.460	3.000 4.570 1.946 1.944	Kourgui (partiel) Mora-ville Mora-rural Makalingay (partiel)
		76.648	

Tous les groupes montagnards de l'arrondissement de Mora sont de dimension modeste. Par rapport aux dénombrements antérieurs, on constate que certains d'entre eux, surtout les Mada et les Mouyeng, sont en nette diminu-

(1) La ventilation par ethnie à l'intérieur de ce canton est établie approximativement, à partir d'anciens recensements.

tion : ce sont les groupes chez lesquels l'émigration dans les plaines voisines a été particulièrement importante.

- Les montagnards dits "Mofou"

On désigne habituellement sous le nom de Mofou un ensemble de gens habitant les massifs et inselbergs des arrondissements de Méri et Maroua et des cantons Mokong et Mofou-sud de l'arrondissement de Mokolo. Or, avec les travaux de J.F. Vincent, on sait maintenant que les Mofou de l'arrondissement de Mokolo forment en réalité un groupe nettement distinct de ceux de Méri et Maroua ; que d'autre part les Mofou de l'arrondissement de Méri, assez proches culturellement des ethnies du sud de l'arrondissement de Mora (Gëmjëk, Zoulgo, Mouyeng) se subdivisent en plusieurs sous-groupes. En suivant sa classification, nous distinguerons pour notre région, du nord au sud :

Ethnie	Effectifs		Canton	Arrondissement
	de l'ethnie	dü canton		
Mbokou	6.046 (1)	6.046	Doulek	Méri
Mofou-Méri	4.346 (2)	4.346	Méri	Méri
Mofou	18.482	5.291	Douvangar	Méri
		9.450	Douroum	Méri
		3.741	Wazan	Méri
Mofou-Goudour	26.235	15.440	Mokong	Mokolo
		10.795	Mofou-sud	Mokolo

- Les Matakam et les ethnies apparentées

Ethnie	Gäboua	Moskota	Cantons		Total
			Koza	Matakam-sud	
Matakam	6.053	22.126	24.981	76.815	129.975
Minéo	6.845				6.845
Tchouvouk				5.896	5.896
Mouhour				600	600
Galdala				2.135	2.135
Mabas				566	566
Hidé				8.274	8.274
divers				1.000	1.000
Total	12.898	22.126	24.981	95.286	

(1) Ce chiffre inclut quelques centaines de Giziga et Foulbé habitant Doulek.

(2) Chiffres très approximatifs incluant les "divers" de la sous-préfecture de Méri.

Occupant le nord de l'arrondissement de Mokolo (cantons de Gaboua, Moskota, Koza et Matakam-sud), les Matakam ou Mafa (1), avec 130.000 personnes recensées, sont de loin le plus gros groupe de montagnards. C'est sans doute aussi le plus dynamique : de nombreux éléments ont essaimé dans les plaines des environs ou ont émigré en ville. L'ethnie n'est pas très homogène. On y distingue quatre dialectes sensiblement différents (2) ; la fête du "maray" n'est pas célébrée par tous, et n'a pas partout la même périodicité.

Six petits groupes, certains assez proches des Mafa et parfois englobés avec eux, se situent en couronne autour de leur territoire. Les Minéo, regroupés avec des Matakam dans le canton de Gaboua, se rapprochent en fait davantage des Zoulgo et des Gëmjèk. Les Tchouvouk et les Mouhour, formés à l'origine par des apports Mofou et Matakam, se situeraient culturellement entre les deux groupes. Les Galdala, ou Bual sont tous descendus du massif qu'ils habitaient au sud-est du canton matakam-sud. Les Mabas et les Hidé se situent contre la frontière du Nigeria.

- Les ethnies du sud de l'arrondissement de Mokolo

<u>Ethnie</u>	<u>Effectifs</u>		<u>Canton</u>
	<u>de l'ethnie</u>	<u>dù canton</u>	
Oula	2.300	1.300 1.000	Mokolo
Kortchi	3.822		
Kapsiki	26.370	32.192	Mogodé
Foulbé	1.000		
Bana	10.826	10.826	Guili
Djimi	2.704	4.395	Bourha
+ divers (Bourha centre)	1.691		
Tchédé	2.368		
Goudé	6.882	11.622	Tchévi
Téléki	1.843		
+ divers	529		
Hina	15.790	17.590	Hina
Daba	1.800		
		7.143	Mokolo-ville
		1.124	Mokolo-rural
Foulbé + divers	21.368	4.412	Zamay
		8.689	Gawar

(1) Matakam, terme couramment adopté, serait un sobriquet. Mafa est le nom que les intéressés se donnent.

(2) Selon V. de Colombel, commun. orale.

- Les ethnies de l'arrondissement de Guider

<u>Ethnie</u>	<u>Cantons</u>							<u>Total</u>
	<u>Doumo Dazaï</u>	<u>Guirviza</u>	<u>Mayo-Oulo</u>	<u>Daba indts</u>	<u>Guider</u>	<u>Douroum</u>	<u>Libé</u>	
Ndjegn	5.335		929					6.264
Goudé		3.800	804					4.604
Tchédé			3.108					3.108
Daba			597	8.528		3.390		12.515
Fali			9.181		1.237		529	10.947
Guidar							2.000	2.000
Divers			3.497					3.497
Total	5.335	3.800	18.116	8.528	1.237	3.390	2.529	42.935

Ces deux derniers tableaux concernent le sud des Monts Mandara.

Les Oula sont nouvellement implantés au Cameroun ; venus de Nigeria, ils colonisent depuis 1960 un plateau autrefois vide dans les cantons de Mokolo et de Mogodé. Les Kortchi, appelés également "Gawar hosséré", dominent la plaine de Gawar. Les Kapsiki, les Bana, les Djimi, sont des ethnies bien individualisées occupant chacune un canton. Les Téteki sont nettement distincts de leurs voisins, Daba ou Tchédé, avec lesquels ils sont parfois confondus. Les Tchédé, ou Sarwina, que l'on trouve dans les arrondissements de Mokolo et de Guider, sont souvent regroupés, à tort, avec les Goudé. Les Goudé sont présents dans les arrondissements de Mokolo et de Guider ; la plus grande partie de leur groupe habite en Nigeria. Les Hina habitent maintenant la plaine.

Dans l'arrondissement de Guider, les Ndjegn sont, eux aussi, coupés par la frontière. Au Cameroun, ils se divisent en deux sous-groupes, l'un correspondant au canton de Doumo, l'autre habitant celui de Dazaï et à l'ouest du canton de Mayo-Oulo. Les Daba, et surtout les Fali et les Guidar s'étendent bien au-delà de la zone étudiée : seule une petite fraction de leur groupe est représentée ici.

- Les Mandara et les Foulbé

Les deux ethnies musulmanes, les Mandara et les Foulbé, sont des ethnies de plaine et sont donc, dans l'ensemble, exclues de nos limites. Elles sont néanmoins représentées sur les plateaux et les plaines de bordure. Les Mandara forment une bonne partie de la ville de Mora et des villages de Kourgui, Tokombéré et Sérawa. Les Foulbé, ou Foulbésés, sont l'ethnie dominante de Mokolo, de plusieurs villages du plateau (Bourha, Wanday...) et des plaines de Zamay et de Gawar, ainsi que de l'agglomération de Mayo-Oulo. On trouve en outre de nombreux petits hameaux de pasteurs foulbé sur les plateaux, et quelques uns sur les piémonts.

Mais ces deux ethnies marquent leur environnement bien au-delà de leurs sites d'implantation. Elles étendent leur influence sur les montagnards, les Mandara sur ceux de l'arrondissement de Mora et du district de Koza, les Foulbé sur tous les autres. Cette influence, partagée entre les deux ethnies, est l'héritage de la situation établie au XIXe siècle, adapté à la situation

politique et économique actuelle. Elle se manifeste tout d'abord par la langue véhiculaire : beaucoup d'hommes, parmi les montagnards, parlent le mandara au nord, la fulfuldé au centre et au sud des Monts Mandara. Ceux du nord vont s'embaucher comme manoeuvres chez les Mandara de la plaine de Mora, ceux du sud chez les Foulbé de Mokolo ou des plaines du Diamaré et du Nigeria. Et surtout, le mode de vie des Mandara ou des Foulbé constitue un modèle dont s'inspirent les montagnards, ceci tout particulièrement lorsqu'ils descendent de leurs massifs et sont plus ou moins consciemment à la recherche d'un certain changement ; même s'ils ne s'islamisent pas, ils empruntent bien des traits de leur habitat, de leur façon de s'habiller ou de se nourrir, de leurs pratiques agraires, à la civilisation musulmane.

2. Les densités : description

a) Etablissement de la carte des densités

Il faut maintenant porter l'attention sur la distribution des hommes, et pour cela, établir la carte de densité de la population. Nous l'avons fait en utilisant la méthode des carrés pondérés élaborée par le géographe P. Gourou. Une carte par points de 100 habitants a d'abord été dressée à l'échelle du 1/200.000. Pour localiser chaque point avec le maximum d'exactitude, les chiffres par canton du recensement de 1976 ne pouvaient suffire, il a fallu partir des dénombrements par villages des recensements administratifs de 1967-1971. Les cartes de l'I.G.N. au 1/200.000 et au 1/50.000, et les compléments d'information obtenus sur le terrain ont permis de situer les points représentant 100 habitants de façon à peu près correcte. Sur cette carte a été placée une grille transparente de carrés de 15 millimètres de côté, correspondant à 3 kilomètres. Le nombre de points, ou de centaines d'habitants, a ensuite été décompté à l'intérieur de chaque carré.

On considère que la densité de chaque carré est affectée non seulement par la population qui s'y trouve (coefficient 4), mais également par celle des 4 carrés contigus par un côté (coefficient 2) et par celle des 4 carrés situés en angle (coefficient 1). Le total de ces trois groupes de nombres est divisé par 16 pour rétablir un rapport réel population/surface, et par la surface du carré (9 km²) pour avoir le nombre d'habitants au km².

Le choix de la dimension des carrés a été déterminé par les conditions d'exploitation du sol propres à la région. Les cultivateurs peuvent avoir des champs jusqu'à 4 ou 5 km de leur habitation, rarement au-delà. Le groupe de 9 carrés pris en compte pour chaque calcul correspond donc à peu près à la zone pouvant être utilisée par les habitants du carré central.

La carte obtenue, qui servira de carte de travail, est une mosaïque de carrés dont les densités varient de 0 à 159. Il est aisé de la transformer en carte par isarythmes, plus expressive. Mais il faut d'abord regrouper les densités par tranches ; compte tenu des chiffres en présence, nous avons opté pour des séries régulières, d'abord de 10 en 10 jusqu'à 39 habitants/km², puis de 20 en 20 jusqu'à 159, soit un total de 10 tranches.

b) Analyse des densités

Deux faits majeurs retiennent l'attention : la présence de très hautes densités, assez rarement atteintes en Afrique, et l'opposition entre le nord, très peuplé, et le sud aux densités moyennes ou faibles. Les fortes concentrations humaines ne concernent que la partie septentrionale des Monts Mandara. Sur la carte des densités, les montagnes du nord se dessinent nettement par rapport aux plaines environnantes, tandis qu'au sud, montagnes et plateaux ne sont pas plus peuplés que les plaines du voisinage. La limite entre les

deux zones de peuplement suit dans l'ensemble la courbe de 40 habitants/km² passant au sud de Mokolo. Grossièrement ouest-est depuis la frontière du Nigeria, elle prend ensuite la direction nord-est/sud-ouest pour englober dans les fortes densités les massifs occupés par les Mofou-Goudour. Appelons, pour simplifier, zone A le nord très peuplé, et zone B le sud moins peuplé.

Calculons les surfaces correspondant à chaque tranche de densité, en traitant séparément les zones A et B. Il suffit de compter les carrés sur la carte à trame géométrique, après y avoir tracé - en épousant la forme des carrés pour ne pas les couper - d'une part la limite entre les deux zones, d'autre part la limite avec les plaines camerounaises extérieures à l'étude. Les carrés incomplets situés à la frontière du Nigeria sont comptés pour un demi.

Les résultats de ces calculs sont présentés dans le tableau ci-dessous. Pour chaque tranche sont donnés la surface en kilomètres carrés, le pourcentage et le pourcentage cumulé, ceci successivement pour les zones A, B, et pour l'ensemble des Monts Mandara.

Ces chiffres confirment l'opposition entre les deux zones. Les densités sont supérieures à 40 habitants au kilomètre carré sur la presque totalité de la zone A (92,5 % de sa superficie), inférieures à 40 sur la majeure partie de la zone B (87 % de sa superficie). La valeur de 40 est bien celle du clivage entre les deux zones. Les densités inférieures à 20 disparaissent de la zone 1; celles de plus de 80 sont absentes de la zone B.

La courbe de fréquence qui pourrait être dressée à partir de la série de pourcentages de la zone A est nettement dissymétrique. Son sommet correspond à la tranche 40/59, mais elle s'étale ensuite vers la droite jusqu'à la tranche 140/159. Les densités sont beaucoup plus ramassées en zone B; 6 classes seulement sont représentées, 80 % des surfaces se situent entre 10 et 40 habitants au kilomètre carré.

La zone A ne couvre que 37 % de la superficie totale, mais elle compte à peu près 200.000 habitants, soit 62 % de la population totale. La zone B, presque deux fois plus étendue, compte 120.000 habitants, 38 % de la population. La densité moyenne est de 83 en zone A, 30 en zone B. La densité moyenne pour l'ensemble des Monts Mandara, sans grande signification étant donné le contraste entre les deux zones, est de 50 habitants au kilomètre carré (1).

c) Densités et relief

Poursuivons la description des densités en examinant leurs rapports avec le relief.

En zone A, la coïncidence entre les fortes densités et les zones accidentées est presque parfaite.

Tout d'abord globalement, cette zone correspond à la fois à un ensemble de reliefs très accidentés et à une région très peuplée, plus peuplée que les zones qui l'entourent. Vers le sud, la limite de la zone A correspond à une chute brutale des densités, qui en 10 kilomètres passent de plus de 120 à moins de 20 habitants au kilomètre carré; or cette limite suit, en épousant ses sinuosités, la ligne de contact entre la montagne et les plateaux situés de part et d'autre de Mokolo. Vers le nord et l'est, c'est-à-dire dans les zones de contact entre les Monts Mandara et les plaines de Mora et du Diamaré,

(1) Rappelons que tous ces chiffres correspondent aux recensements administratifs de 1966-1971.

Monts Mandarà. Superficies classées suivant la densité de population

Nombre d'habitants au Km2	Z O N E A			Z O N E B			T O T A L		
	Km2	%	%cumulés	km2	%	%cumulés	Km2	%	% cumulés
0 - 9	-	-		288	7,2	100	288	4,5	100
10 - 19	-	-		1029	27,2	92,8	1089	17	95,5
20 - 29	36	1,5	100	1260	31,5	65,6	1296	20,3	78,5
30 - 39	144	6	98,5	846	21,1	34,1	990	15,5	58,2
40 - 59	675	28,3	92,5	414	10,3	13	1089	17	42,7
60 - 79	504	21,1	64,2	108	2,7	2,7	612	9,6	25,7
80 - 99	351	14,7	43,1				351	5,5	16,1
100 - 119	216	9,1	28,4				216	3,4	10,6
120 - 139	279	11,7	19,3				274	4,4	7,2
140 - 159	180	7,6	7,6				180	2,8	2,8
	2.385			4.005			6.390		
	(37%)			(63%)					

16

la diminution du peuplement est plus progressive, mais elle n'en est pas moins nette. Le lent afflux des montagnards vers les plaines cotonnières a atténué les différences de peuplement entre les deux milieux, et effacé un contraste qui devait être très sensible voici seulement vingt ans.

Les fluctuations des densités à l'intérieur de la zone A sont également liées, pour une part, au relief. Le couloir central nord-sud, où les densités descendent au-dessous de 60 et par endroit au-dessous de 40 habitants au kilomètre carré, correspond à une avancée du plateau vers le nord. Au sud-est, à l'extrémité de la longue barrière montagneuse dominant la plaine, la diminution des densités qui tombent dans les tranches 60/79, puis 40/59, apparaît lorsque la chaîne de montagne se rétrécit, puis s'effrite en inselbergs.

Au nord de la zone B, on retrouve une coïncidence presque parfaite entre fortes densités et zones accidentées. La tache centrale bien peuplée (plus de 60) et les densités de moins de 20 qui l'encadrent correspondent respectivement à un ensemble montagneux et aux plateaux qui l'entourent ; le relèvement des densités contre la frontière du Nigeria, sur le rebord du plateau, correspond à l'apparition de pentes. Dans ce secteur, la chute des densités par rapport à la zone A paraît simplement liée à la présence de vastes plateaux.

Par contre, au sud du pays kapsiki, la relation montagnes/hautes densités disparaît complètement. L'examen de la carte des densités montre qu'à partir d'un fond de densités situées entre 20 et 29 habitants au kilomètre carré émergent d'une part des plages plus peuplées (30 à 39 ou davantage), d'autre part des plages moins peuplées (moins de 20). Or les unes et les autres chevauchent les éléments du relief sans sembler en être affectées. Les différents milieux naturels ou types de site : plateaux, montagnes, piémonts, plaines présentent à tel endroit des densités relativement fortes, plus loin des densités au contraire médiocres.

Cette absence de relation se traduit dans l'agencement des courbes de la carte par isarythme et dans les formes qu'elles dessinent. En zone A et en pays kapsiki, les plages s'organisent en dégradés progressifs à partir des zones de hautes densités, qui sont les zones accidentées. Au sud de la zone B, les densités de même valeur forment de petites plages qui se juxtaposent les unes aux autres sans ligne directrice apparente.

La comparaison entre les densités et le relief fait donc apparaître une nouvelle limite, passant entre les pays kapsiki et bana, qui sépare deux modes de peuplement différents. On aborde ici le rôle du fait ethnique qu'il nous faut maintenant observer plus en détail.

d) Densités et ethnies

Confrontons la carte des densités avec la carte délimitant les aires ethniques. Peut-on déceler des rapports entre les deux faits, des correspondances entre seuils de densités et limites ethniques ?

Tout d'abord globalement, on peut diviser les ethnies en deux grands groupes, celles du nord à fortes densités, celles du sud où le peuplement est moins dense ; au nord, les ethnies des arrondissements de Mora et de Méri, les Mofou-Goudour, les Matakam et certains des petits groupes qui leur sont apparentés ; au sud tous les autres groupes. La limite entre les deux zones suit approximativement des limites d'implantations ethniques.

Les fluctuations de densités à l'intérieur des deux zones semblent dans bien des cas, surtout en zone B, être en liaison avec l'appartenance ethnique.

En zone A, on remarque un net affaissement des densités (entre 60 et 100) sur une bande orientée est-ouest qui croise le couloir nord-sud de moindres densités signalé plus haut. A l'est, cette bande coïncide à peu près avec les pays occupés par les Zoulgo, les Gëmjèk et les Minéo ; par contre, à l'ouest de la plaine de Koza, elle passe en plein pays matakam qui se trouve ainsi coupé en zones de densités différentes. Au sud-est, l'abaissement des densités à 40/80 correspond, on l'a vu, avec un émiettement du relief, mais également avec l'aire habitée par les Mofou-Goudour.

En zone B, on a vu plus haut que la limite entre Kapsiki et Bana est en même temps celle de deux types de peuplement. En outre, on relève un certain nombre de coïncidences. Le nord et l'est du pays bana sont relativement bien peuplés (entre 30 et 50), de même que les territoires des Goudé et des Ndjegn (entre 30 et 60). Les densités faiblissent au contraire dans les secteurs occupés par les Djimi, les Tchédé, les Hina. Mais elles sont très diverses chez les Daba et les Fali.

En définitive, il semble qu'il existe dans une certaine mesure un rapport entre densités et ethnies.

3. Les densités : essai d'interprétation

Il faut maintenant passer au stade de l'explication, et explorer les diverses voies qui pourraient éclairer les questions que pose l'examen de la carte : pourquoi ces très fortes densités au nord des Monts Mandara ? Pourquoi ce contraste de densités entre le nord et le sud ? Pourquoi ces fluctuations à l'intérieur de zones physiquement homogènes ?

a) La notion de montagne-refuge

Selon l'explication couramment admise, les fortes densités des Monts Mandara sont dues au rôle de refuge qu'ils ont joué avant l'implantation européenne. La lente accumulation des gens fuyant les empires du nord, puis les Foulbé, et la situation d'assiégées des populations, bloquées dans leurs massifs, cernées de tous côtés par leurs ennemis, et sans exutoire pour leurs excédents, auraient conduit aux fortes densités et aux surpeuplements locaux.

Mais si ce processus est essentiel pour rendre compte des fortes densités, une question se pose d'emblée : pourquoi n'a-t-il pas joué de la même façon pour les montagnes du sud. Sur le plan physique, elles ne sont pas moins propices à l'installation humaine que celles du nord ; avec leur pluviosité plus abondante et mieux étalée, elles sont au contraire plutôt plus favorables aux activités agricoles. Et leur relief fortement accidenté, l'épaisseur du bourrelet montagneux séparant le plateau de la plaine les rendaient tout aussi aptes à servir de refuge protecteur. Avant les guerres peules, jusqu'au XIXe siècle, leurs habitants devaient même se trouver bien mieux à l'abri que ceux du nord qui s'offraient directement aux regards et à la convoitise des Mandara, et aux incursions esclavagistes des empires du nord.

On peut tirer argument du fait que les immigrants venant en majorité du nord se sont pour la plupart installés dans les premiers massifs rencontrés que d'autre part les gens du sud n'étaient pas bloqués comme l'étaient ceux du nord par les Mandara, et qu'ils ont pu s'étaler sur les piémonts, ou aller grossir les ethnies païennes des plaines du voisinage. Ces raisons ont du jouer mais elles ne paraissent pas suffisantes pour expliquer le contraste de peu-

plement : les nombreuses migrations intra-montagnardes dont font état les traditions orales auraient dû avoir un effet régulateur.

Mais revenons sur la notion de refuge, et sur son incidence sur le peuplement. La montagne assurait à ceux qui l'habitaient l'autonomie, l'indépendance par rapport aux royaumes de la plaine, mais elle ne leur apportait pas la sécurité. Pour des bandes armées désirant se procurer des esclaves ou piller des greniers, les pentes et les rochers étaient une gêne, mais non un véritable obstacle. Les montagnards du nord des Mandara semblent avoir vécu au cours des derniers siècles sur le qui-vive. Ils ne prenaient même pas la peine de se soustraire à la vue de leurs ennemis de la plaine. En 1823, période très difficile pour eux du fait de l'alliance entre Mandara et Bornouans, le major Denham longeant les montagnes au cours de son expédition entre Mora et Maroua, constate (1) : "Sur la plupart des montagnes dont je m'approchai, je vis des groupes de cabanes en différents endroits dès le milieu de leur hauteur, et quelquefois sur leur sommet, généralement sur les plateaux des chaînes" ; et ce spectacle, nous raconte Denham, ne manquait pas d'exciter l'armée arabe qu'il accompagnait, nullement impressionnée à l'idée d'escalader les pentes : "Les Arabes étaient pleins d'ardeur ; ils regardaient avec des yeux de convoitise les cabanes des Kerdies, que l'on apercevait sur les flancs de la montagne devant nous" (2).

En fait, la meilleure défense des communautés montagnardes n'était ni leur position stratégique, ni leurs rochers, ni leurs flèches empoisonnées, mais leur nombre. On sait par les traditions orales qu'elles accueillaien^t volontiers des étrangers pour mieux résister à leurs ennemis. Ce même désir a très probablement stimulé leur dynamisme démographique. En ayant beaucoup d'enfants, elles s'assuraient des combattants pour l'avenir, réparaient les ponctions causées par les razzias, et arrivaient ainsi à se perpétuer. Les populations du sud des Mandara qui, semble-t-il, vivaient tranquillement jusqu'à l'arrivée des Foulbé, n'ont pas subi les mêmes conditionnements, la même incitation à se reproduire.

Nous arrivons finalement à une conclusion un peu différente de celle qui est habituellement proposée. Certes le relief montagneux a attiré les populations de plaine voulant sauvegarder leur indépendance ; mais c'est là où il jouait le plus mal son rôle de refuge, d'abri protecteur, que les montagnards ont ressenti la nécessité d'être nombreux, et que sont apparues les fortes densités. L'examen du comportement démographique de plusieurs ethnies des Monts Mandara vient confirmer cette idée.

b) Le comportement démographique

Le comportement démographique est un des facteurs importants jouant sur les densités, et tout particulièrement lorsqu'il s'agit de populations stables et enracinées comme c'est le cas ici.

La fécondité, la natalité, la mortalité, d'où résultent finalement le mouvement naturel, sont pour une bonne part en dépendance d'attitudes devant la vie et de coutumes propres à chaque ethnie. C'est donc dans ce cadre qu'A.M. Podlewski (3) a étudié la démographie des populations du nord du Cameroun dans son ouvrage intitulé "La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun". Son travail, d'où sont extraits les chiffres suivants, n'englobe

(1) Denham (1826), p. 358.

(2) Denham (1826), p. 302.

(3) Podlewski (A.M.), 1966.

malheureusement que 7 groupes montagnards, dont deux sont composites : les Mofou et les Mofou-Goudour, les Goudé et les Tchédé. Mais il concerne les groupes les plus nombreux, et donc la majeure partie de la population qui nous intéresse.

	<u>Natalité</u> %	<u>Mortalité</u> %	<u>Accroissement brut annuel</u> %	<u>Taux net de reproduction</u>
Matakam	68	42	+ 26	1,54
Mofou + Mofou-Goudour	56	36	+ 20	1,33
Kapsiki	66	51	+ 15	0,95
Goudé + Tchédé	40	48	- 8	0,96
Hina	48	41	+ 7	0,88
Daba	51	31	+ 20	1,43
Fali	39	35	+ 4	0,82

Le taux brut d'accroissement annuel varie de moins 8 à plus 26. Ce taux, différence entre les taux de natalité et de mortalité, apporte une indication mais, calculé à partir des naissances et des décès survenus dans une année, il peut être influencé par des événements accidentels, type épidémies ; de plus il ne tient pas compte de la structure du groupe considéré. Aussi, A.M. Podlewski considère que le taux net de reproduction répondant à la question "par combien de femmes seront remplacées 1.000 femmes de 14 à 49 ans à la génération suivante, si les conditions de fécondité et de mortalité restent constantes ?", permet de mieux évaluer la dynamique d'une population. D'après ce taux on constate que les trois groupes étudiés dans la zone A, Matakam, Mofou et Mofou-Goudour, sont nettement progressifs, tandis que les groupes du sud, à part les Daba, sont stationnaires ou à tendance régressive.

Il est donc probable que l'on a là l'une des clés du contraste de peuplement entre les deux parties des Monts Mandara. Il est possible d'autre part, mais il faudrait des études plus complètes pour le confirmer, que certaines fluctuations des densités observées à l'intérieur des deux zones et paraissant coïncider avec des limites ethniques, relèvent également de la démographie.

c) Densités et culture en terrasse

Nous reviendrons plus loin sur la culture en terrasse qui est une donnée importante des structures agraires de la région. Mais ses rapports avec la densité doivent être examinés ici.

Les montagnards des Mandara n'ont pas tous adopté la terrasse de façon systématique. Certains n'en font pas, d'autres en font seulement sur une partie des pentes qu'ils cultivent. On peut distinguer :

- Les zones à terrasses où toutes les pentes cultivées sont aménagées systématiquement. Elles couvrent la région très peuplée du nord et le pays Kapsiki, et concernent la plus grande partie des populations montagnardes.

- Les zones sans terrasses : ce sont les zones occupées par les Kortchi, les Daba, les Goudé.

Ces groupes cultivent pourtant des pentes, parfois de fortes pentes. Mais ils se contentent de remaniements sommaires : les pierres retirées en travaillant

les champs sont disposées en grossiers alignements discontinus, perpendiculaires au sens de la pente. L'eau de ruissellement est seulement freinée, et une partie de la surface, occupée par les pierres, est perdue.

- Les zones mixtes, où une partie seulement des pentes cultivées est mise en terrasses. Le cas est particulièrement bien illustré par les Ndjegn qui construisent de très belles terrasses pour les champs permanents de l'aire villageoise, et procèdent à de simples alignements de pierres sur leurs champs de brousse non permanents. Les Fali, qui n'ont plus guère de champs en montagne se rattachent à ce groupe ; dans les massifs qu'ils continuent à cultiver, on voit se cotoyer des secteurs à véritables terrasses et des pentes non aménagées où les cultures sont faites entre les pierres et les blocs en place (1).

On remarque tout d'abord que dans l'ensemble, la limite entre la première catégorie d'agriculteurs et les deux autres passe au sud du pays kapsiki. C'est la même que celle qui avait été observée en examinant les rapports densité/relief : les gens sont plus nombreux sur les pentes que sur les étendues planes là où la terrasse est systématique.

Mais surtout, on constate que les zones de hautes densités sont celles de l'aménagement complet en terrasses. La correspondance entre les deux faits est nette.

Cette relation passe par la permanence de la culture. Les terrasses permettent la culture permanente, et dans une certaine mesure, l'impliquent. Elles doivent en effet être régulièrement réparées pour ne pas se dégrader, et cet entretien se fait tout naturellement chaque année, lorsqu'elles sont remises en culture. Après plusieurs années de jachère, leur réfection exige un gros travail.

Mais il faut s'interroger sur le sens de cette relation. Est-ce l'importance du peuplement qui, en imposant la mise en valeur totale de l'espace, donc la culture permanente, a contraint les hommes à innover sur le plan technique en construisant des terrasses ? C'est l'hypothèse généralement admise, celle qui semble aller de soi. Elle est conforme aux vues d'Ester Boserup (2) selon laquelle "certains types de changements techniques ne se produisent que si une certaine densité démographique est atteinte". Elle semble se vérifier dans certains pays à terrasses dont l'histoire est mieux connue : en Provence, R. Livet (3) remarque que les époques où l'on a construit des terrasses (XIIe-XIIIe, XVe et XVIIIe siècles) sont celles qui ont vu les populations proliférer.

On peut cependant imaginer un enchaînement inverse. L'aménagement des terrasses et son corollaire la permanence des cultures, seraient originels. Permettant une occupation intégrale de l'espace, ils ont donné aux hommes la possibilité de s'accumuler. Les terrasses seraient alors un fait de civilisation, la cause et non la conséquence des fortes densités.

Plusieurs données vont dans ce sens. Tout d'abord le fait que la terrasse n'a pas été inventée par les habitants des Mandara ; elle appartient au fonds commun africain. D'autre part, on la trouve utilisée chez des groupes

(1) Plusieurs groupes ethniques manquent à l'appel. Les Bana, les Djimi et les Hina parce qu'ils ne cultivent plus en montagne. Les Téléki et les Tchédé, parce que l'information recueillie par interrogatoire est douteuse.

(2) Boserup (E.) 1970

(3) Livet (R.) 1963

du sud des Mandara qui ne connaissent pas de très fortes densités et pratiquent également la jachère. Le fait que l'on trouve l'un à côté de l'autre deux groupes, les Ndjegn et les Goudé, habitant des milieux physiques tout à fait semblables, se situant dans les mêmes tranches de densités (30 à 60), les premiers construisant de magnifiques terrasses dans la zone habitée tandis que les autres n'en font pas, suggère le fait de civilisation beaucoup plus que la contrainte due à la pression démographique. Enfin, lorsqu'ils relatent les débuts de leur histoire, les montagnards du nord des Mandara évoquent souvent à la fois le travail de défrichage et celui de mise en terrasse entrepris par le fondateur de leur communauté ; à moins que, comme chez les Matakam de Magoumaz, celui-ci n'ait trouvé des terrasses déjà aménagées. Rien dans les mémoires collectives sur un changement, une innovation adoptée à un moment donné.

Ce second processus paraît donc mieux cadrer avec ce que l'on peut savoir de l'histoire de la région. Mais quelle que soit la cause première, il est bien évident qu'il y a interactions entre les deux faits. Si les terrasses permettent aux densités d'atteindre des valeurs élevées, l'augmentation des densités entraîne leur développement. Sans doute le caractère systématique, non partiel, de la mise en terrasse est-il à imputer aux fortes densités.

CHAPITRE II

LES GRANDES PRODUCTIONS

L'économie des Monts Mandara est fondée sur les grandes productions que l'on trouve habituellement à cette latitude : le mil, plante vivrière de base, l'arachide, culture commerciale, remplacée dans certains secteurs par le coton, l'élevage. En sont présentés ici les traits généraux, qui contribuent à donner une certaine unité à la région. La façon dont elles s'insèrent dans les diverses combinaisons agraires sera examinée plus loin.

I . Les productions agricolesa) Le mil

La majeure partie des surfaces cultivées est semée en mil, généralement du sorgho. Le champ de mil occupe une place essentielle centrale. La plupart des langues locales emploient le terme "champ-de-mil" pour parler d'un champ en général. Comme chez toutes les populations animistes vivant à cette latitude, le mil n'est pas seulement la base du régime alimentaire, il sert à faire la bière qui joue un rôle important dans la vie sociale et religieuse. C'est autour de lui que gravitent les cultes agraires; les différentes étapes de sa production, des semailles à la mise en grenier, sont marquées par des rites collectifs ou privés.

Le mil est toujours associé avec d'autres plantes. Alors qu'en plaine, surtout chez les musulmans, il se présente généralement en culture pure, ici, l'hétérogénéité est la règle. Entre les pieds de sorgho sont semés les légumes servant à faire la sauce qui accompagne la boule de mil: haricot, gombo, oseille de Guinée, ainsi que la plupart des autres plantes secondaires : sésame, éleusine, cucurbitacées. Le paysan tire donc de ce champ presque toute sa nourriture.

Les sorghos les plus couramment cultivés sont des variétés de *Sorghum caudatum* adaptées au milieu montagnard : sorghos rustiques auxquels conviennent les arènes de pentes, les colluvions de piémont et les lithosols, tandis qu'ils ne peuvent être cultivés sur les sols à texture plus fine de la plaine. Ils comprennent de très nombreuses sortes (chaque petit secteur, chaque massif, a sélectionné les siennes), mais sont généralement englobés par les habitants de plaine sous le nom de tchergé (en mandara) ou de tchergari (en fulfuldé). Leurs grains sont durs; ils sont le plus souvent de couleur jaune ou paille (70 %), mais il en existe de noirs, rouges, violets, roses et blancs (1).

(1) cf Marathé (J.P.) - Etude concernant la prospection des sorghos de 3 départements du Nord-Cameroun, 1970, IRAT, note ronéo

La durée du cycle végétatif s'allonge du nord au sud, en même temps que la saison des pluies. Ceux qui couvrent la partie nord de la montagne et sa bordure orientale sont relativement précoces : semés en mai ou juin, ils sont récoltés début octobre. A partir de la latitude de Mokolo apparaissent des tchergé semés en avril ou mai et récoltés en novembre, puis en décembre ou même en janvier, de plus en plus tard à mesure que l'on va vers le sud. Sur les hauts-plateaux et les montagnes du sud-ouest, des rosées matinales et un degré hygrométrique élevé permettent aux sorghos d'achever leur maturation après l'arrêt des pluies.

Aux tchergé, exclusivement cultivés sur les pentes moyennes ou fortes, s'ajoutent sur les sites moins accidentés des variétés de plaine, introduites généralement depuis moins longtemps. L'extension actuelle des terroirs au delà des secteurs montagneux tend à les faire progresser. Elles se divisent en deux grands groupes, suivant la longueur de leur cycle végétatif. Les sorghos à cycle court, légèrement plus hâtifs que les tchergé, sont des *Sorghum caudatum*. La plupart sont des sorghos rouges, que l'on désigne globalement sous le terme fulfuldé de djigari, mais qui diffèrent et portent des noms distincts d'une ethnie à l'autre. Ils ne réussissent que sur des sols à texture assez fine, et donnent de bons rendements sur les alluvions à tendance limoneuse ou argileuse, mais certains sols légers des plateaux peuvent également leur convenir. Ces sorghos, qui présentent sous l'épicarpe une couche brune inséparable de la farine, donnent une boule de couleur rouge assez peu appréciée, et on les emploie de préférence pour fabriquer la bière.

Les sorghos à cycle long (de mai à novembre ou décembre) empruntés aux Foulbé, appelés yolobri ou tchakalari en fulfuldé, appartiennent à de nombreux groupes botaniques : *Sorghum guineense*, *Sorghum notabile*, *Sorghum membranaceum* etc. Leurs épis sont le plus souvent blancs à panicules lâches. Absents au nord, ils apparaissent à la latitude de Mokolo sur les plateaux. Ils s'ajoutent ou se substituent aux tchergé tardifs.

Djigari et tchakalari-yolobri enrichissent la collection de sorghos des montagnards et sont intégrés dans leurs divers systèmes agricoles. Mais ils n'ont pas, à leurs yeux, la même valeur. "Le tchergé, c'est notre mil", disent-ils souvent. C'est lui que, par goût, ils préfèrent, et certains disent que c'est le seul qu'ils digèrent bien. Effectivement, les montagnards ne pilent pas le mil et absorbent le son, or la pellicule qui enveloppe le tchergé est plus fine, et sans doute plus facilement assimilable que celle des autres sorghos. En outre, c'est le seul qui puisse être utilisé pour les sacrifices, et c'est pour lui que sont accomplis les rites agraires. Les djigari sont parfois semés ou récoltés avant les rites des semailles ou des récoltes qui ne les concernent pas. Les greniers sont distincts, et c'est sous ou dans le grenier de tchergé que, chez la plupart des ethnies, on place des objets sacrés sur lesquels les chefs de famille effectuent des rites à diverses époques de l'année.

Le mil pénicillaire (yadiri en fulfuldé), *Pennisetum typhoidum*, est peu répandu. Les Monts Mandara sont situés au sud de son aire d'extension normale. Il est seulement placé parfois en culture intercalaire dans les champs de sorgho. Il ne prend de l'importance que chez une bonne partie des Matakam qui, on le verra plus loin, le cultivent tous les deux ans à la place du sorgho.

L'éleusine, *Eleusina coracana*, petite céréale utilisée comme les mils pour faire la boule et la bière, est fréquemment associée aux sorghos ~~xxxxxx~~. Elle comprend des variétés hâtives et tardives, choisies suivant le type de sorgho avec lequel elles sont semées. Son rôle sur le plan vivrier est très limité, sauf chez deux groupes ethniques qui en font plus abondamment, les Hidé et les Bana. Il semble que son importance était autrefois beaucoup plus grande, et qu'il s'agisse d'une culture relique. Elle est semée par les femmes qui la stockent dans leurs greniers. On l'utilise pour certains sacrifices.

Le sorgho de saison sèche, ou mouskwari, repiqué en septembre ou octobre, récolté en février, est abondamment cultivé dans les plaines qui entourent les Monts Mandara, en particulier les plaines du Diamaré; il pousse sur les vertisols ou argiles gonflantes, appelés kare en fulfuldé. Les Monts Mandara et les piémonts immédiats ne disposent malheureusement pas de ces sols, et l'absence de mouskwari est un des points qui différencie leur économie de celle des plaines voisines. Seuls, les cantons de Gawar, Hina et Mofou-sud, appartenant au milieu de la plaine, en produisent en grande quantité.

Pourtant, des essais ont été tentés, ou sont en cours, en milieu montagnard, en quelques secteurs très localisés du plateau où la texture des sols est argileuse. Sur le plateau de Tala-Zoulgo, l'expérience est actuellement abandonnée à cause des dégâts causés par les oiseaux. Elle se poursuit en pays kapsiki, près de Sir et au sud de Kila, où, selon les statistiques des services agricoles, 1.200 tonnes auraient été produites en 1977 sur 55 hectares.

b) L'arachide

Jusqu'en 1950, l'arachide est la culture commerciale prônée par l'administration pour l'ensemble du nord du Cameroun. A partir de 1951, deux autres cultures, le coton et le riz, sont lancées successivement en plaine, où elles remplacent peu à peu l'arachide. Aujourd'hui se dessinent trois zones spécialisées chacune dans sa culture commerciale : le riz pour les pays semi-inondés bordant le Logone, le coton pour l'ensemble des plaines non inondées, l'arachide pour les Monts Mandara.

L'arachide est donc la principale culture commerciale de la région. A partir de 1930, les montagnards, qui en cultivaient déjà de petites quantités pour leurs propres besoins, sont invités à développer leur production pour la vendre et pouvoir payer leur impôt. On espère ainsi les faire entrer dans une économie moné-

taire. La propagande ne cessera pas. Les actions ont, par ailleurs, porté sur deux points : la qualité des semences et l'organisation des achats. La station agricole de Guétalé, dans la plaine de Koza, a sélectionné des variétés à la fois adaptées au milieu et riches en matières grasses. Les semences ont été multipliées et diffusées chez les paysans. Ainsi l'arachide rampante traditionnelle a presque complètement été éliminée, remplacée par une variété érigée plus productive. D'autre part, un réseau assez serré de points d'achat a été mis en place. Pendant longtemps, il était placé sous la surveillance des services agricoles chargés de s'assurer que les tarifs officiels étaient bien respectés. Aujourd'hui, les prix s'ajustent d'eux-mêmes selon la loi de l'offre et de la demande.

Le développement de la production a été lent car il a été freiné par une série d'obstacles. Le plus grave de tous est la concurrence que l'arachide fait au mil. Les deux plantes entrent en compétition, à la fois sur le plan du temps, les opérations culturales se situant à peu près aux mêmes moments, et sur le plan de la terre, ce qui pose un problème dans les secteurs très peuplés où tout l'espace cultivable est exploité. Des gens qui, pour beaucoup, assurent tout juste leur équilibre alimentaire et sont hantés par la crainte d'une soudure difficile n'acceptent pas facilement d'augmenter leurs surfaces d'arachide aux dépens de celles qui sont consacrées au mil.

Un autre handicap à surmonter était l'absence d'intérêt éprouvé par les montagnards. Habités depuis toujours à vivre en autarcie, ils n'étaient aucunement motivés par le désir d'avoir de l'argent. Pendant longtemps, beaucoup se sont contentés de produire les quantités leur permettant de payer leur impôt.

Enfin, l'arachide était traditionnellement cultivée par les femmes sur de petites parcelles, comme le sont encore aujourd'hui le voandzou et le souchet. Il a donc fallu vaincre au départ une certaine répugnance des hommes à pratiquer une culture féminine.

Avec le temps, ces facteurs limitants se sont estompés. Les montagnards ont appris à apprécier l'argent qui a pénétré dans leur économie. Ils ont cessé de considérer l'arachide comme une culture réservée aux femmes, sauf sur quelques massifs encore résolument réfractaires. Le problème de la compétition avec le mil a été atténué par des palliatifs. Les paysans s'efforcent de décaler au maximum les deux cultures en semant l'arachide, dont le cycle végétatif est un peu plus court, quelques semaines après le mil. D'autre part, depuis 1920 ou 1930, les cultures s'étendent sur les piémonts, les plateaux, les fonds de vallée, la paix permettant l'avancée en terrain dégagé et la mise en valeur d'anciens no man's lands. Dans les régions du nord à fortes densités, le développement de l'arachide est étroitement lié à l'accroissement des surfaces cultivables ainsi obtenues.

Les terres doivent être légères, à texture sableuse, pour permettre l'arrachage facile de la plante. Elles ne doivent ni trop humides, ni trop riches en matière organique, car les

feuilles se développeraient aux dépens de la gousse. Les colluvions grossières situées au pied des massifs et au fond des vallées intra-montagnardes, les sols sablonneux des plateaux lui sont propices, et c'est là qu'elle s'est développée. En revanche elle est rarement cultivée sur les pentes fortes et l'on en trouve peu en pleine montagne.

Les techniques culturales et le choix des emplacements des champs ont été laissés à l'initiative des paysans. Tous ont, spontanément, adopté une rotation plus ou moins régulière avec le sorgho. Ils font un à deux sarclages pour arracher les adventices et ameublir le sol, procèdent parfois à un léger buttage. A l'arachide sont souvent associées d'autres plantes : des pieds de sorgho espacés d'environ un mètre, chez certains montagnards du nord, du sésame, de l'oseille de Guinée.

Depuis 1977, les services agricoles ont entrepris une action d'encadrement plus poussée. Sur des superficies de quelques hectares situées en terrain plat, ils proposent une culture d'arachide conduite de façon intensive et avec des techniques modernes: labour à la charrue, herbicides, engrais. Les paysans volontaires prennent une parcelle de la taille qui leur convient, généralement un demi-hectare. Chacun reçoit la semence traitée, des sacs d'engrais, et une somme de 50.000 francs pour acheter, en commun avec un voisin ou parent de son choix, une charrue et deux boeufs de labour. Le prêt doit être remboursé en trois ans avec un intérêt de 10 %. Ainsi voit-on apparaître, sur le plateau aux environs de Bourha et dans la plaine de Mayo-Oulo, de vastes champs d'arachide semés en lignes régulières, sans aucune association, divisés en parcelles rectangulaires de cent sur cinquante mètres.

Après avoir longtemps stagné entre 20 et 30 francs le kilo, les prix sont devenus plus rémunérateurs. Ils oscillaient en 1978 autour de 100 francs le kilo. Ils sont au plus bas juste après la récolte, d'octobre à décembre, et montent progressivement pour atteindre leur maximum en mai-juin. Les producteurs s'efforcent de garder au moins une partie de leur récolte pour la vendre lorsque les cours sont hauts. Avec la vente de leur arachide, certains exploitants arrivent à gagner, en 1978, une centaine de milliers de francs. Un tel rapport reste exceptionnel; mais pour la plupart des habitants des Monts Mandara, les revenus apportés ~~par~~ ne sont plus négligeables et l'arachide est considérée comme une culture intéressante. En outre, l'étalement des ventes permet aux villageois de disposer de rentrées monétaires tout au long de l'année, notamment à l'époque difficile de la soudure.

Les tonnages produits sont difficiles à évaluer, en l'absence de statistiques couvrant toute l'année et tous les points de vente. Une grosse part de la production vient du nord des Monts Mandara où sont concentrés près des deux tiers de la population, mais la production par tête est bien plus forte au sud, où les gens disposent de plus de terrains et peuvent maintenant se faire aider par la charrue.

L'arachide est devenue "la culture des montagnards", et ils l'abandonnent avec regret quand ils émigrent en plaine. Pourtant une partie d'entre eux s'est lancée dans la culture du coton.

c) Le coton

La culture du coton en vue de l'exportation a été introduite au Cameroun en 1951. C'est à cette date que la Compagnie Française pour le Développement des Textiles (C.F.D.T.) s'installe dans le pays et instaure une politique dynamique d'expansion du coton, cherchant systématiquement tous les terrains favorables. Après avoir implanté dans les villages de plaine, elle constatait que certains sols exploités par les montagnards au pied de leurs massifs lui convenaient parfaitement. A partir de 1960, ceux qui disposaient de ces sols ont été invités à se mettre à cette culture, qu'ils connaissaient d'ailleurs déjà pour la pratiquer comme manoeuvres chez les musulmans. La Sodécoton, Société pour le développement du coton au Cameroun, qui a pris le relai de la C.F.D.T., poursuit ses mêmes actions de propagande, d'encadrement et d'achat de la production.

Contrairement à l'arachide, les opérations culturales concernant le cotonnier sont étroitement contrôlées. Le choix des terrains, leur préparation, la façon de semer, les sarclages, les traitements insecticides, le nettoyage des champs après la récolte, sont soumis aux directives de la Sodécoton, de même que l'organisation des rotations et la durée des jachères. Les champs doivent avoir une taille minimale, ce qui oblige parfois à des regroupements fonciers ou à des échanges de parcelles entre exploitants. Tout ceci n'a pas été sans poser des problèmes chez ces paysans individualistes et amoureux de leur liberté, et il a fallu bien souvent agir par contrainte. Mais le montagnard de 1960 ou 1970 n'est plus celui des années trente, il s'intéresse au revenu monétaire que lui procure son travail, et il s'est assez rapidement mis au coton, du moins lorsqu'il dispose de terrains, et de terrains favorables. En revanche, lorsqu'il est à l'étroit et qu'on lui demande de prendre ses meilleures terres à mil pour le coton, lorsqu'il ne dispose que de sols où les rendements n'atteignent pas 500 kg par hectare, la nouvelle culture est ressentie comme une pénible obligation.

Chaque année, la Sodécoton établit des statistiques donnant les tonnages de coton-graine achetés sur chaque marché, et les surfaces cultivées sur la zone correspondant au marché. Le tableau ci-dessous est établi d'après les chiffres de la campagne 1976-1977, regroupés par secteur.

Production de coton 1976	Tonnes	Hectares	Rendements (kg/ha)
- Koza, Moskota, Gaboua	846	677	1.249
- Kourgui, Mora	114	247	461
- Ouldémé, Mada, Tokombéré, Sérawa	603	995	606
- Méri (Doulek, Douroum, Wazan)	274	433	632
- Mokong, Zamay	474	658	720
- Mofou sud	428	439	975
- Gawar, Hina, Douroum	1.552	1.333	1.164
	4.291	4.782	897

La région, telle que nous l'avons délimitée, a vendu en 1976-1977 4.291 tonnes de coton. Mais si l'on retire la production des cantons de Mofou-sud, Gawar, Hina et Douroum, qui appartiennent en fait, au moins maintenant, au monde de la plaine, il reste 2.311 tonnes produites par les montagnards.

On trouve le coton exclusivement sur les bordures de plaine. Il n'est cultivé ni en terrain accidenté (1), ni sur les plateaux. Pendant une dizaine d'années, de 1965 à 1976, on a tenté de l'introduire aux environs de Zamay, sur les plateaux de Tchouvouk et de Mouhour, mais on a fini par y renoncer devant les rendements dérisoires obtenus.

On remarque les fortes inégalités des rendements suivant les secteurs. Ils sont très faibles sur les sols d'érosion sur socle qui bordent la montagne autour de Mora et de Kourgui. Ils restent médiocres chez les montagnards qui ne disposent au pied de leurs massifs que d'une bande étroite où dominent les matériaux grossiers. Ils atteignent ou dépassent 1.000 kg à l'hectare dans les plaines alluviales de Koza et de Gawar-Hina, et dans le canton à inselbergs de Mofou-sud. Dans la plaine de Mayo-Oulo, la culture du coton avait été abandonnée en raison de la faiblesse des rendements. Elle reprend aujourd'hui dans le cadre de la formule, signalée plus haut à propos de l'arachide, de culture intensive avec regroupement des champs, herbicides, engrais et labours à la charrue.

Le cotonnier exige beaucoup de travail : environ 100 heures par hectare en culture manuelle. Les planteurs de coton se sont donc installés pour la plupart au pied de leur massif. La culture du coton est un des facteurs incitant les montagnards à descendre. Elle est également une cause de transformations sur le plan agraire. Du fait de l'encadrement auquel elle donne lieu, c'est elle et non plus celle du mil qui devient le pivot autour duquel gravitent les autres activités. Les systèmes agricoles, les institutions foncières propres au groupe ethnique sont remis en cause. Peu à peu l'ex-montagnard devient un cultivateur de plaine, abandonnant à ses frères ses champs de montagne. L'étape ultime est celle de la descente de tous les membres de la collectivité, et de l'abandon des cultures sur le massif. C'est le point où l'on en est pratiquement arrivé dans le canton de Mofou--sud.

Le cotonnier et l'arachide se font évidemment concurrence. Un même exploitant peut difficilement mener de front les deux cultures, et dans l'ensemble, l'arachide a été abandonnée dans les secteurs propices au coton. Or ce dernier, à moins de rendements excellents, est devenu moins rémunérateur que l'arachide. Il est acheté 65 francs le kilo, en 1977, contre une centaine de francs pour l'arachide, et il réclame, à surface égale, plus de travail.

En outre, sa commercialisation est beaucoup moins souple. Au lieu de pouvoir écouler sa production tout au long de l'année, le planteur de coton ne peut le faire qu'en une fois, lorsque la Sodécoton vient en faire l'achat dans son secteur. Pour certains, le marché de coton se tient plusieurs mois après la récolte, en mars ou avril, lorsque les cours de produits vivriers ou du bétail qu'il souhaite acheter ont déjà

(1) Les régions accidentées ont longtemps conservé le cotonnier traditionnel, haute plante pérenne cultivée pour les besoins locaux.

remonté.

La politique actuelle vise à accroître la productivité et les rendements et à maintenir la fertilité du sol, en utilisant engrais, herbicides et culture attelée. Elle va peut-être relancer l'intérêt des cultivateurs habitant des zones marginales pour le coton, et éviter l'aspect de culture forcée qu'elle tend ~~parfois~~ à y prendre.

d) La patate douce

La patate douce (*Ipomea batatas*) a connu depuis une vingtaine d'années un développement continu et mérite aujourd'hui de figurer parmi les grandes productions de la région.

Elle a trouvé son climat et son terrain d'élection sur les hauts plateaux. Les endroits favorables sont les bas-fonds, les secteurs humides, les parties déprimées proches des cours d'eau. Elle s'est développée de façon spectaculaire sur les plateaux des cantons de Matakam-sud, de Mokolo et de Mogodé, mais on la trouve aussi sur les plateaux du sud et parfois en terrain accidenté, dans les dépressions humides.

La patate est cultivée sur de gros billons mesurant 50 à 60 centimètres de hauteur et de largeur, et s'étirant en longueur dans le sens de la pente. Le gros travail de préparation se fait en juillet, lorsque le terrain est bien ameubli par les pluies. L'herbe, déjà drue, enfouie à l'intérieur du billon, constitue un excellent engrais vert. Les boutures, souvent achetées chez des agriculteurs qui se spécialisent dans cette production, sont repiquées courant juillet et début août. Ces opérations se situent donc quand les travaux pour le mil et l'arachide sont à peu près terminés. Ce décalage est un des atouts majeurs de la patate.

C'est en outre une culture qui réclame peu de terrain pour un bon rapport. Selon les services agricoles, les rendements sont de l'ordre de 8.000 kilos à l'hectare.

La patate est cultivée essentiellement pour être vendue. Marchandise pondéreuse, elle ne peut être transportée à tête d'homme jusqu'au marché habituel, comme on le fait pour l'arachide. Cet handicap a longtemps entravé son essor. Aujourd'hui, les commerçants de Maroua et de Garoua ont pris en main sa commercialisation. Leurs camions viennent chercher la marchandise sur les lieux-mêmes de production. On vend au sac ou au panier, à des prix fixés par les commerçants. En 1977, on achetait près de Mokolo le sac de 80 à 100 kilos au prix de 1.100 francs.

Une grande partie de la production, ce qui vient des plateaux des cantons de Matakam-sud, Mokolo et Mogodé, est expédiée sur Kousséri pour être (au cours des années 70) revendue à Djaména. Les plateaux du sud envoient plutôt leur marchandise sur Garoua. Quelques ventes se font sur Maroua, par l'intermédiaire des marchés de Mokolo et de Gazawa. La patate des habitants des Monts Mandara contribue à l'alimentation des villes.

2. L'élevage

Les faits d'élevage contribuent à singulariser les Monts Mandara, à en faire une région à part. Ils sont très sensibles aux variations du milieu naturel, or non seulement les zones accidentées avec leur relief, mais les hauts-plateaux avec leur climat, constituent des milieux différents de celui de la plaine. Ils sont d'autre part marqués par la composition de la population propre à la région: une grosse masse d'agriculteurs animistes, et une infime minorité, mais qui pèse ici de tout son poids, de purs éleveurs foubé, auxquels viennent s'ajouter les transhumants montant chaque année depuis les plaines environnantes. D'où la juxtaposition de deux types d'élevage totalement différents que nous examinerons successivement. Mais il faut tout d'abord, à partir des données chiffrées, préciser le jeu des facteurs qui influent sur la composition et la localisation du cheptel.

a) Effectifs et localisation du cheptel

Le tableau ci-contre donne les effectifs des bovins, ovins et caprins par groupes de cantons, d'après les statistiques établies par les services de l'élevage (1). Ces chiffres sous-estiment certainement la réalité, spécialement en zone montagneuse et surtout en ce qui concerne les ovins et les caprins, mais ils donnent une approche suffisante pour permettre les comparaisons.

La région des Monts Mandara, considérée dans son ensemble, se caractérise par la faiblesse de son élevage bovin. Alors que dans le Diamaré voisin, les bovins tiennent la première place, ils arrivent ici en dernière position, loin derrière le petit bétail. Le rapport cheptel/habitants est sensiblement le même que dans le Diamaré pour les moutons et les chèvres, mais quatre fois moindre pour les boeufs.

On remarque de fortes inégalités dans les rapports bétail/habitants, suivant les secteurs qui ont été distingués, et qui sont pour la plupart l'ensemble des cantons dépendant d'un même centre zootechnique. Les effectifs des trois groupes de bétail considérés, - bovins, ovins, caprins, - sont en effet en relation avec plusieurs facteurs dont les effets tendent à s'additionner.

Le rôle du milieu physique est important, avec l'opposition entre les plateaux et les régions accidentées. Ces dernières ne sont guère favorables à l'élevage, spécialement à celui des bovins, surtout lorsque les pentes sont raides et rocheuses. Au contraire, les plateaux conviennent très bien au bétail. En saison des pluies, ils sont frais et éventés, si bien que les mouches et les taons porteurs de maladies, qui infestent alors les plaines, sont absents. En saison sèche, les pâturages se maintiennent

(1) L'encadrement de l'élevage pour la région se compose d'un chef de sous-secteur à Mokolo pour l'ensemble du Margui-Wandala, et des 7 centres zootechniques et vétérinaires de Mokolo, Mora, Koza, Bourha, Hina (Margui-Wandala), Méri (Diamaré) et Mayo-Oulo (Bénoué)

Effectifs des troupeaux et Rapports bétail/population en 1976

Secteur	Cantons	Effectifs des troupeaux (en milliers de têtes)			Habitants	Rapport têtes de bétail/100 habitants		
		Bovins	Ovins	Caprins		Bovins	Ovins	Caprins
Mora	Tous les cantons mon- tagneux de l'arrondis- sement	2,5	8	11,8	71.710	3,5	11,2	16,4
Koza	Gaboua, Koza, Moskota	2,8	7,8	9,2	60.005	4,7	12,9	15,3
Méri	Méri, Doulek, Douvan- gar, Douroum, Wazan	2 (1)	7 (1)	6,9 (1)	28.874	6,9	24	24
Mokolo	Matakam-sud, Mokolo, Mogodé, Zamay, Mokong	51	128	152	153.255	33,3	83	100
Bourha	Guili, Bourha, Tchevi	12	25	31	26.843	44,7	93	115
Hina	Gawar, Mofou-sud, Hina, Boula	19	22	34	41.719	41,3	47,8	73,9
Doumo	Doumo, Guirviza, Dazal	1,2	3,5	3,7	9.135	13,1	38,3	40,5
Mayo Oulo	Mayo Oulo, Daba indépendantes	2,7	6,5	19,3	26.638	10,1	24,4	72,4
Total Monts Mandara		93,2	207,8	268	418.179	22,3	49,7	64
Total Diamaré		400	222,3 (1)	346 (1)	468.315	85,4	47,7	73,9

(1) Chiffres datant de 1971.

mieux que la plupart de ceux de plaine à cause de la température moins élevée et, semble-t-il, d'une rosée particulièrement abondante.

Le rôle des densités humaines est sans doute encore plus important. Les très fortes densités humaines entraînent non seulement l'abaissement des rapports cheptel/habitants mais encore celui des effectifs des animaux qui n'ont plus d'espaces suffisants pour paître.

Le facteur ethnique joue aussi son rôle, mais il est lié aux deux autres facteurs. Présence des Foulbé et relèvement des effectifs de bovins vont de pair, mais les éleveurs foulbé ne sont là que lorsque la faiblesse des densités et le milieu physique le leur permettent. Mais on note des différences de comportements entre certaines ethnies païennes placées pourtant dans des conditions semblables: certaines s'efforcent plus que d'autres de développer leurs troupeaux, ou s'intéressent plus spécialement à tel ou tel type de bétail.

Les secteurs de Mora, Koza et Méri sont très accidentés, très peuplés, et les éleveurs foulbé y sont rares. Trois raisons pour que l'élevage, tout particulièrement celui des bovins, y soit peu développé. Les rapports bétail/habitants y sont très inférieurs à la moyenne générale de la région. Ces rapports sont au contraire élevés dans les secteurs de Mokolo et de Bourha qui englobent presque tous les hauts-plateaux. On remarque que plus de la moitié des cheptels recensés occupent le secteur de Mokolo qui inclut les plateaux du nord, les moins peuplés, ceux où sont installés la plupart des pasteurs foulbé.

Les trois cantons de Doumo, Guirviza et Dazal ont un relief accidenté mais des densités qui ne dépassent pas 60 habitants au km². La proportion du bétail y est nettement plus élevée que dans les montagnes du nord. Le secteur de Mayo-Oulo se signale par l'importance du petit bétail. Quant à celui de Hina, habité par de nombreux musulmans et composé surtout de plaines et d'inselbergs, il se rattache, sur le plan de l'élevage comme sur celui de l'agriculture, aux plaines du Diamaré.

b) L'élevage des agriculteurs montagnards

Pour les agriculteurs montagnards animistes, qui forment l'essentiel de la population et détiennent la majorité du cheptel, l'élevage n'est destiné ni à donner du lait (ils ne pratiquent jamais la traite) ni à fournir de la viande. Leurs motivations sont avant tout d'ordre religieux. Lorsqu'ils tuent un animal, c'est pour l'offrir aux ancêtres, ou aux divinités de la montagne, ou pour célébrer dignement une fête. La consommation de viande faite à cette occasion, son mode de cuisson, sa répartition entre ceux qui participent à la cérémonie font l'objet d'un rituel. Ces sacrifices peuvent être individuels ou collectifs, et les occasions en sont multiples: fêtes périodiques, maladies, enterrements, etc...

D'autres raisons incitent le paysan à avoir un petit troupeau. C'est le seul capital dont il puisse disposer en cas de besoin, et qui lui assure une certaine sécurité: il peut régler son impôt ou ses amendes, acheter ou louer un champ en vendant ou

en offrant un boeuf ou une chèvre. Il donne une ou plusieurs têtes de bétail à ses beaux-parents à titre de compensation matrimoniale. Les peaux qui servaient autrefois à se vêtir sont encore utilisées pour porter les bébés sur le dos de leur mère et parfois pour enterrer les notables. Mais elles sont surtout vendues. Les déjections animales sont soigneusement recueillies pour faire, une fois brûlées et pilées, l'eau qui salera chaque jour la sauce accompagnant la boule de mil. Ce qui reste est utilisé comme engrais.

Ainsi, tant pour faire face à leurs obligations religieuses et sociales que pour leurs besoins matériels, presque tous les chefs de famille, même ceux qui semblent placés dans des conditions défiant tout élevage car tout l'espace disponible est mis en culture, trouvent le moyen d'avoir quelques têtes de petit bétail.

- Les bovins

L'élevage des bovins chez les agriculteurs montagnards est embryonnaire, et certains groupes ne le pratiquent pas.

Dans les montagnes très peuplées du nord, il est lié à la fête du "maray" (terme matakam signifiant taureau), célébrée par la plupart des ethnies tous les deux, trois ou quatre ans, et au cours de laquelle chaque chef de famille doit immoler un taureau à ses ancêtres. Cette fête est pratiquée, sous des noms divers, par les Mada, les Zoulgo, les Gèmjek, les Mofou et les Mofou-Goudour, la plupart des Matakam et des petites ethnies qui leur sont apparentées, y compris les Oula, et une petite fraction des Kapsiki (le village de Roumzou).

L'animal, souvent acheté en plaine à l'état de taurillon, est engraisé pendant une ou plusieurs années. Une bonne partie ou même la totalité de son existence se passe dans son étable, petite case ronde intégrée dans l'habitation, complètement close à l'exception de deux petites ouvertures; par l'une on lui passe la nourriture, par l'autre on retire le fumier. Il y reste pendant toute la saison des pluies (sauf parfois chez les Matakam où sont organisés de petits enclos réunissant les boeufs d'un quartier). Il y passe aussi bien souvent la saison sèche, à moins qu'on ne le fasse alors sortir, sous la surveillance d'un enfant, pour aller chercher sa pitance parmi les épineux. Mais il doit obligatoirement réintégrer sa case pendant les quelques mois qui précèdent sa mise à mort.

La présence en pleine montagne de ces boeufs enfermés dans leur cases dont souvent, du fait de la raideur des pentes et de la construction des terrasses, ils ne peuvent sortir sans risque d'accident, a quelque chose d'insolite, presque d'incongru. Elever un boeuf pour des gens qui doivent aller chercher assez loin le fourrage et l'eau est une opération astreignante, et bien des chefs de famille n'y arrivent pas. Ils doivent se joindre à un parent au moment de la fête. Mais chacun s'efforce d'avoir son "boeuf de case". Chez les Matakam, celui qui n'a pas

réussi, au moins une fois dans sa vie, à "pleurer un taureau n'a pas les honneurs funéraires de l'homme. Il est pleuré comme une femme."(1)

Bien qu'elles ne fassent pas le maray, les ethnies du nord de l'arrondissement de Mora : Podoko; Mouktélé, Mora, Vamé, Mbrémé, Ouldémé, se sont mises elles aussi à avoir des bovins, quoique de façon beaucoup moins systématique et fréquente. Il semble que cet usage se répande aujourd'hui, mais il ne s'agit jamais que de quelques têtes pour l'ensemble d'un quartier. Les motivations ne sont plus religieuses. Chez les Ouldémé, il s'agit surtout d'une façon pour les "riches" de capitaliser leur avoir. Chez les Mouktélé, les bovins "jouent un rôle de prestige".(2).

Au sud de Mokolo, les contraintes d'espace disparaissent et les animaux peuvent être conduits en brousse en toutes saisons. Ils sont rassemblés le matin par troupeaux d'une vingtaine de têtes, et quelques jeunes bergers les emmènent pâturer. Chez les Kapsiki et les Bana, les bêtes regagnent chaque soir leurs fermes respectives. Chez les Goudé et les Ndjegn, les exploitants les mettent en pension chez l'un d'eux, moyennant finances. Ce dernier dresse contre son habitation un enclos où est parqué le soir le troupeau qu'un de ses enfants conduit en brousse dans la journée. Chez ces deux groupes, l'élevage bovin prend une certaine importance; rares sont les chefs de famille, surtout chez les Goudé, qui n'ont pas au moins un boeuf en pension chez un voisin.

Les bovins des montagnards sont presque tous des zébus à bosse, race qu'élèvent les Foulbé. Avant la conquête peule, ils avaient, ainsi que les habitants des plaines voisines, des taurins sans bosse de petite taille (environ un mètre). Pratiquement éliminés des plaines, ou fortement métissés, ces taurins subsistent encore à l'état de relique chez les Kapsiki et chez les Bana. On en trouverait également encore quelques exemplaires dans les cases des montagnards du nord qui s'efforcent de les conserver. Selon J.F. Vincent (3), les Mofou de Wazan ont perdu à leur grand regret les derniers spécimens de cette race lors de la sécheresse de 1972-1974.

Le cheptel bovin des montagnards ne se reconstitue que partiellement par croît naturel, et doit être constamment complété par des achats de jeunes animaux en plaine. Cet élevage n'est donc ni productif, ni rentable. Son caractère essentiellement religieux ou sentimental, l'attachement de certains groupes à l'antique race des taurins, incitent à y voir une lointaine réminiscence du temps où les ancêtres des populations actuelles habitaient en plaine et pratiquaient un véritable élevage.

- (1) Boisseau J. Soula M. 1974 p.490
 (2) Juillierat B. 1971
 (3) Vincent J.F. comm. orale

- Les ovins. et les caprins
.....

Alors que l'élevage des bovins, dans les zones très accidentées et surtout celles du nord, relève presque du défi, celui du petit bétail est bien mieux adapté au milieu physique et aux possibilités des montagnards. Rare est la famille qui n'a pas quelques moutons ou chèvres, tandis que la possession d'un boeuf est le signe de relative aisance.

Le petit bétail est moins exigeant pour sa nourriture, et il est plus à l'aise sur les pentes à terrasses, encore qu'il ne soit pas à l'abri d'accidents: lors des rites privés au cours desquels le chef de famille prie pour la prospérité des siens, il formule généralement le souhait que ses chèvres et ses moutons ne se cassent pas de pattes. Les chèvres semblent particulièrement vivaces, escaladant les terrasses, broutant parmi les rochers l'herbe rare et les feuilles d'épineux, et elles se reproduisent bien. Mais elles sont sensibles à la fraîcheur du climat, et l'on enregistre une certaine mortalité par pneumonie. Un peu moins nombreux, les moutons ne semblent pas être introduits depuis très longtemps. Peut-être s'agit-il d'un emprunt fait aux pasteurs foubé. Chez certains groupes, notamment les Matakam, ils ne peuvent être utilisés pour les sacrifices.

Comme pour les bovins, les effectifs et les modalités de l'élevage diffèrent du nord au sud. Les montagnards du nord ont généralement 4 ou 5 moutons et chèvres par famille, rarement plus de 7 ou 8, tandis qu'au sud, notamment chez les Kapsiki et les Fali, certains exploitants ont de véritables troupeaux de 20 à 30 têtes. Au nord, le petit bétail est enfermé et nourri à l'étable pendant toute la saison des pluies, faute d'espaces libres; ramasser l'herbe pour la remonter aux animaux est une des tâches quotidiennes familiales, souvent impartie aux enfants. Le bétail est lâché lorsque les récoltes sont terminées et mises en sécurité, et il circule en liberté pendant toute la saison sèche, se nourrissant comme il peut. Mais les femmes doivent lui rapporter de quoi boire, d'un point d'eau parfois éloigné, et elles complètent sa nourriture en allant couper des feuilles ou cueillir des fruits comestibles.

Au sud, le petit bétail est conduit en brousse en toute saison par un enfant habitant à la ferme. Contrairement aux bovins, il n'est pas regroupé en troupeaux de quartier, et chaque exploitant s'en occupe pour son compte. S'il n'a pas d'enfant en âge de la garder, il le laisse à l'étable, ou au piquet, pendant la saison des cultures, et réduit ses effectifs en conséquence. Ou encore, comme chez les Kapsiki, il peut se faire prêter un enfant en âge d'être berger par une famille amie ou apparentée; il le traite comme son fils, et lui offre quelques chèvres lorsqu'il retourne dans sa famille, à 13 ou 14 ans. Chez les groupes du sud, l'enfant apparaît comme un rouage presque indispensable. La scolarisation en pâtit, ou pose un réel aux familles.

Dans les montagnes du nord, le problème de la coexistence des cultures et du cheptel, gros et petit, est résolu au sein de chaque communauté villageoise par la stabulation du bétail en saison des pluies. Il se pose au sud où, malgré la surveillance des jeunes bergers, des mesures doivent être prises pour éviter les déprédations. Le paysage en porte la marque : murets de pierres ou haies d'euphorbes bordant les pistes qu'empruntent chaque matin les troupeaux pour sortir de la zone cultivée, regroupement des champs de brousse. Les structures agraires sont conditionnées, à des degrés divers, par les faits d'élevage.

- Les volailles

Comme le petit bétail, mais dans des occasions moins solennelles et de façon beaucoup plus courante, les volailles permettent à la maisonnée de faire face à ses obligations religieuses et sociales. Poussins, coqs et poules servent pour la divination ou sont offerts en sacrifice. La poule est le cadeau que l'on offre à l'hôte venu vous rendre visite, au de vin ou au guérisseur, parfois au propriétaire qui vous a prêté une parcelle de terre, à toute personne que l'on veut honorer ou remercier. Aucun exploitant ne peut se dispenser d'en avoir quelques unes. En outre, les volailles peuvent rapporter un peu d'argent. On va en vendre une au marché si l'on a besoin d'une petite rentrée monétaire. Les femmes habitant près de Mokolo et de Mora ont appris à recueillir les oeufs aussitôt après la ponte et vont les vendre en ville, à moins que des commerçants ne viennent leur acheter à domicile.

L'élevage des volailles est une occupation féminine. Dans le nord des Monts Mandara où il n'est pas question de leur donner du grain, c'est une tâche assez assujettissante. En saison des pluies, les femmes partent travailler aux champs chaque matin en emportant dans unealebasse fermée les poules et poussins qui picoreront toute la journée vermisseaux et termites déterrés au cours du sarclage. En saison sèche, elles vont en piémont poser des pièges à termites, vieilles poteries sans fond remplies de paille et de débris de bois qu'elles installent à proximité d'une termitière. Elles les retrouvent le lendemain grouilllant de termites.

Le travail qu'exige l'élevage est donc surtout assumé par les enfants et par les femmes, encore que les hommes participent s'il le faut au ramassage de l'herbe. Dans chaque exploitation, le nombre de têtes de petit bétail et de volailles est fonction de celui des enfants en âge d'être bergers et des femmes. L'élevage n'est pas, pour autant, relégué au second plan; c'est une activité considérée comme vitale pour la famille, et elle est totalement intégrée dans la vie du

montagnard. Chez les Matakam, on s'y réfère pour indiquer l'heure: "c'est le moment d'aller aux termites" signifie qu'il est 9 heures, 9 heures et demi du matin, "c'est le moment d'aller à l'herbe" veut dire qu'il est environ 17 heures.(1).

c) L'élevage des pasteurs foubé, autochtones et transhumants.

Les éleveurs foubé des Monts Mandarane sont guère nombreux. Pour donner un ordre de grandeur, quelques milliers sur les hauts-plateaux intérieurs, quelques dizaines sur les piémonts qui ceinturent les montagnes. A ces pasteurs qui résident de façon constante dans la région, viennent chaque année s'en ajouter d'autres qui montent en transhumance depuis les plaines environnantes.

- Les éleveurs foubé autochtones
.....

Les pasteurs foubé des Monts Mandara habitent pour la plupart les hauts-plateaux, plus spécialement ceux des cantons de Mokolo et de Mogodé. Contrairement aux Foubé devenus agriculteurs, commerçants ou artisans, qui sont sédentarisés et fortement métissés, les pasteurs ont souvent un type ethnique très pur, et ont conservé le goût de leur ancêtres pour la mobilité. Ils habitent des campements éphémères ou de petits hameaux mal stabilisés groupant quelques familles, qui possèdent chacune 30 à 60 bovins, et parfois quelques moutons.

Les plus aisés se font aider par des bergers, recrutés parmi les populations locales. Ils vivent de leur élevage, allant régulièrement sur les marchés ou chez les agriculteurs du voisinage troquer leur lait contre du mil, vendant une bête de temps à autre. Les paysans apprécient de pouvoir ainsi se procurer des produits que leur propre élevage est impuissant (et n'est pas destiné) à leur fournir. Beaucoup d'éleveurs font un peu de culture pour avoir un léger appoint alimentaire. Leurs hameaux s'entourent alors d'une couronne de champs de sorgho ou de maïs, avec quelques parcelles d'arachide.

Les bovins sont emmenés chaque jour en brousse. Leurs conducteurs, qui sont toujours des hommes, se regroupent volontiers à deux ou trois, rassemblant des troupeaux d'une centaine de têtes: ainsi les distingue-t-on toujours aisément des troupeaux des montagnards qui comptent 20 bêtes au maximum et sont gardés par des enfants qui ne s'éloignent jamais beaucoup des lieux habités.

En saison des pluies, le problème des éleveurs est d'éviter les dégâts dans les champs. L'extension progressive des montagnards sur les piémonts et les plateaux, sur des zones entièrement délaissées autrefois, les oblige sans cesse à se replier

(1) Boisseau J., Soula M. 1974, pp 487-488

et provoque bien des accidents et des conflits. Les troupeaux bougent alors le moins possible et restent passer la nuit sur les pâturages. La saison sèche est au contraire l'époque des longs trajets. Chaque jour, les bovins doivent être conduits au point d'eau permanent qui est parfois fort éloigné. Ils regagnent leur hameau le soir. C'est en saison sèche que les vols de bétail sont le plus redoutés et les bergers tiennent à se regrouper dès la tombée de la nuit. Le bétail est installé contre les habitations, fertilisant les champs de ceux qui font un peu de culture.

Un certain nombre d'éleveurs du plateau, mûs par un vieil atavisme, partent en transhumance pendant les derniers mois de la saison sèche. La qualité des pâturages baisse, les points d'eau s'éloignent, ils gagnent des zones propices, plus ou moins inondées ou cotoyant une rivière permanente, situées généralement en plaine, en bordure de montagne, éventuellement au Nigéria. Ces mouvements sont en régression à l'heure actuelle. Des éleveurs y renoncent à cause des épizooties, et sans doute aussi en raison de la surcharge pastorale de ces zones.

- Les transhumants

Chaque année, plusieurs milliers de bovins viennent ~~de~~ dans la région depuis les plaines environnantes. Ils passent quelques mois sur les hauts plateaux ou sur les piémonts bordant la montagne, évitant seulement les zones accidentées. Ils viennent des plaines de Mora, de l'ouest du Diamaré, de l'arrondissement de Guider, du Nigéria. Il ne s'agit que de mouvements courts, dépassant rarement la cinquantaine de kilomètres.

Ces déplacements s'effectuent à des époques différentes de l'année, et correspondent à des types de transhumance différents:

• Une transhumance de saison sèche de type classique. En saison sèche, les pâturages des plaines s'assèchent, les points d'eau se raréfient, la majorité des bovins doit partir en transhumance. Ceux du Diamaré descendent vers les yaéré (1) du nord, ceux du département de la Bénoué vers les dépressions humides qui bordent les grands fleuves. Mais une petite fraction se dirige vers les Monts Mandara. Grâce à leur climat plus humide et plus frais, les hauts-plateaux offrent en saison sèche des pâturages encore suffisants. Les transhumants gagnent en particulier la partie sud des Monts Mandara, s'insinuant dans les secteurs qui ne sont pas occupés par les pasteurs foubé locaux, dont certains sont d'ailleurs eux-mêmes partis en transhumance.

(1) Les yaéré sont des dépressions inondées en saison des pluies qui constituent de bons pâturages en saison sèche. Ils forment de vastes étendues dans le département du Logone-et-Chari.

. Une petite transhumance de début de saison sèche . On la trouve surtout sur les piémonts du nord. Dès que les récoltes sont faites, des pasteurs des environs immédiats viennent sur les champs de piémont des montagnards où les tiges de mil laissées en place gardent une certaine valeur nutritive. Ils sont bien accueillis par les paysans dont les terres se trouvent ainsi fertilisées, sauf, comme cela arrive parfois, lorsqu'ils n'attendent pas l'achèvement des récoltes et que les animaux font des dégâts dans les champs. Après un ou deux mois, ils partent pour les yaéré du nord.

. Une transhumance de saison des pluies. C'est la plus caractéristique; celle, sans doute, qui porte sur les effectifs les plus nombreux. Deux raisons expliquent les déplacements de cette époque. Les éleveurs redoutent les mouches et moustiques qui infestent alors les plaines. Ils fuient les terrains argileux où s'embourbent les animaux. Ils gagnent les hauts-plateaux à cause de leur climat sain et de leur sol caillouteux. Le second motif est apparu plus récemment. Dans certains secteurs des plaines qui entourent le nord des Monts Mandara se pose une question de place; les cultures ne laissent plus l'espace suffisant aux troupeaux, tandis que les plateaux, malgré le développement actuel des cultures, présentent encore bien des étendues vides.

Certains montent passer une partie seulement de la saison des pluies, de mai à juillet, ou de août à octobre, d'autres restent pendant les cinq ou six mois que durent les pluies. Contrairement aux transhumants de saison sèche, ceux de saison des pluies montent souvent avec leur famille, et s'installent à un point fixe où ils contruisent de petites cases qu'ils retrouvent éventuellement d'une saison à l'autre. Les animaux reviennent chaque soir au campement pour la traite, et les femmes se joignent aux épouses des éleveurs locaux pour aller vendre le lait, abondant à cette époque, aux agriculteurs des environs.

Cette transhumance touche surtout les plateaux du nord, (ceux des cantons de Sérawa, de Matakam-sud et de Mokolo), alors que celle de saison sèche concerne plutôt le sud des Monts Mandara.

D'une façon brutale, les conflits entre paysans et éleveurs des plateaux, qui vivaient dans l'ensemble en bonne intelligence, sont devenus fréquents. Les premiers déplorent le saccage de leurs champs par les troupeaux. Les seconds voient peu à peu leurs terrains de parcours se restreindre et se cloisonner par le développement anarchique des cultures. Ils se plaignent de ce que les nouveaux défrichements ne laissent trop souvent pour le passage des troupeaux que la largeur d'un sentier. La recrudescence des vols de bétail, - le sport favori de certains jeunes agriculteurs -, n'améliore pas les relations entre les deux groupes . Le malaise est surtout ressenti, semble-t-il, par les éleveurs qui se jugent mal défendus, et certains, découragés, ont quitté la région.

Les éleveurs foulbé, qu'ils habitent en permanence sur le plateau ou qu'ils montent seulement y passer la saison des pluies, ont profité jusqu'à ces dernières années d'une anomalie : la présence de vastes étendues vides jouxtant des montagnes très peuplées. Si aujourd'hui leur domaine se rétracte, c'est la conséquence de la conjoncture historique. Et si l'évolution persiste dans le même sens, sans doute beaucoup d'entre eux seront-ils amenés à s'en aller, à moins qu'ils ne se muent en agriculteurs comme l'ont fait la plupart des Foulbé établis en plaine. Mais à l'heure actuelle, la coexistence, - souhaitable à bien des égards car la complémentarité entre les deux groupes est indéniable - reste possible, car les cultures laissent encore assez d'espaces libres pour les troupeaux. Les difficultés proviennent essentiellement d'une absence d'organisation et de disciplines réciproques, et d'autorités coutumières impuissantes ou débordées devant un problème nouveau.

° °

L'examen de l'élevage, et plus encore celui des grandes productions agricoles montrent le rôle capital joué par le relief et les sols. A chacun des quatre grands types de milieu : montagne, plateau, piémont et plaine, correspond, d'une extrémité à l'autre des Monts Mandara, une combinaison semblable :

Montagnes	(sorgho tchergé, (haricot (ovins et caprins
Plateaux	(sorghos divers (arachide (patate (bovins, ovins et caprins
Plaines : colluvions de piémont	(sorgho tchergé (arachide (ovins et caprins
Plaines	(sorghos djigari ou yolobri (coton (bovins, ovins et caprins

Les montagnards s'efforcent de disposer leurs terroirs sur au moins deux de ces milieux pour pouvoir diversifier leur production.

Mais cette division qui partage les Mont Mandara en grandes bandes longitudinales est loin de suffire à rendre compte de la réalité, au plan agricole. Les densités et les faits de civilisations jouent un rôle tout aussi essentiel que le milieu physique, et conduisent à un autre découpage de l'espace, qui sera examiné dans le chapitre consacré aux systèmes agricoles.

Chapitre III

LE PAYSAN ET SA TERRE

Dans ce chapitre sont examinés quelquesuns des liens qui unissent le paysan des Monts Mandara à sa terre, et qui contribuent à donner à la région son unité et son originalité : l'aménagement des terrasses, les systèmes fonciers, les conceptions du montagnard sur son espace.

1 . L'aménagement des pentes : les terrassesa) L'origine des terrasses

La terrasse est une technique couramment pratiquée dans les zones accidentées de l'Afrique sahélo-soudanienne. On la trouve chez les Dogon de Bandiagara, les Kabré du Togo, les Bwaba de Haute-Volta, les Mborom de Nigéria, les Nuba du Soudan. Mais il s'agit souvent d'aménagements sommaires ou partiels.

Chez les Kabré, "les travaux d'aménagement restent fragmentaires et assez peu poussés. Il n'y a pas de véritables murs régulièrement appareillés ni de longues terrasses épousant les courbes de niveau. Tout au plus peut-on parler chez eux d'une consolidation de détail des versants et d'un réemploi sommaire des moellons de l'épierrage."(1) Chez les Bwaba de Haute-Volta (2), on trouve des terrasses bien construites, mais seulement sur une petite partie de chaque terroir. Le degré de perfection et d'achèvement atteint dans les Monts Mandara, où l'on observe sur des kilomètres l'aménagement intégral de versants, avec des murets de soutènement bien construits, peut être considéré comme exceptionnel.

Mais comme on l'a vu plus haut, l'aménagement en terrasses ne présente ce caractère achevé que sur la partie nord très peuplée des Monts Mandara, et en pays kapsiki. Ailleurs, ou bien les pentes sont cultivées sans aucun aménagement : c'est le cas des secteurs occupés par les Kortchi, les Daba et les Goudé qui cultivent directement, se contentant éventuellement d'aligner les pierres retirées des champs en rangées discontinues à peu près horizontales; ou bien les terrasses sont construites sur une partie seulement des pentes cultivées, généralement les champs permanents de l'aire villageoise : ce sont les massifs occupés par les Ndjegn et les Fali.

En étudiant les rapports entre terrasses et densités, on a vu que si le fait de mettre en terrasse systématiquement

(1) Enjalbert H. 1956

(2) Savonnet G. 1959

ou non toutes les pentes cultivées est sans doute lié aux densités, en revanche, la présence ou l'absence de terrasses semble plutôt être un trait de civilisation. Les Kortchi, les Daba et les Goudé sont des groupes qui, tout en étant culturellement très proches de leurs voisins, n'ont pas adopté ce fait de civilisation.

Cette opposition entre montagnards avec ou sans terrasses est-elle à mettre en rapport avec la date de peuplement? S'il paraît artificiel d'opposer nettement, comme on le fait parfois, les "vrais montagnards" et les "refoulés récents", le peuplement des massifs par des gens venus des plaines s'est échelonné au cours de notre millénaire, et certains traits spécifiquement montagnards comme celui de la terrasse pourraient correspondre aux populations les plus anciennement implantées. La montée des Daba paraît effectivement liée aux guerres peules. Par contre l'installation des Goudé dans le secteur qu'ils occupent serait, d'après J. Lestringant (1), antérieure au XIX^{ème} siècle : "les Goudé occupaient vraisemblablement en 1.750 les sites où nous les trouvons encore".

Ou peut-être le clivage en question est-il beaucoup plus ancien, et faut-il le relier à l'influence de la première couche d'agriculteurs, que signalent les traditions orales sur certains massifs. Ces autochtones auraient connu la technique, et l'auraient apprise aux gens venant de la plaine. Les cultivateurs sans terrasses seraient ceux qui n'auraient pas trouvé de paysans autochtones là où ils s'installaient, ou qui n'auraient pas subi leur influence.

b) La technique de la terrasse

Ayant à cultiver des pentes caillouteuses, le montagnard a trois préoccupations :

- les épierrer;
- atténuer le ruissellement qui entraîne les particules fines et dégrade les sols;
- favoriser l'infiltration de l'eau pour qu'elle profite au maximum aux plantes cultivées.

La technique de la terrasse répond parfaitement à ces trois objectifs. Elle remodèle totalement le versant qu'elle transforme en une succession de banquettes horizontales, séparées par des murets de soutènement en pierres sèches.

Les banquettes sont larges de 30 centimètres (une rangée de sorgho) à une dizaine de mètres, ou même davantage, les murets sont hauts de 30 centimètres à deux ou trois mètres suivant l'inclinaison de la pente et la composition des matériaux. Le constructeur appuie ses murets sur les blocs en place, il les dédouble ou les démultiplie en fonction des variations de la pente et des accidents de terrain. Sur les pentes régulières et sans affleurements rocheux, les terrasses s'allongent avec une

(1) Lestringant J. 1964 p.99.

régularité parfaite suivant les courbes de niveau, évoquant les gradins d'un théâtre antique.

L'expansion actuelle des montagnards sur les plateaux qui présentent par endroit des mamelons, des pentes assez fortes, permet d'observer sur le vif les modalités de leur construction. Alors que leur réfection chaque année, au moment de la remise en culture, est une activité souvent impartie aux femmes, leur construction paraît réservée aux hommes. Du moins, dans les deux cas examinés, - un Matakam s'installant au nord du piton de Mouhour et un Kapsiki du village de Sir -, le travail a été réalisé par le chef d'exploitation seul (chez le Matakam) ou aidé de son fils (chez le Kapsiki). Ni les épouses, ni les voisins n'y ont participé. Peut-être est-ce parce que, comme on le verra plus loin, la mise en terrasses implique la prise de possession de la terre. Contrairement à ce que l'on a dit parfois, la terrasse apparaît comme une technique résolument individualiste.

La construction des terrasses se fait en commençant par le bas de la pente, et en montant progressivement jusqu'au sommet. Elle s'effectue pendant la saison sèche. En une saison un homme met en terrasses (en l'occurrence il s'agissait de terrains faciles, avec des cailloux et des pierres de dimensions modestes) environ un demi hectare. En quelques années, la surface correspondant à une exploitation de taille moyenne peut être achevée.

Les terrasses transforment les pentes constituées d'arènes plus ou moins grossières en terrains parfaitement cultivables, supérieurs à bien des sols de plaine. Il est frappant de constater, en saison des pluies, que les champs de sorgho sont souvent plus beaux sur les flancs des massifs qu'à leur pied, sur les colluvions de piémont.

L'eau qui circule le long de la pente en profondeur apporte non seulement l'humidité, mais des éléments nutritifs nécessaires aux plantes, en décomposant les éléments minéraux de la roche, et en transportant l'azote nitrique provenant des engrais. Ceux-ci étant mis, dans le contexte traditionnel, vers le haut des pentes où se trouvent les habitations, descendent par gravité et profitent aux cultures situées plus bas. Les paysans qui parlent de "l'eau qui apportent l'engrais" sont bien conscients du processus.

Les études pédologiques confirment que ces sols, qui se classent pour la plupart dans la catégorie des "sols peu évolués d'érosion" sont loin d'être médiocres. Ainsi, les profils étudiés sur les pentes intensément cultivées et mises en terrasses du massif Ouldémé (1), du type AC, comportent :

- en profondeur un horizon d'altération épais restant humide en saison sèche. La décomposition de la roche est favorisée par l'infiltration de l'eau.
- une couche superficielle de 50 centimètres environ formée

(1) Martin D. 1966

d'un peu d'argile et de limons, mais surtout de sables et graviers (50 %). Elle inclue peu de cailloux du fait de l'épierrement. Elle est riche en éléments minéraux : calcium, potassium, magnasium. Les débris végétaux et apports fertilisants s'y décomposent bien et les teneurs en matière organique sont relativement élevées, surtout aux alentours des habitations.

Le principal défaut de ces sols est leur grande perméabilité, mais il est atténué par l'horizontalité des banquettes. Certains montagnards accentuent encore l'effet de retenue d'eau de leurs terrasses en façonnant à leur extrémité aval un petit rebord en relief, fait de pierres et de tiges de mil.

Les sols mis en terrasses peuvent cependant être très médiocres. Certains granites ne donnent que des arènes sans horizon humifère. Ce sont les premiers que les montagnards délaissent quand la pression démographique diminue.

2. Les systèmes fonciers

La répartition des terres entre collectivités et individus fait l'objet d'un ensemble de règles coutumières souvent très précises qui constituent de véritables systèmes fonciers. Ces systèmes varient suivant les ethnies, mais ils présentent un fondement commun : l'appropriation privée de la terre au sein de la communauté villageoise. Nous y reviendrons ci-dessous.

Tous sont restés à peu près intacts jusqu'à une date récente, tels que les paysanneries les ont élaborés. Aux XVIIIème et XIXèmes siècles, les puissances voisines, mandara ou peule, n'ont jamais contrôlé les zones montagneuses ni cherché à y exercer des droits fonciers, même lorsqu'elles obtenaient des montagnards une sorte d'allégeance avec redevances ou tributs. Au XXème siècle, l'administration coloniale se contente de placer des instances pour juger en appel les litiges non résolus dans le cadre de la communauté villageoise. Elle ne met pas en question les usages en vigueur. Son action vise surtout à trouver des solutions pacifiques aux conflits survenant entre massifs distincts ou villages différents, conflits qui se réglaient traditionnellement en fonction du rapport de forces du moment, ou par les armes.

Il faut donc attendre 1960 et l'indépendance du pays pour que les institutions foncières des montagnards se voient mises en cause. Dans un premier temps, les autorités administratives, sans doute dans un souci d'unification pour l'ensemble de la province du Nord-Cameroun, cherchent à y faire appliquer les règles en usage chez les musulmans de la région, caractérisées par l'absence de propriété privée. Dès 1970, la partie méridionale des Monts Mandara, ouverte de longue date aux influences du monde peul et ^{en} cours d'islamisation, commençait à appliquer les nouvelles règles. Le nord, en revanche, n'était pas encore entamé par les nouvelles procédures, du moins pour les secteurs montagneux.

En juillet 1974 est promulguée une ordonnance fixant le régime foncier pour l'ensemble du Cameroun. Le sol camerounais est domaine national, et toute personne ayant des droits sur une parcelle, en particulier comme habitant ou exploitant, peut demander et obtenir gratuitement un Titre Foncier. La propriété ^{est} en fait reconnue officiellement. Mais le montagnard ne se trouve pas pour autant confirmé dans son statut de propriétaire. Le décret d'avril 1976 fixant les conditions d'obtention du Titre Foncier stipule que le terrain doit être borné. L'achat des bornes est à la charge du demandeur, ce qui au prix de 800 fr la borne et pour plusieurs parcelles de formes irrégulières n'est guère envisageable pour les montagnards. En outre, le bornage doit être fait par un géomètre. C'est dire que la mise en application de la réforme foncière en milieu montagnard exigera de longs délais.

privée

Dans l'immédiat et sans doute encore pour longtemps, les systèmes coutumiers continuent à fonctionner sans grand changement dans le nord, tandis que l'implantation du droit musulman se confirme dans le sud.

a) L'appropriation privée du sol

L'appropriation privée est donc la marque commune des systèmes fonciers des groupes habitant en montagne et sur les plateaux. A une exception près cependant, celle des Kortchi, qui constituent un petit îlot ignorant la propriété foncière individuelle. Partout ailleurs, le schéma-type souvent décrit, et que l'on observe chez les ethnies non-musulmanes des plaines voisines, suivant lequel c'est la collectivité qui a la propriété "éminente" du sol, ses membres n'ayant qu'un droit d'usage plus ou moins stabilisé, ne se retrouve pas.

les systèmes La terre est répartie entre les villageois. Chacun dispose librement de ses parcelles. A son gré, il les cultive ou non, ou en cède temporairement l'usage à un autre exploitant; il les transmet par héritage à ses fils. Ceci n'est pas exceptionnel dans les traditions africains, et peut se concilier avec un simple droit d'utilisation consolidé. Beaucoup plus rares, et caractéristiques d'un droit de propriété très proche de celui des sociétés européennes sont les usages suivants.

Lorsqu'un exploitant laisse en friche une de ses terres, elle continue de lui appartenir, -et après sa mort à ses héritiers -, sans qu'aucune prescription n'annule son droit. Des secteurs autrefois cultivés mais abandonnés depuis longtemps restent ainsi intégralement appropriés. Si quelqu'un désire y rouvrir un champ, il ne peut le faire qu'après entente avec le propriétaire. D'autre part, le détenteur d'une terre peut la vendre s'il le désire, et cette possibilité, contraire au principe général de l'inaliénabilité du sol en Afrique, très ancienne pourtant et ne devant rien aux transformations récentes, est également la marque de son statut de propriétaire foncier. Il existe toujours deux types de transactions nettement distinctes: les cessions temporaires concernant le droit d'utilisation, et les cessions définitives concernant le droit de propriété.

Enfin, troisième trait propre aux Monts Mandara, les cessions, qu'elles soient temporaires ou définitives, sont codifiées par la coutume, mais elles ne sont soumises, à moins de conflit, au contrôle d'aucune autorité supérieure, d'aucun personnage jouant le rôle de chef de terre. Seuls interviennent pour les ventes des témoins choisis par les parties, généralement des proches parents ou des voisins, qui s'assurent que la coutume est bien respectée, et attesteront en cas de contestation qu'il y a bien eu vente.

Un propriétaire ne peut cependant vendre un champ qu'à un exploitant appartenant à la communauté villageoise dont il fait parti. Ici intervient la seule restriction importante au droit des individus sur le sol, et qui incite certains auteurs à les considérer comme une quasi-propriété et non comme une propriété au sens plein : il faut être membre d'une collectivité

pour pouvoir posséder des champs sur son territoire. Il faut même en être membre à part entière : cette nuance s'applique chez les Matakam pour les kéda, considérés comme des étrangers à la villageoise bien qu'ils en fassent parti parfois depuis plusieurs générations. Ils ne peuvent être propriétaires et n'ont que des droits d'utilisation sur les terres mises à leur disposition.

communauté

Comment expliquer cette appropriation privée, insolite en Afrique ? La culture permanente du sol, générale au nord, partielle au sud, pourrait être une raison suffisante. Dans toute région à forte densité, la permanence des cultures tend automatiquement à consolider les droits d'usage et à estomper, voire à effacer, le rôle des instances collectives. Ce processus n'entraîne généralement qu'un renforcement des droits privatifs, mais il peut, dans certains cas, aboutir à un authentique droit de propriété, comme H. Fréchou (1) l'a observé chez les Peul du Fouta-Dialon.

D'autres données, plus spécifiques des Monts Mandara, vont également dans ce sens. Tout d'abord, l'aménagement des terrasses. Le montagnard qui les a façonnées, épierrant ses banquettes, dressant ses murets, a "construit" son champ. Il y a incorporé beaucoup de travail. Le droit acquis sur sa terre a pu prendre un caractère personnel et fort, comme celui dont tout travailleur dispose sur le produit de son labeur.

Un fait récent montre d'ailleurs qu'il a conscience du lien ainsi créé entre lui et son sol. Les Ndjegn, qui aménagent des terrasses seulement dans les aires villageoises, nous ont dit avoir obtenu des autorités administratives les invitant à supprimer le droit de propriété individuelle que celui-ci soit au moins maintenu sur la partie de leur terroir mise en terrasses, faisant valoir précisément la somme de travail qu'elles ont nécessitée.

D'autre part une coïncidence paraît significative : La seule ethnie qui fasse exception à la règle générale de l'appropriation privée, celle des Kortchi, (l'exploitant perd, chez eux, tous ses droits sur un champ qu'il ne cultive plus), est justement l'un des groupes ne faisant pas de terrasses.

Il faut aussi faire intervenir le caractère très peu autoritaire du pouvoir politique. Le chef de massif a un rôle moral et religieux, qui s'exerce au niveau de la collectivité et non des personnes. Le seul cas, observé par J.F. Vincent chez les Mofou où il "commande" la terre et joue un certain rôle dans sa répartition, concerne justement un groupe qui tranche sur l'ensemble des autres montagnards par le pouvoir plus autoritaire et concret dévolu à la chefferie. Partout ailleurs, le paysan, s'il est étroitement bridé par la coutume, tend à rejeter toute dépendance par rapport aux personnes, si ce n'est celle de son père. Son individualisme profond, presque exacerbé, sur le plan matériel et économique, trouve parfaitement son compte dans une organisation foncière fondée sur la propriété privée.

Culture permanente, terrasses, individualisme paysan, aucun des trois facteurs n'est en lui-même vraiment déterminant. Ils existent dans d'autres régions d'Afrique sans

(1) FRECHOU (H.) 1965

/sans
terrasses/

avoir entraîné la propriété privée. Dans les Monts Mandara, ils peuvent manquer sans que celle-ci disparaisse: on la trouve chez les Mofou à chefferie autoritaire, chez certains montagnards / chez les groupes à faible densité. Mais il faut tenir compte des influences inter-ethniques et peut-être d'un fonds culturel commun.

S'il est difficile, dans l'état actuel des connaissances, de privilégier le rôle de l'un de ces facteurs, disons que leur conjonction, fréquente dans la région, est en cohérence avec un droit de propriété privé.

Après l'indépendance, on l'a vu plus haut, ce droit a été contesté par les responsables administratifs qui se sont efforcés de faire admettre les règles en usage chez les ethnies islamisées de la région. Pour celles-ci, "la terre appartient à Dieu", ou "la terre n'appartient à personne", ou "la terre appartient à tout le monde", expressions synonymes signifiant qu'il ne peut y avoir d'appropriation individuelle. "Comment peux-tu dire que ce champ t'appartient, disait un sous-préfet à un paysan, est-ce que tu peux le mettre dans un panier et l'emporter avec toi ?" Ce droit apparaît aux autorités musulmanes comme une étrangeté. Sans doute y voient-elles en outre une occasion de conflits, un risque d'accaparement des terres, une source de problèmes dans les zones cotonnières où s'imposent des regroupements.

Elles admettent cependant le bien-fondé d'un droit d'usage permanent, susceptible d'être transmis aux héritiers, ou d'être cédé temporairement moyennant un prix de location. Mais selon leurs directives, un champ restant en jachère pendant plus de quatre ans retombe dans le patrimoine commun et peut être mis en culture par un nouvel usager, sans qu'il ait à demander l'accord de l'ancien exploitant. D'autre part, un émigrant doit laisser gratuitement ses terres à la disposition des gens de son village ou de sa famille, et ne peut plus, comme cela se pratiquait chez certaines ethnies, en retirer un prix de location.

Ces nouvelles règles commencent à s'imposer chez les montagnards de l'arrondissement de Guider, en cours d'islamisation, et d'une façon plus mitigée, dans le district de Bourha. Chez les Kapsiki et surtout chez les paysanneries denses du nord, qui restent fortement attachées à leurs coutumes et qui cultivent leurs champs en permanence, elles ont peu l'occasion de s'appliquer.

On peut s'interroger sur l'intérêt de la suppression du droit de propriété privée. Elle élimine à coup sûr un certain nombre de litiges difficiles à trancher qui surgissent entre ceux qui défrichent une terre inoccupée et ceux qui leur opposent un vieux droit de propriété, mais n'ont pas de témoins capables de l'attester. On comprend d'autre part que la coexistence de deux droits différents, l'un pour la montagne et l'autre pour la plaine, soit gênant, et que les responsables cherchent une unification.

En revanche, les soins que le montagnard apporte à ses terres, son souci de maintenir indéfiniment leur productivité paraissent liés à son statut de propriétaire. Certes, on trouve en Afrique d'excellents cultivateurs qui n'ont pas cependant la propriété individuelle de leur terre : tels les Dogon du Mali ou les riziculteurs du Sénégal et de Guinée. Mais l'habitant des Mandara est habitué à son statut de propriétaire. Sa suppression ne risquerait-elle pas d'entraîner une certaine désaffection, peut-être l'abandon de pratiques intensives et de transformer un paysan amoureux de sa terre en agriculteur plus négligent ? La question mérite en tous cas d'être posée.

b) Les modes d'accession à la terre

L'impact des nouvelles dispositions est encore faible. Dans l'ensemble, les transactions foncières restent régies par les coutumes traditionnelles dans le cadre de chaque communauté villageoise.

Sur toute la région, trois soucis président aux règles foncières et à leur mise en application :

- laisser le maximum de liberté à chaque propriétaire dont on se plaît à affirmer le caractère absolu de ses droits sur ses terres;
- éviter tout accaparement abusif du sol et assurer la distribution la plus équitable possible de façon à ce que chaque exploitant puisse assurer sa subsistance et celle de sa famille, et que la paix règne au village;
- conserver leur unité aux espaces sur lesquels se projettent les communautés de massif et parfois également les communautés de quartier.

Ces trois objectifs ne sont pas toujours faciles à concilier et des solutions de compromis sont admises. Elles se réalisent ~~XXXXXXXX~~ par le biais d'usages qui viennent s'ajouter et éventuellement s'opposer aux règles.

Ainsi, dans les régions à fortes densités, un exploitant a théoriquement le droit, s'il ne cultive pas l'un de ses champs, de refuser de le prêter ou de le louer : principe de la liberté du propriétaire. Mais en fait ce refus serait si mal vu qu'il ne peut pratiquement s'y opposer : principe de non-accaparement du sol.

Les décisions prises par ceux qui règlent en première instance les conflits sont également significatives. Tel ce jugement observé chez les Ouldémé en 1970. Un propriétaire se met d'accord avec un jeune exploitant pour lui louer un de ses champs; une des notabilités, les plus aisées du quartier propose alors au propriétaire, qui accepte, de le lui louer pour un prix plus élevé. L'affaire est soumise aux anciens qui décident que le champ doit aller au jeune exploitant au prix qui avait été convenu "parce qu'il n'a pas beaucoup de terres, tandis que X (le notable) n'en manque pas". Sagesse, esprit de justice et de

conciliation, absence de rigidité, accompagnent, chez ceux qui interviennent en cas de contestation, le souci d'observer la coutume.

Les systèmes fonciers sont donc un ensemble de règles, d'usages, d'interprétations pratiques, de façons habituelles de faire. Cet ensemble s'applique aux divers modes d'accession à la terre, accession définitive (défrichage, héritage, achat) et accession temporaire (location ou prêt)

- Le défrichage

.....

Le défrichage est à l'origine de la propriété foncière, soit directement pour ceux qui débroussent une terre n'ayant jamais été cultivée, soit par transmission du droit acquis par le travail d'un ancêtre.

Dans le contexte actuel, les terres acquises directement par défrichage ne représentent qu'une faible proportion. Cette possibilité est pratiquement exclue des zones accidentées et de leur bordure. Elle existe en revanche pour toutes les communautés qui peuvent s'étendre sur la plaine ou sur les plateaux.

Les défrichements s'effectuent presque toujours dans le prolongement de la zone déjà occupée. Un accord, tacite ou non, s'établit entre massifs voisins pour fixer leurs limites, qui s'appuient si possible sur des cours d'eau ou des accidents de relief. Chez certains groupes, on détermine aussi les secteurs que se partageront les habitants des différents quartiers (subdivisions des massifs). Dans les cadres ainsi établis, les exploitants mettent en valeur ce qu'ils peuvent, dans la mesure de leurs besoins et de leurs forces.

- L'héritage

.....

C'est en ce domaine que les usages en vigueur chez chaque groupe ethnique présentent le plus de diversité. Quelques principes sont communs. La transmission de la propriété des terres ne passe jamais par les femmes. Seuls héritent les fils. Si un homme n'en a pas, ses champs vont à ses frères ou neveux, à défaut à des cousins, toujours dans la lignée paternelle.

D'autre part, il existe toujours parmi les fils un héritier privilégié, "le successeur du père". C'est soit l'ainé (Ouldémé, Mofou, Goudé ...), soit le benjamin (Matakam, Mada...), soit le dernier fils de la première femme (Podoko, Mouktélé ...). C'est à lui que revient l'habitation paternelle, et, chez certains groupes, il est avantagé dans le partage des terres.

Dans les régions à fortes densités du nord, les règles de succession sont fixées avec une grande précision. Acquérir de nouvelles terres y est difficile ou coûteux. L'héritage y revêt donc une extrême importance; il est indispensable pour éviter des

conflits que les droits des héritiers soient clairement établis, d'autant plus que, du fait du dynamisme démographique, le problème épineux des familles nombreuses s'y pose de façon habituelle.

Chez les petits groupes ethniques occupant le nord-est des Monts Mandara, des Podoko aux Mofou, tous les fils héritent. Selon un vieillard mouktélé, "Dieu a voulu ~~de~~ donner tous tes fils, il interdit de refuser le champ du père à l'un d'eux". Le partage peut être strictement égalitaire, comme chez les Podoko et les Mouktélé, ou avantager sensiblement le "successeur". Chez les Ouldémé, il est égal si tous les fils ont la même mère; sinon, on effectue deux partages égalitaires successifs, l'un entre groupes de frères, l'autre entre frères du même groupe si un homme a un fils d'une épouse et deux d'une autre, le premier reçoit la moitié de ses terres, les deux autres un quart chacun. Les Mofou, selon J.F. Vincent, avantagent l'aîné, successeur du père, qui hérite de la moitié des champs familiaux; le benjamin reçoit les champs qu'exploitait sa mère (mais appartenant à son père), et c'est lui qui l'héberge et la prend en charge à son veuvage; les cadets se partagent ce qui reste.

Ces différents types de partage conduisent les enfants de famille nombreuse à n'hériter que de surfaces dérisoires, tout-à-fait insuffisantes pour vivre. D'où l'importance que ~~voit~~ prennent les deux autres modes d'accession à la terre, l'achat et la location. D'où aussi des problèmes très aigus de surpeuplement qui ont conduit autrefois des communautés à massacrer certains de leurs clans.

C'est précisément sur l'idée d'éviter le surpeuplement que repose le régime de succession des Matakam (1). Ici, les nouvelles exploitations constituées doivent être viables. Les terres d'un homme ne seront donc partagées entre tous ses fils que si chacun peut recevoir une superficie suffisante, soit environ deux hectares. Sinon seuls, certains fils hériteront, suivant un ordre bien établi : le benjamin d'abord, qui reprend l'habitation de son père et est le seul héritier des terres si l'exploitation est minimale, puis le fils aîné, enfin les cadets dans l'ordre de naissance.

A l'instar des Ouldémé et de leurs voisins qui n'ont reçu qu'une part minime, les Matakam déshérités peuvent s'efforcer de louer des terres dans leur communauté de massif. Mais contrairement à eux, ils n'ont pas au départ la moindre parcelle, le moindre embryon d'exploitation, aussi sont-ils davantage incités à partir sur un massif où l'habitat est moins dense et où la terre ne manque pas. Dans ce cas, ils n'ont plus que le statut inférieur de kéda, à moins qu'ils ne trouvent ~~une~~ des secteurs encore en brousse à défricher.

Le système matakam tend donc à égaliser les densités et provoque un certain dynamisme du peuplement. C'est sans doute pour une part à lui qu'est due l'expansion de leur groupe sur une vaste zone: bien des massifs de la périphérie ont été débroussés par des hommes à la recherche des cadets déshérités

de terre

(1) cf Martin J.Y. 1970, et Boulet J. 1975

venant de montagnes saturées.

Les ethnies habitant au sud des Monts Mandara n'ont pas les mêmes problèmes. Seuls les champs de l'aire villageoise ou le champ de case peuvent faire l'objet d'un partage minutieux et précis entre tous les fils. Les champs de brousse sont répartis entre eux de façon approximative, à moins qu'ils n'aillent seulement au "successeur", ses frères trouvant toujours des terres vacantes à exploiter.

Les usages adoptés pour le champ qui entoure l'habitation influencent le dispositif de l'habitat. Ce champ porte souvent un nom spécial : "champ de la porte", ou "champ du successeur", ou "habitation de l'ancêtre". On y fait régulièrement des sacrifices. Les Mofou y placent l'autel du cinquième ancêtre paternel considéré comme "l'esprit du champ du mil" (1). Certains groupes (Ouldémé, Daba...) le partagent systématiquement entre les héritiers (à moins qu'il ne se réduise plus qu'à quelques dizaines de mètres carrés). Dans ce cas, l'habitat tend à se resserrer, à se concentrer sur une petite partie du terroir. D'autres au contraire (Matakam, Mofou...) tiennent à ce que ce champ conserve une bonne dimension et ne le partagent que s'il est très vaste. Sinon, il revient seulement à l'héritier de l'habitation. Les fermes sont alors beaucoup plus dispersées, l'aire habitée coïncide avec l'espace exploité, ou s'étend sur sa plus grande partie.

La superficie revenant à chaque héritier étant déterminée, comment va se réaliser le partage des terres ? Là encore, les méthodes varient suivant les ethnies, ce qui conduit à des parcellaires fort différents.

Une exploitation se compose presque toujours de plusieurs champs disséminés sur le terroir. On peut donc, soit répartir les champs entre les co-héritiers, soit les diviser en autant de parcelles que d'ayant-droits, soit combiner les deux types de partage.

Quelques groupes (Podoko, Ouldémé, Mada), très soucieux que chacun ait sa juste part, procèdent de préférence au découpage des champs, en particulier sur les meilleures terres dont personne ne veut être privé. Pour que chaque part soit qualitativement égale, ils divisent le champ dans le sens de la pente. Il en résulte un morcellement très poussé en parcelles allongées, pouvant prendre la forme de lanières de 4 à 5 mètres de large sur 50 à 100 mètres de long. Chez d'autres ethnies (Matakam, Mofou ...), on évite au maximum de diviser les champs qui restent relativement vastes.

(1) d'après J.F. Vincent, comm. orale

- L'achat
.....

Tous les groupes ethniques de la région admettent qu'un champ peut être vendu, et que cette vente efface totalement les droits de l'ancien propriétaire. Tous affirment que les ventes se réalisent par accord entre les parties, et qu'aucune autorité supérieure n'a à intervenir; tout au plus avertit-on le chef de quartier. Mais il existe une différence importante entre les ethnies. Pour certaines, la vente est une pratique courante et tend à ajuster constamment superficies appropriées et superficies exploitées; pour d'autres, elle a un caractère exceptionnel, et l'achat n'est pas un mode d'accession normal à la terre.

Dans la première catégorie se rangent les Ouldémé. D'après l'enquête foncière réalisée à Hodogway en 1965 (1), 35 % des terres exploitées en faire-valoir direct proviennent d'achats réalisés depuis une quarantaine d'années. On y décompte deux à trois ventes chaque année pour un total de 600 parcelles. Achètent ceux qui manquent de terre parcequ'ils n'ont reçu qu'une petite part d'héritage ou que leur famille augmente; vendent au contraire ceux dont la famille diminue ou les vieillards sans héritiers proches.

A l'opposé, les Matakam semblent éprouver une sorte de honte à vendre un champ, et le font seulement s'ils y sont acculés. De même, les Kapsiki ne cèdent une terre que s'ils ne peuvent s'acquitter autrement d'une grosse dette ou d'une amende.

La vente se déroule suivant un processus fixé par la coutume, visant à éviter toute ambiguïté, toute remise en question. Chez les Ouldémé, les différentes étapes : discussion du prix, reconnaissance des limites, paiement au domicile de l'acheteur, se font en présence des témoins des deux parties. Si la vente a lieu entre gens de lignage ou de clan différents, elle ne devient définitive qu'après la remise à l'acheteur de la "houe-limite". C'était autrefois une houe de grande taille forgée spécialement à cette intention; c'est aujourd'hui une houe ordinaire, mais qui reste une sorte de symbole équivalent à la signature du contrat de vente.

Pour d'autres groupes, ce sont des offrandes rituelles qui servent à ratifier la vente : le vendeur mouktélé offre une chèvre en sacrifice "pour apaiser son père"; les Podoko font un sacrifice "pour bien montrer que c'est définitif, et qu'il n'y ait par la suite aucun conflit avec les héritiers du vendeur".

Le prix varie suivant la taille du champ et la valeur de son sol. Chez les Ouldémé, il est aujourd'hui réglé en espèces, (entre 3.000 et 15.000 fr en 1965), auxquelles l'acheteur ajoute éventuellement quelques dons en nature. Les Mouktélé vendent un champ contre un à trois boeufs. Chez les Bana, un champ acheté en 1960 dans l'aire villageoise de Guili a été payé totalement en nature : 3 boubous, 2 chèvres, 1 mouton, 2 paniers de sorgho, 2 jarres de natron et une barre de fer.

(1) Hallaire A. 1971

Les ventes se traitent le plus souvent entre gens d'un même quartier, qu'ils appartiennent ou non au même clan. Mais elles peuvent se négocier également entre quartiers différents, ce qui permet d'ajuster la répartition des terres aux effectifs de chaque petite collectivité. Il arrive en effet que les habitants d'un quartier soient plus particulièrement à l'étroit, du fait d'une croissance démographique accélérée, ou parce qu'ils n'ont pas les mêmes possibilités d'extension en piémont que leurs voisins. Mais certains groupes ethniques, tels les Ouldémé, tiennent à maintenir une certaine cohésion aux terroirs de quartier : les ventes ne sont autorisées qu'entre gens de quartiers contigus.

Le même problème d'ajustement se pose au niveau des territoires de massifs. Les ventes entre communautés de massifs étant en principe interdites, les compensations ne peuvent s'effectuer que de deux façons : par des locations, ou par des changements d'habitat, des exploitants de massifs très peuplés partant s'insérer dans une communauté voisine. Quelques groupes admettent cependant la possibilité de transferts fonciers entre massifs, à la condition expresse que la terre vendue se trouve sur la limite des deux territoires. Ce qui compte en effet à leurs yeux, c'est que l'unité du territoire que protègent les ancêtres et les divinité de la montagne soit respectée. Ainsi les Ouldémé ont pu acheter un secteur de montagne à leurs voisins, les Vamé, ceux-ci préférant abandonner cette portion de leur territoire pour s'étendre en plaine.

- Les cessions temporaires

..... qu'un champ
Il est courant/soit cédé temporairement par un propriétaire à un autre exploitant.

Dans la région du nord, ces cessions donnent lieu presque toujours à une contrepartie en argent (100 à 1.000 fr pour une année) ou en nature (une chèvre pour une ou plusieurs années). Les Mouktélé offrent en outre de la bière après la récolte, ce geste traduisant le lien créé entre les deux parties : "si un homme te prête un champ, c'est un peu comme s'il te donnait sa fille". Parfois la cession est gratuite, si elle se réalise entre très proches parents, ou s'il s'agit d'une petite parcelle laissée à une femme pour son souchet ou son voandzou.

Au sud, la gratuité est beaucoup plus fréquente, et le prêt est souvent de longue durée. S'il se traite entre gens de clans différents, un don, plus symbolique que rémunérateur, a pour effet chez certains groupes d'assurer la prospérité du champ, et d'éviter que le droit du propriétaire ne finisse par être oublié. Ainsi les Daba offrent un poulet au début du prêt et une ou deux jarres de bière après la récolte de sorgho.

Le souci plus ou moins marqué, suivant les ethnies, de maintenir l'unité des espaces cultivés par les communautés de quartier et de massif, a fait adopter des règles analogues à celles qui concernent les ventes. Chez les Ouldémé, on donne en location de préférence à un exploitant de son quartier, éventuellement à un habitant d'un quartier voisin, jamais à celui d'un quartier éloigné. On ne peut louer une terre à un habitant d'un massif voisin que si elle se trouve sur la limite.

La présence, même provisoire, au sein de l'espace villageois, d'un cultivateur qui ne fait pas partie de la communauté et ne participe donc pas à ses rites agraires, est considérée comme importune.

D'autres groupes autorisent les locations entre tous les quartiers d'un même massif; certains admettent même les locations inter-massifs, mais ceci, semble-t-il, seulement depuis quelques années et uniquement sur les piémonts.

Les systèmes fonciers, caractérisés à la fois par la précision et la souplesse, répondent bien au but recherché. Dans une situation qui, dans les régions très peuplées, aurait pu être source de perpétuelles tensions, les conflits se règlent assez facilement dans le cadre de chaque petite collectivité. On ne trouve pas d'inégalités choquantes, et tout homme, si démuné soit-il au départ, peut arriver à se créer une exploitation viable, au pis aller, en quittant son massif pour un autre moins peuplé, où il est toujours bien accueilli.

Plus qu'aux institutions elles-mêmes, dont on a vu la diversité, c'est sans doute aux tendances profondément égalitaires des sociétés concernées et au consensus général sur la nécessité d'observer la coutume, qu'il faut attribuer ce bon fonctionnement.

3 . La perception de l'espace par le montagnard

Enraciné depuis des générations sur sa montagne, l'habitant des Monts Mandara perçoit, ressent son environnement d'une manière qui lui est propre. Sans prétendre pénétrer dans son univers mental, nous pouvons au moins relever un certain nombre d'attitudes significatives, et que l'on retrouve d'une extrémité à l'autre de la région.

- La montagne et la plaine

Une division essentielle de l'espace pour le montagnard est celle qui oppose la montagne et la plaine. Dans toutes les langues locales, les deux termes correspondants véhiculent avec eux d'autres notions. Le mot signifiant montagne ou massif implique en outre l'idée d'espace humanisé, socialisé, habité. Il désigne la communauté humaine habitant le massif ~~ou~~ ou le quartier. Par extension, c'est ce même mot qui est utilisé pour parler d'un village ou d'une ville situé en plaine. Inversement, le mot plaine est également employé pour désigner une brousse, un lieu vide d'hommes, étranger.

Ces associations remontent évidemment aux siècles pendant lesquels le montagnard ne pouvait vivre que sur son massif, et ne s'aventurait en plaine qu'en prenant des précautions. Elles conservent encore aujourd'hui une certaine réalité. D'abord parce quelques décennies de paix ne suffisent pas pour abolir de vieux réflexes de crainte. Ensuite parce que le montagnard reste culturellement dominé. La plaine est un monde différent qui témoigne volontiers d'un certain mépris de sa culture, en particulier de sa religion. Le montagnard ne se sent donc vraiment chez lui qu'en montagne. Le même homme que l'on observe naturel et assuré chez lui, apparaît mal à l'aise s'il se rend dans un village de plaine.

La plaine a cependant toujours été fréquentée et utilisée par les montagnards habitant les massifs de bordure. Déjà aux temps de l'insécurité, elle faisait partie de leur cadre de vie. Ils allaient y chercher du bois, de l'herbe, ils y chassaient, et cultivaient les piémonts immédiats. S'ils s'éloignaient de leurs massifs, seuls partaient les hommes, emportant leurs armes avec eux. Aller cultiver des champs en plaine, à une certaine distance, était signe de courage et de virilité; c'était souvent l'indice d'un statut social supérieur. Un peu partout, -chez les Ouldémé, les Mada, les Goudé, - on se moquait, au début du siècle, de celui qui se contentait de cultiver sur les pentes ou à proximité des habitations, et qui "comme s'il était une femme" n'osait aller cultiver en plaine.

Aujourd'hui, les montagnards habitant en bordure, souvent descendus en piémont, ont largement étendu leurs champs sur la plaine, et celle-ci est essentielle à leur vie. Mais tout en étant intégrée à leur univers; elle reste un lieu plus dangereux pour le paysan, comme le montrent les rites précédant les semailles chez les Ouldémé et les Mada. Chez les Ouldémé, le responsable descend au pied du massif pour procéder au rite. Chez les Mada de Tazang, il l'accomplit en montagne, mais on

appelle "bière de la plaine" la bière offerte à cette occasion, et la prière prononcée alors est la suivante : "Voici le moment où nous allons descendre en plaine pour cultiver nos champs, fais qu'il ne nous y arrive aucun mal, que le serpent ne nous morde pas, que la ronce ne nous pique pas, et que nos récoltes soient belles".

- Le haut et le bas. Altitude et hiérarchies
.....

Les hauts lieux sont des lieux sacrés. Les montagnards ont une "religion du terroir", vécue au niveau de la micro-patrie qu'est leur massif. S'ils croient en l'existence d'un Dieu unique leur culte s'adresse surtout aux puissances surnaturelles locales (divinités secondaires ou puissances émanant du Dieu unique ?). Or celles-ci "habitent" les hauteurs.

Les points culminant des massifs ont, - dans tous les cas observés -, un caractère sacré. Des sacrifices solennels y sont accomplis, soit chaque année dans le cadre des rites agraires, soit exceptionnellement si des événements graves sont survenus. Des objets sacrés (tambours, poteries, bois entourés de peaux) y sont cachés. Lieux respectés, voire redoutés, c'est là que l'ensemble de la communauté, par l'intermédiaire de ses représentants qualifiés, entre en communication avec les puissances de l'au-delà.

Les crêtes et les sommets secondaires sont également chargés de valeur, mais les rites qui s'y déroulent ne concernent généralement qu'une partie de la population du massif : un des clans, ou les habitants d'un des quartiers qui le composent.

D'une façon générale, la relation entre les hommes et les puissances surnaturelles est d'autant plus intense que l'on approche des sommets. A Hodogway, quartier du massif ouldémé qui s'étend depuis la plaine jusqu'à une arête secondaire, "successivement, la frontière avec l'ethnie voisine, le cours d'eau qui longe la montagne, la base du massif, l'accès aux quartiers traditionnels et finalement la crête, sont les étapes qui marquent une communication de plus en plus intime de l'homme avec son milieu et avec les puissances surnaturelles qui l'habitent". (1) Les malades soignés au dispensaire construit à l'extrémité du terroir sont transportés sur l'autre rive du ruisseau, du côté de la montagne, lorsqu'on accomplit les sacrifices destinés à aider à leur guérison, car ils seront plus efficaces. Les arbres, points d'eau ou rochers qui sont l'objet d'un culte se multiplient à mesure que l'on gravit la pente, et l'on en décompte pas moins de sept sur l'arête sommitale. C'est sur cette crête, près du point culminant du quartier, que se trouvent la petite construction recouvrant la tombe de l'ancêtre fondateur du quartier, et, juste à côté, l'habitation du chef de quartier traditionnel.

Les sommets étant les lieux de communication privilégiés entre les hommes et les puissances de l'au-delà, c'est là où à proximité, au plus haut de la zone habitable, qu'habitent le chef de massif (dont le pouvoir est essentiellement religieux) et les principaux responsables des rites qui l'assistent. La même règle joue au niveau du quartier. Pour le montagnard, occuper sur

(1) Hallaire (A.), 1971.

le terrain une position dominante est en liaison étroite avec le fait d'exercer un pouvoir ou d'assumer une responsabilité.

Deux exemples mettent en évidence cette relation. Chez les Ouldémé, la partie culminante du massif est formée par une crête allongée -dont le nom, Sama, signifie ciel - surmontée d'un piton d'une dizaine de mètres, Méouré. Un représentant du clan fondateur, qui exerce des fonctions rituelles importantes, est installé contre les rochers de Méouré. Mais il ne détient plus la chefferie depuis longtemps. Elle est d'abord passée aux mains d'un clan arrivé plus tardivement, les Mendjéling, dont le chef avait le pouvoir de faire tomber la pluie et qui s'était installé juste en dessous, à Sama. Des nouveaux venus, d'origine mandara, réussissent par la ruse à lui dérober les "pierres de la pluie" et s'emparent de la chefferie. Puis ils chassent les Mendjéling de la crête pour s'y établir à leur place, marquant ainsi leur prise de pouvoir.

A l'autre extrémité des Monts Mandara, à plus de 100 kilomètres des Ouldémé, l'histoire de Maboudji, chez les Goudé, révèle une conception identique. Le village doit son nom, qui signifie "dispute", à une contestation à propos de la chefferie. De création relativement récente (début du XIX^e siècle), il occupe une colline aux formes douces délimitée au nord et au sud par des vallées encaissées. Le fondateur du village s'installe au sommet de l'interfluve, au lieu-dit Nomaboudji, "la tête de Maboudji". Un autre groupe, du clan des Mokézina, rejoint les premiers habitants, et crée un petit quartier, Dzougourma, situé sur le versant sud près du fond de la vallée. Appuyés par les Foulbé avec lesquels les Goudé concluaient des pactes d'alliance, les Mokézina s'emparent de la chefferie, mais ils se heurtent à la réaction des habitants de Nomaboudji : "Comment ? Les gens de Dzougourma qui habitent au fond de la vallée nous commanderaient, nous qui habitons en haut ?" Finalement les Mokézina conservent bien la chefferie, mais le nouveau chef monte s'installer à proximité de Maboudji où il fonde un quartier, "le nouveau Dzougourma". Ainsi se trouve respecté le dispositif habituel.

Il faut noter combien les mesures administratives qui imposent aux chefs de canton et de village de s'installer au pied de leur massif vont à l'encontre de la coutume. En règle générale, ce sont les chefs traditionnels qui ont été choisis comme cadres administratifs locaux. Mais un bon nombre ne se résigne pas à descendre. Quelques uns ont opté pour la double résidence : ils gardent une habitation sur les hauteurs, où ils accomplissent les actes religieux traditionnels, et ont construit une résidence nouvelle en piémont, près de la route, pour les fonctions nouvelles.

Mais la tendance actuelle est à la séparation des rôles. D'une part des chefs de l'ordre nouveau habitant en bas, intermédiaire entre l'administration et les populations, rendant la justice; ils n'ont plus de fonction religieuse et sont maintenant pour la plupart islamisés. D'autre part des chefs de l'ordre ancien qui n'ont plus de rôle que dans le

domaine religieux. Ils continuent à habiter leur massif, même quand celui-ci a été déserté par les populations.

Les hiérarchies entre les clans, les lignages et les personnes se traduisent aussi, au moins théoriquement, par la position altitudinale. Les clans prééminents, ceux qui détiennent la chefferie ou qui sont à l'origine du peuplement du massif, habitent au dessus des autres. Chez les Māda de Tazang, une famille arrivée seulement deux ou trois générations d'un massif voisin est appelée avec une nuance de mépris "mbjéchèk", "ceux qui sont au pied", et habite effectivement au bas d'un quartier.

Fréquemment cependant, ce dispositif initial est brouillé par les nombreuses micro-migrations; clans et lignages tendent à se mélanger. Dans ce nouveau contexte, on observe qu'en dehors de toute préséance due à l'appartenance clanique, les gens du haut se sentent privilégiés par rapport à ceux du bas.

C'est ainsi qu'à Sir, chez les Kapsiki, lors de la fête de la jeunesse qui se déroule chaque année au début de la saison des pluies, les jeunes des quartiers hauts adressent des quolibets à leurs camarades des quartiers bas, raillant leur situation en bas de pente. Cette attitude moqueuse se retrouve dans un chant recueilli chez les Goudé de Maboudji. Après avoir célébré la beauté des habitants du village et vanté leur ardeur au travail, les chanteurs ajoutent : " il y a pourtant une chose qui ne va pas à Maboudji, c'est le quartier de Dzougourma. Pour y aller il faut descendre comme dans un grenier "

Les notions de haut et de bas apparaissent également dans les relations interpersonnelles. Le fils établit sa demeure au dessous de celle de son père. Chez les Mouktélé, B. Juillerat (1) note que "symboliquement la maison du père de la femme est placée "en haut", la résidence du mari (ou du gendre) étant située "en bas"".

Le plan des habitations construites sur les pentes traduit le statut privilégié des hommes par rapport aux femmes, des vieux par rapport aux jeunes: l'unique porte d'entrée est située en haut; la première chambre est celle du chef de famille, puis viennent celles de ses fils, mariés ou célibataires, et tout en bas, les chambres et cuisines des femmes, avec lesquelles cohabitent les jeunes enfants.

(1) Juillerat B. 1971 , p.231

CHAPITRE IVLES SYSTEMES AGRICOLES

Le système agricole est "la façon dont l'agriculteur tire parti de ses terres : choix des plantes cultivées et assolement". L'expression recouvre "toutes les formes d'utilisation du sol et la manière d'assurer cette utilisation". "C'est le bilan des cultures et des élevages pratiqués et des moyens mis en oeuvre" (cf. George P., 1970, Dictionnaire de la géographie, P.U.F., p. 407).

Dans les pages qui suivent, nous chercherons non seulement à faire ce bilan, à comprendre les mécanismes des combinaisons élaborées par les paysans et à observer comment elles ont pu se transformer, mais aussi à juger de leur efficacité, et nous tenterons de prévoir les évolutions.

Trois grandes régions se distinguent, que nous examinerons successivement : les montagnes du nord à fortes densités, les plateaux du centre et leurs bordures montagneuses, enfin les montagnes du sud moyennement ou peu peuplées. Les plaines bordières du sud-est, de Gawar, Hina et Mayo-Oulo, qui ont des systèmes agricoles de plaine, ne sont pas examinées ici.

I - LES MONTAGNES TRÈS PEUPLÉES DU NORD (1)

Les montagnes très peuplées du nord couvrent un peu plus du tiers de la superficie des Monts Mandara, mais abritent près des deux tiers de leur population : environ 200.000 habitants d'après les recensements de 1967-1971, plus de 250.000 d'après celui de 1976.

On y dénombre une quinzaine d'ethnies : Podoko, Mouktélé, Mora, Vamé, Mbrémé, Ouldémé, Mada, Zoulgo, Gemjèk (arrondissement de Mora) ; Matakam, Minéo, Hidé (arrondissement de Mokolo) ; Mbokou, Mofou, Mofou-Méri (arrondissement de Méri). A des variantes près, leurs systèmes agricoles sont semblables. Au-delà des clivages ethniques, l'unité culturelle des habitants de cette région est très forte.

Tous ont une même histoire, marquée par un enracinement très ancien, et par une longue insécurité. Recouvrant un vieux fonds autochtone, les vagues de migrants, venus surtout des plaines du nord et de l'est, ont commencé à déferler au moins à partir du XIV^e siècle et sans doute avant (2). Les expéditions esclavagistes venant du tout proche royaume du Mandara, du Bornou ou du Baguirmi, celles plus récentes des Foulbè, ont confiné les populations dans leur milieu accidenté. Enfin les nombreuses migrations intra-montagnardes ont contribué à unifier la région.

L'habitat est dispersé. Il se disséminait autrefois sur les hauteurs. Aujourd'hui, du fait des pressions administratives, une bonne partie des habitations est établie sur les basses pentes ou au pied des massifs.

1. Les grands traits du système agricole

Le trait fondamental et spécifique du système agricole de cette région est la permanence de la culture. Les mêmes terres sont régulièrement réensemencées chaque année. Les paysans ne pratiquent pas la jachère, même quand ils en ont la possibilité matérielle. Lorsqu'à la faveur de la paix, ils ont pu s'étendre sur la plaine et, sur les plateaux, leur expansion s'est réalisée sous forme d'un front de culture continue progressant vers la brousse à partir des massifs.

A chaque saison des pluies, pentes et piémonts se couvrent de cultures. La forte occupation de l'espace est liée aux densités élevées et à la permanence de la culture. Dans le contexte traditionnel, seuls quelques secteurs particulièrement mal doués, généralement des pentes très raides et très rocheuses, ou des colluvions très grossières, restent incultes. Nous verrons

(1) Cette région correspond administrativement aux zones montagneuses des arrondissements de Mora et de Méri, au district de Koza, et au nord du canton Matakam-sud.

(2) J.F. Vincent (1973), qui a mené chez les Mofou une enquête approfondie sur le sujet, a pu remonter au XIV^e siècle. Selon Lavergne G. (1944) les premiers immigrants venus du Kanem pour former ce qui allait devenir les Matakam seraient arrivés au XIII^e siècle.

plus loin que depuis peu des friches se multiplient sur les hauteurs et sur les pentes : c'est une des conséquences du mouvement de descente des montagnards.

La répartition des plantes cultivées et leur dispositif sur le terrain sont une autre constante du système agricole. Si l'on excepte les minuscules "jardins de case" portant généralement du tabac, et les petites parcelles où les femmes font du souchet (*Cyperus esculentus*) et du voandzou (*Voandzia subterranea*), qui représentent au total environ 3 % de l'espace cultivé, on trouve uniquement deux types de champs, le champ de sorgho et le champ d'arachide.

Le sorgho est un tchergé, généralement de couleur jaune, bien adapté aux sols de montagne. Il est presque toujours associé avec des haricots, souvent avec du gombo (*Hibiscus esculentus*), de l'oseille de Guinée (*Hibiscus sabdariffa*), du sésame ou de l'éleusine. Il est cultivé partout : sur les pentes et à leur pied, contre les habitations et loin d'elles. Sur les piémonts, si le terrain le permet, le tchergé est parfois remplacé par du djigari, sorgho rouge moins apprécié au goût, mais dont les rendements sont meilleurs.

L'arachide, parfois associée avec quelques pieds épars de sorgho, est une plante de piémont. On la trouve en bordure des massifs, mais très rarement en terrain accidenté. Du fait de la configuration générale du relief de cette zone, avec ses deux avancées montagneuses et ses plateaux intérieurs, la plupart des massifs (divisions à la fois physiques et sociologiques de la montagne) sont bordés par la plaine ou par un plateau, ou parfois seulement par une vallée assez large, ancien no man's land entre deux massifs, qui fait office de piémont. C'est là que s'est développée l'arachide, en rotation irrégulière avec le sorgho. La plupart des terroirs montagnards (qui sont eux-mêmes une subdivision du massif), comprennent donc deux parties distinctes ; l'une, accidentée où se disperse l'habitat traditionnel, couverte de sorgho, et l'autre, dans son prolongement, vallée ou piémont, où s'est maintenant installé l'habitat, où s'imbriquent les champs de sorgho et ceux d'arachide.

L'importance de l'arachide, au niveau de chaque terroir villageois, est donc liée à celle des terrains de piémont. Les habitants des massifs encastrés au cœur de la montagne (hauts massifs de Ziver, Oupay, Tourou) n'en cultivent pas, à moins de louer des champs hors-terroir. Ceux qui n'ont qu'un fond de vallon en font, peu, comme à Magoumaz (1) où l'arachide représente seulement 13 % des superficies cultivées. Ceux qui peuvent s'étendre sur le plateau ou la plaine en font davantage : ainsi à Hodogway (2), chez les Ouldémé, où 24 % des superficies portent de l'arachide.

Mais les paysans qui habitent en bordure de plaine et qui disposent de sols à texture suffisamment fine remplacent maintenant l'arachide par le coton. Leur cas sera examiné plus loin.

2. Les techniques. La rotation biennale chez les Matakam

La mise en culture, répétée chaque année depuis des décennies ou des siècles, de pentes fortes ou moyennes aux arènes assez grossières, constitue un véritable défi agronomique. Les paysans l'ont relevé avec succès en utilisant des techniques intensives : la fumure, la maîtrise de l'eau, la qualité

(1) Boulet J., 1975.

(2) Hallaire A., 1971.

des soins et l'adaptation au milieu.

a) La fumure

Le paysan est parfaitement conscient de l'intérêt de la fumure, et il cherche par tous les moyens à fertiliser ses champs.

Il n'a malheureusement que peu d'engrais animaux à sa disposition car son bétail se limite à quelques chèvres ou moutons, parfois un taureau, dont les déjections sont utilisées d'abord pour faire l'eau de potasse qui lui sert de sel. Mais ce qui lui reste est soigneusement mis en tas contre son habitation; s'y ajoutent les déchets ménagers divers, les résidus de bière de mil, les balayures de case et de poulailler. En saison des pluies, il répand ce fumier sur certains de ses champs, recourant parfois à l'aide de ses voisins pour le transporter; chez les Mada, ce sont les enfants du quartier qui sont priés de venir avec de vieux paniers pour "le travail pour le fumier".

Les cendres sont sans doute le fertilisant le plus important. Les ménagères jettent directement dans le champ de case celles de leurs cuisines ou les mettent de côté pour les répandre sur le terrain au moment des cultures. En nettoyant leur sol en fin de saison sèche, certains agriculteurs brûlent par petits tas les débris végétaux dont ils étalent ensuite la cendre.

La formule de l'engrais vert est pratiquée partout. Le montagnard enfouit dans sa terre les fanes d'arachide, les vieilles tiges de mil, notamment celles qu'il enlève lors de la réfection de ses toits de case. Il peut aussi enterrer l'herbe arrachée lors des binages, à moins qu'il ne l'entasse pour faire du terreau qui sera étalé ultérieurement.

Il sait également apprécier l'enrichissement apporté par les troupeaux foubé venant pâturer le long des massifs après les récoltes. Certains exploitants offrent du mil aux pasteurs pour qu'ils installent leur campement de nuit sur un de leurs champs.

Malgré son soin à utiliser tout ce qui peut l'être, le paysan n'arrive à traiter qu'une partie de ses champs. Ceux qui sont contre sa ferme en bénéficient chaque année, ceux qui sont assez proches en reçoivent épisodiquement, les plus éloignés n'en ont jamais. Les résultats apparaissent avec évidence avant la récolte: le mil est plus beau, plus serré, près des habitations. Mais les champs qui ne reçoivent jamais d'engrais donnent des récoltes régulièrement; c'est à la maîtrise de l'eau et à la qualité des soins qu'il faut l'attribuer.

b) La maîtrise de l'eau.

Le nord des Monts Mandara se caractérise par la mise en terrasses de la totalité des pentes cultivées, et donc de la plus grande partie de l'espace montagnard. Il n'est guère de versants qui ne soient remodelés de haut en bas par une succession de banquettes étagées; c'est là que les terrasses sont les plus régulières et les mieux faites. C'est donc dans cette région que les effets de la technique, sur lesquels nous ne reviendrons pas, jouent pleinement.

Certains agriculteurs apportent des raffinements supplémentaires. Ainsi, les Ouldémé accentuent l'effet de retenue d'eau de leurs terrasses en façonnant à leur extrémité aval un petit rebord en relief, réparé chaque année, fait de cailloux et de tiges de mil. On trouve fréquemment des terrasses construites au pied des massifs, sur les pentes à peine sensibles des piémonts; s'ils n'ont plus de cailloux, certains, tels les Ouldémé, remplacent les terrasses par des ados, sortes de gros billons barrant la pente.

On trouve d'autres procédés, destinés également à lutter contre l'érosion, différents d'un massif à l'autre. Les Mafa de Magoumaz cherchent à éviter les ravinements en coupant par des barrages grossiers le lit des écoulements qui strient les pentes, et en creusant sur les piémonts des petits canaux qui divisent le ruissellement (1). Les Ouldémé sont sensibles à l'effet de battance de l'eau, qui, lors des premières averses, est particulièrement néfaste sur un sol nu ; pour y parer, ils ne nettoient leurs champs, encombrés de feuilles mortes et d'épines, qu'après les semailles.

c) La qualité des façons culturales et l'adaptation au milieu

Le montagnard dispose pour ses travaux agricoles de l'outillage rudimentaire classique : un bâton pour semer, une houe à manche court pour les binages, une petite faucille pour récolter le mil, quelques paniers pour transporter les récoltes.

Le travail réclamé par les champs de sorgho ou d'arachide ne dure que peu de temps : les deux binages, suffisants ici pour bien nettoyer le sol, sont terminés fin juillet. Mais il est intensif. Les soins apportés aux cultures relèvent en effet du jardinage. Le paysan resème à plusieurs reprises si nécessaire, éclaircit les plants, repique les manquants, butte parfois chaque pied de mil pour favoriser l'enracinement.

Son travail s'appuie sur une connaissance empirique très fouillée de son terroir. Les sols présentent une grande diversité de détail : ils sont plus ou moins fins, plus ou moins bien structurés, plus ou moins riches en éléments minéraux, suivant la composition de la roche-mère et leur position sur la pente, et le montagnard dispose d'une série de termes pour les distinguer. Il sait quelles sont les variétés de sorgho les mieux adaptées à chacun d'eux, quels sont les plus propices aux diverses plantes secondaires, quels sont ceux sur lesquels l'apport d'engrais est le plus nécessaire. Il réalise ainsi une parfaite adaptation au milieu naturel.

d) La rotation biennale des Matakam (ou Mafa)

Une année sur deux, les années impaires du calendrier, la plupart des massifs occupés par les Matakam se couvrent de mil pénicillaire (*Pennisetum*), à la place du sorgho qui disparaît complètement. Les Matakam pratiquent en effet une rotation régulière sorgho/mil pénicillaire. Le haricot est abondamment semé l'année du petit mil car sa récolte doit assurer les besoins de deux années. Il n'est plus cultivé l'année suivante que pour la semence. L'éleusine en revanche est surtout associée avec le sorgho. On a donc alternativement :

- mil pénicillaire + haricot
- sorgho + éleusine

Les autres plantes associées au mil sont présentes chaque année.

Le mil pénicillaire a des rendements inférieurs à ceux du sorgho, et la consommation alimentaire doit souvent être réduite l'année qui suit sa récolte. Mais les agriculteurs mafa estiment cette rotation nécessaire pour ne pas épuiser leurs sols, et y sont très attachés. Il paraît effectivement possible que la présence tous les deux ans d'une céréale peu exigeante associée

(1) Boulet J., 1975.

à une légumineuse favorise le maintien de la fertilité et combatte le développement de certains parasites. Mais le fait que les montagnards voisins habitant un milieu semblable obtiennent des rendements satisfaisants en cultivant le sorgho chaque année pose un problème. Pourquoi un groupe important de population s'impose-t-il une rotation qui rend plus précaire son équilibre alimentaire une année sur deux si celle-ci n'est pas nécessaire ?

Une hypothèse a été avancée. L'occupation du pays mafa pourrait être antérieure de plusieurs siècles à celle des montagnes de l'est ; les sols y auraient atteint un degré d'usure qui ne permettrait plus la culture du sorgho chaque année et aurait contraint les paysans, à un moment donné, à adopter la rotation. A l'appui de cette thèse, J. Boutrais (1) fait observer que les quelques massifs mafa qui ne pratiquent pas cette alternance, situés sur les pourtours du territoire, ont été peuplés plus tardivement. Mais il faut noter que d'autres massifs peuplés récemment ont adopté d'emblée la rotation, et que d'autre part les Mafa n'ont conservé aucun souvenir d'un changement intervenu au cours de leur histoire.

Aussi, nous pensons plutôt qu'il s'agit d'un fait de civilisation, adopté pour favoriser la reconstitution du sol, mais non imposé par son épuisement. L'aire d'extension du système à rotation est tout entière incluse dans le pays matakam, sans toutefois coïncider exactement avec lui puisque deux secteurs, à l'est et au nord, ne la pratiquent pas. Les habitants des massifs de l'est ont pu être influencés par les ethnies voisines. Quant à ceux du nord, occupant une extrémité avancée de la montagne, ils déclarent qu'ils ont dû abandonner la culture du mil pénicillaire parce qu'il était dévasté par les oiseaux mange-mil, très nombreux en plaine, et ils paraissent ressentir cette impossibilité comme un inconvénient.

On remarque une nette relation entre la zone à rotation biennale et celle où les Matakam célèbrent la fête du maray tous les deux ans. Elle a lieu au cours de la saison sèche suivant la récolte du gros mil, car il faut faire à cette occasion beaucoup de bière et de nourriture. Les groupes matakam sans rotation de l'est font le maray tous les trois ans, à l'instar des ethnies voisines (Gemjek; certains Mofou), ceux du nord ne le célèbrent pas.

Nous verrons plus loin que des groupes ethniques habitant au sud des Mandara (les Goudé et les Daba) alternent chaque année sur leurs champs de brousse le sorgho et le haricot. L'année où ils cultivent le haricot est précisément celle de l'association mil pénicillaire-haricot chez les Matakam. Il pourrait s'agir d'influences réciproques, ou peut-être de l'appartenance à une aire culturelle commune caractérisée par la rotation haricot-sorgho ; la présence du mil pénicillaire serait une adjonction au système initial, une sorte d'adaptation nécessitée par les fortes densités, et permise par les conditions de culture intensive propres à la zone montagneuse.

3. Efficacité et cohérence du système agricole

a) Les rendements

Des études de rendement du sorgho tchergé ont été faites en milieu accidenté, dans des secteurs proches des habitations (moins de 200 mètres),

(1) Boutrais J., 1973.

recevant au moins épisodiquement de l'engrais, et cultivés en permanence depuis des générations. Les épis de sorgho de 21 parcelles de 15 à 30 m² ont été comptés, et leur poids moyen calculé par pesée, après séchage, de quelques dizaines d'entre eux, pris au hasard ; on a déduit 10 % de ce poids pour avoir (approximativement) le poids net en grains battus. Ces parcelles ont été prises sur le massif Ouldémé où le tchergé est cultivé chaque année, et sur deux massifs matakam proches de Mokolo, Ldamsay et Mokola, où il alterne régulièrement avec le mil pénicillaire.

RENDEMENTS DU SORGHO EN MILIEU MONTAGNARD HABITE (année 1970)	
	Kg/ha
Massif Ouldémé, villages de Mouvar et de Vandelar. Haricots associés. Rendement moyen sur 9 parcelles.	1.100
Massif matakam de Ldamsay. Eleusine associée. Rendement moyen sur 6 parcelles.	1.154
Massif matakam de Mokola. Eleusine associée. Rendement moyen sur 6 parcelles.	1.162

Les rendements sont très semblables d'une parcelle à l'autre, et comme on le voit, d'un massif à l'autre. Ils sont remarquablement élevés (1), d'autant plus que toutes ces parcelles portent une culture associée, haricots chez les Ouldémé, éleusine chez les Matakam.

Par ailleurs, l'étude pédologique du terroir de Hodogway faite par D. Martin (2) montre que "les teneurs en matière organique (des sols de l'aire accidentée habitée) sont les meilleures que l'on observe sur le village (1 à 1,7 %) ; le C/N voisin de 10 est normal pour un sol aussi léger et aussi travaillé et cultivé : les débris végétaux sont immédiatement décomposés et remis à la disposition des cultures suivantes".

Ces résultats, qui sont liés à la présence de l'habitat en montagne, invitent à la réflexion.

Dans les secteurs montagneux éloignés des habitations, les rendements sont très disparates et nettement plus faibles, de même que sur les piémonts. Les pesées effectuées pour 4 parcelles ou champs de tchergé situés sur le piémont de Hodogway donnent une moyenne de 710 kg/ha, les chiffres s'échelonnant entre 257 et 1.277 kg/ha. L'enquête menée par J. Boulet (3) sur 8 exploitations de Magoumaz, qui englobe des champs situés sur toutes les parties du terroir fait état de rendements moyens compris entre 660 et 720 kg/ha.

(1) A titre de comparaison, signalons qu'on estime généralement à 1.000 kg/ha le rendement moyen du sorgho cultivé en plaine.

(2) Martin D., 1966.

(3) Boulet J., 1975, p. 66.

b) Système agricole et conditions de vie

Ce système agricole assure aux paysans, en année normale, leurs besoins vivriers ; ils ont un régime végétarien équilibré, à base de céréales complètes et de légumes verts.

A moins de mauvaises années consécutives ou d'une récolte catastrophique (comme ce fut le cas en 1966, et au cours des années trente à cause des criquets), les gens mangent à leur faim. Les rations peuvent cependant diminuer, chez certains, en fin de saison sèche, mais les villageois prennent soin de réserver pour la saison des pluies, lorsque le travail des champs réclame toutes leurs forces, une quantité suffisante de sorgho : des greniers ne sont ouverts qu'à cette époque. Le mauvais état sanitaire, souvent signalé, tient à un défaut d'hygiène (accentué ici par les fortes densités) et à la pollution de l'eau. Ce sont les parasitoses, les filarioses, le paludisme qui font des ravages, et non les carences alimentaires.

L'équilibre alimentaire est cependant fragile. Les surplus de mil sont absorbés pour faire la bière, et les paysans gardent assez peu de réserves d'une année sur l'autre. Si la récolte de sorgho est mauvaise, les autres productions : voandzou, souchet, haricots, ont trop peu d'importance pour constituer un complément suffisant.

L'arachide, on l'a vu, s'est bien intégrée au système, sans réduire, semble-t-il, les superficies consacrées au mil, car son développement est lié à l'extension des terroirs sur les piémonts. Mais la production reste limitée. D'abord par manque de terrain propice ; mais plus encore par manque de temps, car les travaux se font à la même époque que ceux destinés au sorgho. Aussi l'insertion de l'agriculture dans les circuits marchands est-elle assez réduite ; les revenus monétaires sont inférieurs à ceux des autres parties des Monts Mandara.

Le manque de temps est le principal blocage dû au système. Le calendrier agricole est déséquilibré. En mai, juin et juillet, pendant deux mois ou deux mois et demi, toute la population active travaille de façon fébrile, à l'extrême limite de ses forces. Les enquêtes faites à Magoumaz par J. Boulet (1) ont montré que l'actif travaillait en mai en moyenne plus de 56 heures par semaine. Mais dès le 15 juillet, lorsque les seconds binages du mil et de l'arachide sont terminés, le rythme se ralentit. Les cultures tardives qui occupent les paysans en arrière-saison : voandzou, souchet, patate, sont très réduites. Ainsi, tout se joue sur deux ou trois mois. Une maladie qui survient à cette époque peut avoir des conséquences graves pour l'exploitation.

C'est essentiellement le manque de temps qui empêche d'augmenter les superficies cultivées. Chaque actif exploite en moyenne 78 ares à Hodogway et 48 ares à Magoumaz, deux terroirs où les densités sont de l'ordre de 200 habitants au km². Mais lorsque l'émigration vide un massif et laisse des terres vagues, les surfaces par actif ne semblent guère plus élevées.

Ce système agricole, élaboré et vécu par des paysans animistes, est fortement marqué par la dimension religieuse. Les rites agraires y tiennent une grande place. Tous les exploitants d'un même terroir doivent commencer à semer et à récolter ensemble, ils observent les mêmes jours de repos rituels, se cotisent pour offrir une chèvre au maître de la pluie dont ils dépendent. La vie agricole crée, entre ces paysans par ailleurs très individualistes, de fortes

(1) Boulet J., 1975, p. 51.

solidarités, car chacun, s'il n'observe pas la coutume, peut "briser la montagne", rompre l'harmonie entre le groupe et les puissances surnaturelles qui assurent sa prospérité. Vie de travail, vie sociale et vie religieuse forment un tout.

4. Les mutations du système agricole traditionnel

Le développement de l'arachide et l'entrée dans une économie de marché n'ont fait que modifier le système agricole traditionnel. L'adoption du coton et l'abandon de l'habitat de montagne entraînent des transformations beaucoup plus profondes.

a) La culture du coton chez les montagnards

En 1976, les montagnards du nord des Mandara produisaient 1.837 tonnes de coton.

La plupart des habitants des massifs bordant la plaine ont été sollicités pour en cultiver. Dans certains secteurs (piémonts des massifs du nord des arrondissements de Mora et de Méri), les sols sont mal adaptés à la culture. Des paysans en font un peu, mais obtiennent des rendements faibles. Ailleurs (plaines de Koza, de Tokombéré, et de Douroum-Wazan) les terroirs s'étendent sur des sols favorables, et le coton est devenu la principale culture commerciale.

Les sols propices au coton conviennent généralement non pas au tchergé mais au djigari. Les paysans, à l'instigation de la société cotonnière, pratiquent, au moins sur une partie de leurs piémonts, la succession coton/djigari/jachère, suivant des rythmes variables ; le djigari (comme le coton) est cultivé en culture pure, sans association avec le haricot. Les montagnards, ou ex-montagnards, se sont mis à cultiver comme les habitants de plaine.

Dans ces secteurs où la mise en culture est contrôlée par des agents extérieurs, la propriété privée du sol tend à disparaître. Après 5 ans de jachère un champ retombe dans le patrimoine commun, et peut être repris par un nouveau cultivateur.

Nous sommes donc en présence d'une agriculture mixte, où deux systèmes agricoles, de montagne et de plaine, pratiqués par les mêmes exploitants, ou au moins par les exploitants d'un même terroir, coexistent. Un homme peut faire son tchergé régulièrement en montagne, alterner l'arachide et le tchergé au pied de son massif, et cultiver au-delà le coton et le djigari, sous l'égide de la Sodecoton. Un de ses voisins continue à cultiver comme par le passé, tandis qu'un autre abandonne la culture en montagne et entre intégralement dans le nouveau système.

b) Système agricole et mouvements de descente des montagnards

Dès 1920, il apparaît souhaitable d'inciter les montagnards à descendre en plaine ou sur le plateau, tant pour faciliter leur administration que pour atténuer le surpeuplement, dont on commence à prendre conscience. Les graves disettes des années trente dues à des invasions de criquets montrent la fragilité de l'économie de ce secteur des Monts Mandara. A partir de 1940, le thème de "descente en plaine" devient le leitmotiv des administrateurs qui s'y succèdent. Des encouragements et des incitations, on passe à des mesures concrètes : on crée d'abord des villages-pilotes, puis des "casiers de colonisation", zones destinées à accueillir les montagnards qui veulent tenter l'aventure ; de 1954 à 1960 sont mis en place successivement les casiers de Koza, de Molkwo, de Doulo-Gané. Après 1960, l'administration camerounaise poursuit cette politique en l'accompagnant de mesures autoritaires : obligation d'abord pour les chefs

administratifs locaux, puis pour les habitants de certains massifs (ceux qui sont en bordure de plaine) de s'établir au bas des pentes ou d'émigrer.

Alors que plus au sud, l'étalement de l'habitat au-delà des massifs se fait spontanément depuis la pacification du pays, il faut, dans le nord, attendre les mesures coercitives de 1962-1963, pour qu'il prenne de l'ampleur. Or c'est précisément ici que sévit le surpeuplement. Mais d'une part les populations sont plus enracinées, d'autre part les plaines voisines, occupées par des musulmans, Mandara au nord, Foulbé à l'est, sont assez bien peuplées. Les montagnards craignent de retomber sous la coupe de leurs anciens ennemis, ou d'avoir à payer des locations pour leurs champs. Mais le mouvement se déclenche, et en 1968-1969, J. Boutrais (1) constatait que sur les 150.000 habitants des inselbergs et massifs dominant la plaine, du pays matakam au pays mokong, 82.000 étaient installés en piémont ou avaient émigré. Les habitants des massifs intérieurs ou bordant les plateaux se contentent en général de glisser sur les basses pentes ou sur les piémonts.

Il faut distinguer nettement les deux types de descente : émigration en plaine ou descente en piémont. Par la première, le montagnard quitte son groupe et son terroir pour aller s'installer près d'un village musulman ou sur un casier de colonisation. La seconde, qui n'est qu'un glissement de l'habitat au pied des massifs, ne joue pas sur les densités, du moins immédiatement; le montagnard reste dans son groupe, conserve ses champs et ses méthodes culturelles.

Lorsque les densités restent élevées, l'habitat ne s'installe que partiellement en piémont, et le système agricole traditionnel, tel qu'il a été décrit plus haut, continue à fonctionner. Mais quand l'émigration dépeuple fortement un quartier ou un massif, il peut arriver que la quasi-totalité des habitants qui restent s'installe en piémont. On constate alors, en quelques années, l'abandon des cultures en montagne ; seule subsiste la culture continue en piémont.

C'est là un phénomène important. Il a fait naître l'idée, exprimée par J. Boutrais (2), que de fortes densités sont nécessaires à la vie en montagne, et qu'au-dessous d'un certain seuil, l'abandon total est inéluctable. Nous pensons que c'est surtout la disparition de l'habitat sur les hauteurs (liée de fait à la diminution des densités) qui entraîne celle des cultures. Les champs des pentes nécessitent une grosse somme de travail qui implique la proximité des habitations. D'autre part, les bons rendements en montagne reposent sur la fumure (et notamment la fumure spontanée résultant de la présence d'hommes et d'animaux), et celle-ci profite non seulement aux champs fertilisés mais, par gravité, à ceux qui sont en contrebas. Lorsqu'ils habitent en piémont, les paysans ne portent plus d'engrais sur leurs champs de montagne : d'où la baisse des rendements et l'abandon, après quelques années.

Dans l'actuelle conjoncture politique, la perspective à long terme est donc l'abandon total de la culture en montagne. Or cette perspective est inquiétante (3). A moins de changements économiques non prévus (comme l'installation d'usines créatrices d'emplois), l'insertion de nouveaux montagnards dans les plaines voisines, maintenant très bien peuplées du fait des afflux récents,

(1) Boutrais J., 1973.

(2) Ibid.

(3) La question a été abordée plus longuement in Hallaire A., 1976.

ne peut plus être envisagée, du moins à grande échelle. L'émigration vers les plaines de la Bénoué ou les plantations agro-industrielles du sud du Cameroun impose un total déracinement et ne peut concerner qu'une minorité. Il faut d'autre part signaler le danger que l'abandon des cultures de montagne, et la dégradation des terrasses qui en résulte, peut représenter pour les sols les plus fertiles des plaines du voisinage. Les terrasses ont un effet régulateur sur le ruissellement et sur le débit des rivières ; leur dégradation pourrait rendre les crues plus brutales et hâter l'érosion - déjà inquiétante - des alluvions récentes des fonds de vallée.

Dans l'état actuel des choses, il semble qu'une solution sage consisterait à s'appuyer sur le système agricole en place en s'efforçant de supprimer les blocages et d'améliorer les conditions de vie en montagne.

II - LES PLATEAUX DU CENTRE ET LEURS BORDURES MONTAGNEUSES

Au sud des montagnes très peuplées du nord, la partie centrale des Monts Mandara se caractérise par l'importance de ses plateaux. Les zones accidentées se situent sur les bordures ou forment des massifs isolés de faible dimension. Le seul ensemble montagneux assez vaste correspond à l'est du pays kapsiki.

Ces plateaux ont pour principal intérêt de constituer de vastes zones d'accueil pour les montagnards, qui n'utilisaient au début de ce siècle, en dehors des milieux accidentés, que les secteurs bordant leurs massifs. Le reste était occupé seulement par quelques éleveurs foubé.

Ils offrent, sur le plan agricole, des possibilités qui sont absentes ou très limitées en montagne : la patate et le riz peuvent être cultivés dans les fonds de vallée, l'arachide trouve d'amples réserves de terrains propices, la culture attelée a pu démarrer au cours des années soixante-dix. Les sols, cependant, ne sont que médiocres, ou moyennement fertiles. Ce sont des lithosols dérivant du socle ou de colluvions ; ils se caractérisent par l'abondance des graviers, cailloux et sables, et par le faible taux d'argile. Ils sont trop grossiers pour permettre la culture du coton : tentée dans les secteurs de Mouhour et Tchouvouk, elle a été rapidement abandonnée. L'arachide et le sorgho trouvent des terrains favorables, mais qui ne peuvent pas être cultivés chaque année, comme en montagne, à moins de recevoir de l'engrais.

Les effets de la latitude et de l'altitude se font sentir : le climat est légèrement différent de celui des montagnes du nord et de leurs bordures de plaine ; les températures sont plus fraîches, la saison des pluies est plus longue. Certaines cultures sont permises, notamment en milieu accidenté, comme la pomme de terre, le maïs, l'ail et l'oignon, rares ou absentes dans le nord. D'une façon générale les cultures d'arrière-saison : sorghos à cycle long, patate, souchet et voandzou, sont favorisées.

Les densités se situent dans l'ensemble entre 10 et 40 habitants au km², sauf dans l'est montagneux du pays kapsiki où elles dépassent 70 habitants au km².

Les systèmes agricoles trouvent leur unité par celle du milieu physique, et par un trait commun : la progression récente des cultures et de l'habitat sur le plateau, à partir des massifs. Les dernières décennies ont été celles d'une colonisation pionnière d'espaces qui n'étaient auparavant utilisés que par des pasteurs.

Deux ensembles se distinguent nettement, de part et d'autre d'une limite culturelle qui traverse la région, et que nous avons déjà rencontrée en observant les densités. Elle passe entre les Kapsiki et les Bana, et sépare deux groupes de civilisation, les montagnards du nord et ceux du sud. Nous examinerons donc d'abord les plateaux de Mokolo et le pays kapsiki, et en second lieu les plateaux du sud occupés par les Bana et les Djimi.

1. Les plateaux de Mokolo et le pays kapsiki (1)

Les plateaux de Mokolo, qui correspondent au sud du canton Matakam-sud et au canton de Mokolo-peul, sont habités par des Matakam et par des petits

(1) Ce secteur correspond administrativement au sud du canton Matakam-sud et aux cantons de Mokolo-peul et Mogodé.

groupes apparentés : Tchouvouk, Mouhour, Srak, Oula, Mabas. Au sud, le groupe Kapsiki, qui occupe avec les Kortchi le canton de Mogodé, compte environ 26.000 personnes. Il habite deux aires montagneuses, l'une le long de la frontière nigériane (et au-delà), l'autre à l'ouest, au-dessus de la plaine de Gawar, séparées par un large plateau. Celui-ci est en cours de peuplement, mais la majorité des Kapsiki vit en montagne.

Ce secteur comprend au total plus de 50.000 habitants, y compris les éleveurs et un très petit nombre d'agriculteurs foubé, mais auxquels il faut ajouter les quelques 7.000 citadins de Mokolo.

a) Les grands traits du système agricole

En s'installant sur les plateaux, les montagnards conservent, dans ses grandes lignes, leur système agricole originel, fondé sur la culture permanente et l'habitat dispersé.

Le mode de colonisation - sauf dans quelques cas sur lesquels nous reviendrons plus loin - est semblable sur l'ensemble de ce secteur. Il se fait par extension des terroirs à partir des massifs d'origine. Dans un premier stade, des cultivateurs installent leurs habitations sur des champs de piémont qu'ils exploitaient depuis la montagne. Puis ils ouvrent des champs à 1 ou 2 km de là, et viennent y habiter quelques années plus tard. Ainsi se fondent des hameaux de plus en plus éloignés de la montagne, jusqu'à ce que la progression des cultures se heurte à celle d'un groupement voisin, avec lequel une limite est établie. De cette manière, la continuité des territoires correspondant aux groupements traditionnels ("massifs" au sens sociologique ou petit groupe ethnique) s'est préservée.

L'avancée des cultures sur la brousse n'est pas toujours continue, comme c'était le cas en plaine. D'instinct les montagnards choisissent, quand ils le peuvent, pour leurs champs et leur habitat, les sites les plus élevés, c'est-à-dire les sommets d'interfluves. Ils trouvent là des terrains bien égouttés et des lieux où ils dominent les alentours. Si les pentes sont sensibles et caillouteuses, ils font des terrasses ; ils retrouvent d'ailleurs parfois des traces de vieilles terrasses et des soubassements d'habitations, vestiges d'une ancienne occupation.

On trouve donc, soit de façon continue depuis la montagne, soit seulement sur les parties hautes des plateaux, des habitations disséminées, ou des petits hameaux en nébuleuses, qui s'entourent d'une ceinture de cultures permanentes ou semi-permanentes : des lambeaux de jachères s'insinuent en effet sur les parties colonisées depuis longtemps. Du sorgho - en général du djigari contre les cases et du tchergé un peu plus loin - se mêle à l'arachide. La patate est cultivée là où les terrains lui conviennent. Les Matakam qui faisaient la rotation biennale sorgho/petit mil s'y soumettent sur le plateau. Le djigari cependant, qui n'est pas une plante traditionnelle et qui occupe les meilleurs terrains, est parfois cultivé chaque année.

Chez les Kapsiki et les Srak, quelques exploitants ont adopté la formule du champ temporaire de brousse, qui retourne à la jachère après 3 ou 4 années de culture. Ils y font généralement du tchakalari ou des tchergé à cycle plus long que dans l'aire villageoise. Mais ces champs ne constituent qu'un appoint. Dans un quartier étudié à Sir, chez les Kapsiki, où 8 exploitations ont fait l'objet d'une enquête, ils représentent seulement le 1/5e des superficies cultivées, et 3 exploitants sur 8 n'en ont pas. En outre, ils sont appelés à voir s'implanter des habitations et à devenir permanents. Par sa dynamique, le mode de colonisation tend à évacuer la culture temporaire.

Finalement, lorsque les montagnards s'installent sur le plateau et qu'ils n'ont plus aucune contrainte d'espace, ils reproduisent le système agricole qu'ils avaient en montagne. Mais leurs habitations ou leurs hameaux s'écartent les uns des autres, laissant entre eux des intervalles incultes, qui leur permettront d'augmenter leurs surfaces cultivées, ou, comme on le verra, d'inclure de courtes jachères.

S'ils cultivent des superficies un peu plus grandes qu'en montagne (1 ha par actif d'après l'étude de quelques cas) ils continuent à apporter beaucoup de soins à leurs cultures. Le système agricole reste marqué par l'intensivité.

b) Les variantes

Par rapport au système qui vient d'être décrit, il existe des variantes, qui tiennent soit à un mode de colonisation différent, soit à des influences ethniques.

La colonisation du plateau est parfois exogène : les gens qui s'y établissent ne sont pas reliés géographiquement à un massif. C'est le cas des Oula, originaires de Nigeria, qui s'infiltrèrent entre les Matakam et les Kapsiki ; c'est aussi le cas des habitants de Mokolo : selon une étude faite en 1971 (1), 60 % de la population active ont des champs, et 46 % sont de purs agriculteurs ; 80 % de leurs champs se situent à moins de 10 km de la ville.

Deux autres exemples de colonisation exogène sont fournis par deux petits groupes matakam qui, à 30 ans d'intervalle, ont été installés par l'administration sur la route qui quitte Mokolo en direction de Maroua. Les habitants de Zileng, près de la ville, sont originaires de Rwa, à 20 km de là. Ils avaient fui leur pays en 1931 à cause de la famine. Ils ne faisaient pas la rotation à Rwa, mais l'ont faite en arrivant à Zileng, pour se conformer à leur nouvel environnement. Au contraire, les gens de Ziver-plateau, installés un peu au-delà de Zileng par mesure administrative en 1961, sont originaires du massif de Ziver, également à une vingtaine de km, où l'on fait la rotation biennale. Or ils l'ont abandonnée au début ; puis ils se sont décidés à la reprendre, après quelques années consécutives de tchergé, quand ils ont vu les rendements fléchir.

Ces deux exemples montrent que les ex-montagnards sont moins liés à leur système d'origine quand ils ne se sentent plus chez eux.

D'autres variantes tiennent à la présence d'ethnies qui s'éloignent du modèle habituel. Ce sont d'abord les Foulbé, qui forment trois petits villages d'agriculteurs sur le canton de Mokolo-peul, et ce sont les Kortchi.

Les Kortchi, qui seraient apparentés aux Kapsiki, sont d'authentiques montagnards ; mais ils constituent, parmi ceux qui les entourent, une exception assez étonnante. Repliés au XIXe siècle sur un massif montagneux, ils s'étalent maintenant sur le milieu environnant qui est plutôt une succession de collines qu'un véritable plateau. Ils ne construisent pas de terrasses, même sur les pentes les plus raides, et ignorent la propriété privée. Leur habitat est dispersé, comme chez les autres montagnards, et leurs demeures s'entourent d'un champ permanent. Mais tous ont également des champs temporaires. Ils y font du sésame l'année du défrichage et du sorgho (tchergé) pendant les 4 ou 5 années suivantes. Puis le champ est mis en jachère et retourne dans le patrimoine commun.

(1) Cf. Steck B., 1972.

Les Kortchi ne font pas d'arachide, mais cultivent de vastes superficies de sorgho. Ils vont le vendre à Mokolo et contribuent pour une part au ravitaillement de la ville.

c) Bilan et problèmes

Les paysans de cette zone sont visiblement plus à l'aise que ceux du nord des Mandara.

Même les purs montagnards qui constituent la majorité des Kapsiki ont des rentrées monétaires inconnues des gens du nord. Ils peuvent cultiver près de leurs habitations du maïs, de la pomme de terre, de l'ail et de l'oignon, qui sont vendus sur les marchés locaux et leur apportent des revenus intéressants. Quelques uns font de véritables champs de voandzou et le vendent par sacs à des commerçants qui l'expédient à Mubi (en Nigeria) ou à Garoua.

Ce sont surtout les cultivateurs du plateau qui accèdent à un niveau de vie plus élevé. La diversité des variétés de sorgho cultivées : tchergé à cycle plus ou moins long, djigari, tchakalari, leur permet d'assurer leurs besoins vivriers, quels que soient les aléas climatiques. Kapsiki, Oula, Kortchi ont généralement des surplus de sorgho à vendre. L'arachide et la patate leur assurent (sauf aux Kortchi) des revenus substantiels. De nombreux signes extérieurs témoignent d'un sensible "enrichissement" des habitants : toits de tôle, moulins à mil, transistors, bicyclettes, se sont multipliés. En 1978, certains jeunes exploitants Kapsiki arrivaient à retirer plus de 100.000 F de leurs ventes d'arachide et de patate. Quelques uns pratiquent la culture attelée.

L'agriculture sur les plateaux du nord semblerait donc bien partie... si deux problèmes importants ne s'y posaient.

Le plus grave concerne l'avenir : il ne semble pas que les sols du plateau puissent être cultivés en permanence indéfiniment.

Les montagnards n'abandonnent pourtant pas leurs techniques intensives quand ils s'y installent. Ils donnent à leurs champs tous les soins dont ils sont capables ; ils construisent des terrasses quand ils le peuvent et mettent la fumure dont ils disposent près des habitations. Mais ils perdent les avantages propres au milieu montagnard, notamment celui d'une fumure apportée spontanément par de fortes concentrations humaines, et descendant par gravité du haut en bas des pentes.

Un peu partout sont apparus sur les secteurs du plateau cultivés en permanence, près des habitations, des signes d'épuisement du sol. Chacun à sa manière, les divers groupes paysans ont trouvé des parades. Les Matakam ont repris la rotation biennale sorgho/petit mil, quand ils l'avaient abandonné. Les Oula tâchent de s'entendre avec des pasteurs foubé pour qu'ils viennent installer leur bétail en saison sèche sur leurs champs. Les Kapsiki sèment du mil pénicillaire pendant 1 ou 2 années de suite, et reprennent ensuite la rotation sorgho/arachide. Si un secteur de leur champ est particulièrement épuisé, ils le laissent en jachère pendant quelques années.

La rotation biennale sorgho/petit mil ou la jachère pratiquée furtivement, quand on y est acculé, suffiront-elles à assurer la reconstitution du sol ? La colonisation du plateau a démarré vers 1920 mais n'a pris de l'ampleur que depuis 2 ou 3 décennies, et il est encore trop tôt pour en voir les effets à long terme. Sans doute le système agricole devra-t-il évoluer soit en pratiquant systématiquement la jachère, soit en utilisant davantage la fumure ou l'engrais.

L'autre problème est très actuel. Il concerne les difficultés de coexistence entre les agriculteurs nouvellement implantés et les éleveurs foubé. Nous avons vu plus haut, en étudiant l'élevage, que des conflits aigus les opposaient les uns aux autres. Le développement anarchique des cultures rend la vie difficile aux pasteurs qui ont mené une vie paisible pendant des siècles sur de vastes espaces vides, et s'en voient dépossédés en quelques dizaines d'années. Et trop souvent, malgré leur surveillance, surviennent des déprédations dans les champs isolés ou situés le long d'une piste à bétail.

Entre des agriculteurs qui manquent de fumure pour assurer la permanence de leurs cultures et des éleveurs qui manquent d'espace pour faire circuler leurs troupeaux, est-il utopique d'espérer des ententes, de manière à satisfaire à la fois les deux groupes de population ? Déjà des accords se passent à titre individuel, un éleveur venant avec son troupeau fumer le champ d'un exploitant. Mais il faudrait parvenir à des ententes entre communautés. Les pasteurs se plaignent aujourd'hui non pas d'un manque de pâturage, mais d'un manque d'organisation des cultures, qui rend difficiles la surveillance et la circulation du bétail. Les ex-montagnards seraient-ils capables de disposer leurs cultures de manière à faciliter la présence des Foubé ? Et ceux-ci sauraient-ils s'astreindre à assurer la fumure des champs des agriculteurs ? La réponse n'est pas évidente.

2. Les plateaux du sud : pays bana et djimi

a) La limite entre Kapsiki et Bana : une frontière entre deux ensembles culturels

La limite qui passe entre les Kapsiki et les Bana ne sépare pas seulement deux groupes ethniques, mais deux ensembles culturels : les habitants du nord et ceux du sud des Monts Mandara.

Cette opposition ne concerne pas l'organisation sociale : les deux groupes situés à la charnière, Kapsiki et Bana, offrent précisément, sur ce point, une certaine similitude. Elle concerne la culture matérielle et le système agricole. Elle se traduit dans le paysage : lorsque, venant du nord, on pénètre en pays bana et dans les montagnes situées plus au sud, une observation un peu attentive montre que l'empreinte de l'homme sur le milieu naturel est différente, que l'on est en présence d'un nouveau type de rapports entre les communautés paysannes et l'espace qu'elles occupent.

Cette opposition s'exprime d'abord, comme on l'a vu plus haut, dans la répartition des hommes : au nord on trouve une liaison entre les fortes densités et les reliefs accidentés, au sud la liaison disparaît.

L'habitat diffère. Au nord, il est dispersé ou se présente en nébuleuses aux contours indistincts : il est généralement difficile, par la simple observation des paysages, de cerner les limites des communautés villageoises. Au contraire, au sud, on trouve de véritables villages ; ils sont à structure lâche et peuvent s'étaler en vastes nébuleuses, mais ils sont nettement individualisés.

Dans le contexte traditionnel, les habitations du nord sont formées de cases serrées les unes contre les autres, et pour la plupart (1) très petites.

(1) Quelques groupes du nord (Mofou, Gemjek) ont une très grande case centrale où sont regroupés les greniers.

C'est là probablement une adaptation à la pente, parfois forte, où elles sont construites : les petites cases d'une même demeure s'échelonnent à différents niveaux sans imposer un gros travail de terrassement. Sans doute aussi les paysans cherchaient-ils d'une part à perdre le moins d'espace possible pour leurs cultures, d'autre part à rendre leurs résidences plus faciles à défendre, moins vulnérables aux attaques.

Dans le sud des Mandara, les cases s'agrandissent et s'espacent ; des cours intérieures à ciel ouvert apparaissent. Même en pleine montagne, les villages évitent les pentes raides, et chaque habitation s'étaie.

Les systèmes agricoles de tous les groupes habitant le sud des Monts Mandara présentent, à travers leur diversité, deux grands traits communs, absents au nord.

Le premier est banal en Afrique à cette latitude : c'est l'opposition entre une aire villageoise exploitée en permanence et une aire périphérique où la culture est temporaire. La jachère, à partir des Bana, est une technique généralisée, intégrée au système.

Le second est beaucoup plus original. Il existe chez tous ces groupes, ainsi d'ailleurs que chez leurs voisins immédiats habitant en plaine et sur les inselbergs (Guidar et Fali), un rythme biennal. Une année est dite "le temps des femmes", l'année suivante "le temps des hommes". L'année des femmes correspond aux années impaires du calendrier romain, l'année des hommes aux années paires, ceci pour toutes les ethnies sauf pour une partie des Ndjegn qui ont un rythme inverse (1).

La signification de ces deux temps est essentiellement d'ordre agraire. Les cultures féminines : haricot, voandzou, souchet, oseille de Guinée, prennent plus d'importance ou rendent mieux l'année des femmes ; la plante masculine par excellence qu'est le sorgho est davantage cultivée ou produit mieux l'année des hommes.

Chez plusieurs groupes, nous le verrons, cette alternance se traduit par une rotation biennale sur les champs de brousse, qui portent des haricots une année et du sorgho l'année suivante. D'autres se contentent de faire davantage de plantes féminines l'année des femmes. Pour d'autres enfin, on cultive de la même façon chaque année, mais des différences porteraient sur les rendements et seraient dues à une répartition des pluies alternativement mieux adaptée aux plantes féminines ou aux sorghos.

Ce rythme binaire se répercute dans l'ensemble de la vie sociale. Selon certains, il naît davantage de filles l'année des femmes, de garçons l'année des hommes. Des fêtes ne sont célébrées que tous les deux ans, après l'année des hommes et la récolte du sorgho. Les cérémonies de l'initiation des jeunes hommes, encore vivantes chez quelques groupes, se font tous les deux ou quatre ans, en année des hommes, aussitôt après les semailles du sorgho.

(1) Au nord des Monts Mandara, les Matakam ont, on l'a vu, un rythme biennal, mais la qualification année des femmes-année des hommes est inconnue.

Enfin, si, changeant d'échelle, on observe seulement les plateaux et leur mise en valeur, on voit s'opposer deux types de colonisation, celui du nord et celui du sud. Les Matakam et les Kapsiki défrichent de préférence les sommets d'interfluves ; les Djimi et surtout les Bana utilisent systématiquement les fonds de vallée ; ils savent apprécier la texture fine des bas de pente, redoutée des gens du nord.

Les Matakam et les Kapsiki appliquent sur les plateaux leurs techniques de montagnards, tandis que les Bana et les Djimi sont d'authentiques cultivateurs de plateaux ; ils n'ont jamais cessé d'y avoir leurs champs, même au siècle dernier, lorsqu'ils se sont réfugiés dans les chaos rocheux situés au bas des pitons et massifs. Avec la paix, ils se sont en général contentés de descendre de quelques mètres et d'étaler leurs villages au pied des massifs. Mais ils ouvrent sur le plateau des champs de brousse, de plus en plus éloignés de leur habitat.

b) Les systèmes agricoles des Bana et des Djimi

Les Bana occupent le canton de Guili, les Djimi celui de Bourha. Des éleveurs foubé se disséminent dans des hameaux, et des fonctionnaires et commerçants habitent Bourha, lieu d'implantation peut fondé au XIXe siècle, devenu chef-lieu de canton puis de district. Les deux cantons comptent respectivement près de 11.000 et de 4.500 habitants, d'après le recensement de 1976. Les densités sont de l'ordre de 20 à 40 hab/km².

- Les champs permanents de l'aire villageoise

Chez les deux groupes, une aire villageoise cultivée en permanence s'oppose à une brousse à champs temporaire, mais les plantes et les rythmes de culture diffèrent.

Dans leur aire villageoise, les Bana alternent régulièrement le djigari, sorgho rouge hâtif, appelé ici "ngouley", et l'arachide. L'aspect du village change totalement d'une année à l'autre. Le sorgho est fait l'année des femmes, l'arachide l'année des hommes.

Cette rotation, que nous retrouverons chez les Daba montagnards, était peut-être à l'origine, comme chez ce groupe, une façon de compenser l'absence de mil en brousse, l'année des femmes. Aujourd'hui les Bana expliquent qu'ils pratiquent cette alternance pour préserver la fertilité du sol, et que tout le monde s'y soumet en même temps à cause du petit bétail lâché dans le village aussitôt après la récolte. Le djigari est récolté plus tôt que l'arachide, l'absence d'imbrication permet de lâcher plus tôt le bétail une année sur deux. A la périphérie de l'aire villageoise, là où chèvres et moutons ne peuvent accéder, ceux qui le veulent ne se soumettent pas au rythme général.

Les champs sont cultivés chaque année et ne reçoivent pas d'engrais. La rotation, la présence des hommes et des animaux, suffisent à assurer des récoltes satisfaisantes. Seule est fumée une petite parcelle contre l'habitation, où l'on fait chaque année du maïs et du tabac.

Chez les Djimi, l'habitat et son aire de culture sont très caractéristiques. Tous les villages traditionnels sont situés au pied de massifs ou de pitons. Les habitations s'alignent, formant une ou deux rangées le long de la rupture de pente ; elles sont ombragées par de vieux arbres. Bordant le village, vers l'aval, un quadrillage de haies d'euphorbes abrite les cultures permanentes ; chaque exploitant dispose des parcelles situées au-dessous de sa résidence.

Le sorgho à cycle long (tchergé traditionnel ou tchakalari) est la principale culture de cette zone : la présence de haies permet de lâcher le bétail avant la récolte. On trouve en outre de l'arachide, un peu de djigari, et si le terrain le permet, de la patate, du coleus, du piment. Ces plantes peuvent alterner avec le sorgho, mais il n'y a ici aucune rotation systématique, contrairement aux villages bana.

- Les champs temporaires de brousse

Les champs de brousse des Bana et des Djimi forment des blocs de culture correspondant à un quartier ou à un groupe de quelques exploitants du même village. Ils sont cultivés pendant 4 à 8 ans, parfois davantage puis laissés en jachère pendant un temps indéterminé.

Les regroupements ont un caractère plus organisé chez les Djimi qui défrichent ensemble un secteur, et l'abandonnent en même temps. Les Bana utilisent plus méthodiquement les fonds de vallée, et leurs parcelles sont allongées perpendiculairement à l'axe du cours d'eau. Avec la paix, ils n'hésitent pas à aller cultiver des vallées éloignées, jusqu'à 10 km de leur village. Certains mettent à profit les nouvelles règles foncières en ouvrant des champs au-delà de leur territoire villageois et même des limites de leur canton, chez les Kapsiki ou les Djimi.

Ces champs, chez les deux groupes, étaient autrefois consacrés essentiellement au sorgho tardif, portant en association les "plantes à sauce" (haricots, oseille de Guinée, gombo), du sésame, et chez les Bana, de nombreux pieds d'eleusine. Des parcelles de voandzou s'y intercale.

Aujourd'hui, certains changements sont survenus. Les Bana pratiquent une rotation irrégulière sorgho-arachide. En outre, un certain nombre de villages bana, en particulier ceux de l'ouest (secteurs de Gamboura et Houleki) ont dû abandonner depuis les années 60 le sorgho tardif, pourtant plus apprécié au goût, et le remplacer par le djigari. Selon les paysans, les pluies s'arrêtent plus tôt et les récoltes de sorgho à long cycle étaient devenues aléatoires.

Les Djimi, par contre, continuent à semer du sorgho à long cycle en brousse. Ils ont développé leur production d'arachide moins vite que les Bana. Celle-ci est introduite dans le bloc de culture quand il commence à s'épuiser, d'abord sur de petites parcelles, puis sur l'ensemble des champs quand une autre sole est mise en culture.

- Résultats, évolution et perspectives

Les Bana et les Djimi ont une certaine aisance. Ils peuvent vendre leurs surplus vivriers : voandzou surtout, mais également haricots et sorgho. L'arachide est parfaitement bien intégrée chez les Bana, un peu moins bien chez les Djimi. Comme les habitants des plateaux du nord, ceux du sud, et tout particulièrement les Bana, ont des rentrées monétaires appréciables. Là aussi les exploitants les plus dynamiques tiraient en 1978 une centaine de milliers de francs de la vente de leur arachide, de leur voandzou et de leur patate.

La culture attelée se développe. Deux types de charrues se partagent les faveurs des paysans. L'une est la charrue classique tirée par deux boeufs. Avec son attelage elle est achetée à crédit aux services officiels par des paysans réunis à deux ou trois. C'est elle qui est utilisée sur les secteurs de culture intensive avec engrais mis en place par les responsables agricoles locaux. Certains agriculteurs disposant d'une charrue offrent leurs services à des voisins ; en 1972, on payait 3.000 F l'attelage et son conducteur, pour le labour d'un demi-hectare.

Une autre charrue, plus petite mais solide, tirée seulement par un âne, connaît un succès grandissant dans le canton de Guili. En quelques années, jusqu'en 1978, une centaine de charrues de ce type y ont été vendues. Elle a l'avantage d'exiger un investissement beaucoup moins lourd et d'être plus à la portée des masses. L'achat peut en être supporté par un seul exploitant, ce qui évite les nombreux problèmes suscités par la propriété commune. De plus l'entretien de l'âne et de la charrue sont plus faciles et moins coûteux. Peut-être est-ce là, pour ces plateaux aux sols légers et caillouteux, la formule de l'avenir.

Les Djimi et surtout les Bana sont des gens qui acceptent ou recherchent le changement. La plupart des villages ont un quartier d'islamisés, les missions catholique et protestante rencontrent un accueil favorable. L'adhésion au christianisme va généralement de pair avec une certaine ouverture au progrès, mais n'a pas de répercussion directe sur le système agricole. Les islamisés, en revanche, ont un modèle, celui des Foulbé ; devenir musulman signifie adopter leurs façons de faire, notamment dans le domaine agricole.

Une distinction caractéristique concerne les associations culturelles : le sorgho est associé traditionnellement avec de l'eleusine, du sésame, des haricots, tandis qu'il se présente en culture pure chez les islamisés. Ceux-ci délaissent les cultures considérées comme spécifiques des populations païennes comme le voandzou, le souchet, l'eleusine. Quelques exploitants, parmi les notables, adoptent la position des Foulbé pour qui la femme doit rester à la maison, et son travail agricole se limiter aux petites parcelles contiguës à l'habitation. Beaucoup d'islamisés trouvent des ressources complémentaires en s'adonnant au commerce. Les haies d'euphorbes, caractéristiques des villages djimi, considérées comme rétrogrades ; sont en voie de disparition, même chez les païens. Le processus s'amorçait en 1966 et il est presque achevé en 1978 ; seules subsistent quelques clôtures entourant du manioc ou du piment.

Ces changements, qui conduisent à une uniformisation des paysages et des ethnies, ne sont pas tous bénéfiques, au plan agricole, et certains sont une régression.

C'est le cas de la suppression des associations culturelles dont l'efficacité agronomique est maintenant prouvée, de celle du voandzou, culture d'arrière-saison particulièrement intéressante. Les haies d'euphorbes apportaient de l'ombre et interdisaient la culture attelée ; en revanche, il faut maintenant faire davantage appel aux jeunes bergers pour s'occuper du bétail.

Il serait urgent de faire un tri entre les changements utiles et ceux qui ne le sont pas.

III - LES MONTAGNES DU SUD

Un épais bourrelet montagneux, de 15 à 20 km de large, sépare les plateaux du sud des plaines de l'arrondissement de Guider. Il comprend deux zones très différentes. L'une, située à l'est, est formée de granites calco-alcalins donnant des reliefs âpres et déchiquetés, une grande abondance d'affleurements rocheux. C'est la région la plus rude, la plus sauvage des Monts Mandara. Les densités, en 1971, gravitent le plus souvent entre 20 et 30 habitants au km². Les populations appartiennent à trois groupes ethniques : Daba, Téléki et Tchédé.

L'ouest est constitué d'anatexites donnant des formes de relief tout autres. Les dénivelées sont au moins aussi importantes, les pentes raides restent fréquentes, mais les affleurements rocheux sont beaucoup plus réduits, les amoncellements chaotiques disparaissent, les lignes sont plus douces. Ce secteur est nettement plus peuplé que le précédent : les densités se situent dans l'ensemble entre 20 et 50 habitants au km². Deux groupes ethniques vivent là (et débordent largement au Nigeria) : les Goudé et les Ndjegn.

1. Les massifs du sud-est (1)a) Un système relictuel et en voie d'abandon

A des variantes près, on trouve le même système agricole chez les montagnards daba, téléki et tchédé. Il ne concerne que quelques milliers d'individus en 1970, quelques centaines dix ans plus tard, mais il est intéressant à observer à plusieurs titres.

Tout d'abord parce qu'il s'agit sans doute d'un système relictuel qui couvrirait autrefois un ensemble géographique et culturel beaucoup plus vaste (2), et qui peut nous éclairer sur les sous-bassements des systèmes agricoles du voisinage. Il semble en effet que l'on soit en présence, à l'état pur, de quelque chose de très ancien, dont on ne retrouve plus que des traces chez les autres ethnies de la région, depuis les Bana jusqu'aux Fali. Un de ces vestiges est l'alternance année des femmes/année des hommes, qui ne correspond ailleurs plus à grand chose (sauf chez les Goudé), mais qui prend ici tout son sens. Un autre est le rôle religieux (et sans doute autrefois politico-religieux) du tchekeljé, petite cucurbitée associée au sorgho, rôle très marqué, encore qu'obscur, chez les Daba et les Téléki, simple plante-relique chez les autres groupes.

Ce système est en voie de disparition, du fait du dépeuplement rapide de cette zone montagneuse ; c'est là une deuxième raison de s'y intéresser. Il est urgent de le saisir pendant qu'il en est encore temps. Déjà en 1970, on ne peut pratiquement plus l'observer chez les Tchédé presque tous descendus de leurs massifs. Entre 1967 et 1972, il est encore pleinement vécu par des communautés villageoises cohérentes daba et téléki. Mais en 1978, l'aban-

(1) Cette zone correspond, sur le plan administratif, à une partie des cantons de Tchevi et Hina Marbak (arrondissement de Mokolo) et de Mandama et Mayo-Oulo (arrondissement de Guider).

(2) Peut-être s'agit-il du "vieux fonds Fali" qui, selon plusieurs auteurs, s'étendait autrefois sur un territoire bien plus étendu que celui du groupe aujourd'hui ainsi dénommé.

don de leurs massifs se généralise, et il est probable que d'ici peu, seuls y survivront quelques vieux.

Enfin, troisième motif d'intérêt, ce système archaïque, qui s'est élaboré (sans doute en plaine ou sur le plateau voisin) voici plusieurs siècles se révèle judicieux et efficace.

b) Les grands traits du système

Le système agricole, tel qu'il a été observé entre 1967 et 1972 chez les Daba, repose d'une part sur l'opposition, classique, entre une zone villageoise cultivée en permanence, et des champs de brousse cultivés temporairement, d'autre part sur des rotations biennales pratiquées dans l'une et l'autre zone.

Les champs de brousse couvrent, dans le village étudié, 80 % des superficies cultivées. Ce sont eux qui fournissent aux habitants la majeure partie de leur production.

Une année sur deux, l'année des femmes, (années impaires de notre calendrier) les champs de brousse portent seulement des haricots. L'année suivante, année des hommes, on y sème du sorgho, un sorgho jaune type tchergé, appelé ici demberao. En principe, ces champs sont cultivés quatre années de suite, soit pendant 2 cycles de 2 ans, et laissés en jachère pendant huit ans. En fait il arrive que l'on change d'emplacement après deux ans de culture, ou que l'on reprenne une jachère de moins de huit ans. Le haricot est toujours semé l'année du défrichement.

Chez les Daba, qui habitent en montagne de petits villages, les champs de brousse sont regroupés par soles. Le pullulement des cynocéphales oblige en effet à surveiller constamment les cultures, des semailles à la récolte, et il serait impossible de surveiller un ou deux champs isolés. Chaque village a donc trois soles différentes, voire quatre, qui sont successivement mises en cultures ; une ou deux sont situées sur les pentes, généralement très fortes qui l'entourent ou le dominant, une ou deux sont en piémont ou surtout dans les vallées qui séparent les massifs les uns des autres, et dont le fond est remblayé par des colluvions grossières. Chaque exploitant a, ou se fait prêter, un grand champ sur chacune de ces soles.

Une année sur deux, on ne fait donc pas de mil en brousse ; mais une rotation inverse est pratiquée dans la zone villageoise. On y sème du djigari (un sorgho un peu plus hâtif que le demberao) l'année des femmes, qui ne suffit d'ailleurs pas à compenser l'absence du sorgho de brousse, et de l'arachide l'année suivante. Au djigari est associé le tchekeljé, qui n'est donc cultivé que l'année des femmes. C'est par son nom que les Daba désignent les deux années : année de tchekeljé et année suivant le tchekeljé.

Seule une très petite parcelle située contre chaque habitation porte tous les ans un même mélange : maïs, djigari, tabac, calebasse, etc.

L'arachide cultivée au village une année sur deux était surtout destinée aux besoins domestiques. Lorsque s'est imposée la nécessité d'en produire davantage, en vue de la vente, et d'en produire chaque année, les Daba et les Téléki ont adopté la seule solution qui s'offrait à eux : ils ont agrandi ou utilisé plus souvent leur(s) sole(s) de piémont ou de fond de vallée. C'était déjà là que beaucoup faisaient leurs petites parcelles de voandzou et de souchet. Cette partie de leur terroir est maintenant bien souvent surexploitée, et des signes d'épuisement (baisse de rendement et striga) y apparaissent.

Alors que l'arachide s'est bien intégrée dans les zones montagneuses du nord à fortes densités, où le système agricole est fondé sur la permanence de la culture, elle trouve ici plus difficilement sa place.

Les techniques sont celles d'un système extensif. On ne trouve aucun aménagement des pentes cultivées, si raides soient-elles ; seuls quelques alignements discontinus de pierres retirées des champs freinent le ruissellement. Aucun engrais n'est porté, sauf sur le souchet. Les sarclages sont peu nombreux : un seul pour le haricot, deux pour le sorgho ; ils sont menés assez rapidement. Ce sont ici, non pas les soins attentifs mais la jachère et la rotation qui doivent assurer, au fil des ans, la permanence des récoltes. Y parviennent-elles ?

c) Bilan et problèmes

Si l'on considère le système agricole dans le contexte traditionnel d'auto-subsistance, il apparaît parfaitement efficace. Contrairement à ce que l'on aurait pu craindre, les pentes, pourtant raides, cultivées sans terrasses ne se dégradent pas sous l'effet du ruissellement. Les nombreux arbres laissés en place, les alignements de pierres et la douceur d'un travail manuel suffisent pour éviter les dégâts de l'érosion. D'autre part, les successions haricot-sorgho et arachide-sorgho sont agronomiquement réputées excellentes pour le maintien de la fertilité. De fait, après plus d'un siècle de mise en culture, les récoltes sont satisfaisantes tant sur les champs de brousse situés en montagne que sur ceux cultivés en permanence dans les aires villageoises.

Ou du moins, elles assurent, même si les rendements sont peut-être assez faibles, les besoins vivriers des familles, compte tenu des surfaces exploitées. Chaque actif cultive en moyenne 100 à 150 ares, contre 50 à 100 dans les montagnes du nord. Dans ce système plus extensif le temps passé à l'unité de surface est moindre, et chacun peut cultiver davantage. Par ailleurs, la terre ne manque pas. Les deux goulots d'étranglement qui bloquent les montagnards du nord, disparaissent ici.

Mais c'est à d'autres problèmes que les paysans de ces massifs se trouvent affrontés, problèmes qu'ils n'ont pas pu dominer.

C'est tout d'abord l'absence d'emplacement pour étendre les champs d'arachide. La plupart des terroirs villageois ne disposent pas de piémont, mais seulement d'un étroit fond de vallée aux sols médiocres. L'arachide s'est donc mal intégrée au système ; sans doute son développement est-il responsable de l'épuisement des sols de certaines soles de vallée. En outre, elle n'apporte que des ressources monétaires insuffisantes. Un certain nombre d'exploitants doivent puiser dans leurs greniers de mil ou de haricot pour pouvoir payer leur impôt et les suppléments qui s'y ajoutent, et acheter leurs vêtements.

Le deuxième problème est celui du dépeuplement. Il est dû à un faisceau de causes, parmi lesquelles on peut citer l'insuffisance, précisément, des rentrées monétaires, et surtout les incitations répétées des diverses instances administratives. Dès 1967, l'émigration a vidé tous les villages d'une bonne partie de leurs éléments jeunes. Ceux qui restent ressentent péniblement l'impression d'appartenir à un monde qui disparaît. Et c'est un corps social vieillissant, aux forces réduites, qui doit affronter un fléau devenu redoutable, la présence agressive des cynocéphales.

Toute la vie des paysans est dominée par la présence de hordes de cynocéphales qui peuplent les rochers dominant les villages. Dès que le grain est semé, il faut surveiller les champs. La garde est facile au début. Mais lorsque les épis ou les graines sont formés, la population entière doit se

mobiliser pour surveiller aussi bien ses champs de brousse que ceux de l'aire villageoise. Pendant deux ou trois mois, toute la journée, les gens crient et envoient des projectiles aux animaux.

En saison sèche, il faut encore faire attention. Les cynocéphales rôdent autour des villages, ils pénètrent à l'intérieur des habitations et vont ouvrir les greniers, ils emportent poules et chevreaux. Et l'on surveille de près les jeunes enfants.

La disparition sans doute prochaine de tous les habitants de ces massifs, et de la culture qui leur était propre, vient-elle à l'appui de la thèse selon laquelle les groupes humains ne peuvent se maintenir en montagne au-dessous d'un certain seuil de densité ?

Nous ne le pensons pas. La prolifération des cynocéphales est, certes, liée au dépeuplement, et contribue maintenant à l'accentuer. Mais un tel problème serait facile à surmonter. Il suffirait, pour en venir à bout, d'envoyer l'armée pour un nettoyage général (comme on l'a fait au Nigeria) et de confier ensuite quelques fusils aux villageois.

La réussite, sur le plan vivrier, du système qui vient d'être décrit, montre au contraire que les méthodes culturales extensives sont tout à fait possibles en montagne. Il aurait suffi d'une autre politique vis à vis des populations montagnardes, et de la découverte d'une culture ou d'une occupation leur apportant des revenus monétaires, pour maintenir en place ces petites civilisations.

2. Les pays Goudé et Ndjegn (1)

L'extrémité sud-ouest des Mandara, occupée par les Goudé et les Ndjegn, est très différente non seulement des massifs du sud-est, mais des régions observées jusqu'à présent. C'est un moutonnement de collines entaillées par des vallées très encaissées vers le bas, et dont les sommets aplatis forment de petits plateaux, parfois dominés par des hauts reliefs. Les paysages, très montagneux dans l'ensemble sont donc bien dégagés vers le haut, et c'est là que se sont fixés les hommes. La plupart des villages ou hameaux, constitués en nébuleuses, coiffent les sommets des collines ; quelques uns s'installent dans les pentes, sur les replats ou dans les fonds de vallon. Ils sont ombragés par des arbres et par des haies d'euphorbes. Les habitants, bien habillés dans des cotonnades tissées sur place, ont un air de prospérité que l'on ne trouve pas ailleurs.

a) Le système agricole goudé : plantes cultivées et organisation du terroir

Curieusement, le système agricole goudé est assez semblable, du moins dans ses fondements, à celui qui vient d'être examiné dans les massifs du sud-est : opposition entre une aire villageoise cultivée en permanence et des champs de brousse alternant avec la jachère, et rotation régulière et systématique haricots/sorgho, en brousse. Or nous étions là-bas chez les montagnards les plus pauvres de la région des Mandara, nous sommes ici en présence de ses habitants les plus aisés.

(1) Cette région correspond administrativement à une partie du canton de Tchevi (arrondissement de Mokolo), aux cantons de Doumo, Dazal, Guiviza et à une partie de celui de Mayo-Oulo (arrondissement de Guider).

Comme chez les Daba et les Téléki, l'alternance régulière année des hommes/année des femmes est fonctionnelle. Les champs de brousse portent du haricot l'année du défrichage, du sorgho l'année suivante (un sorgho à très long cycle appelé soukounsonga). Théoriquement la mise en culture dure deux cycles de deux ans, et la jachère huit ans.

Mais ici, les cultures de brousse ne sont pas regroupées, ou seulement par petits blocs correspondant à trois ou quatre familles. Les cynocéphales sont absents, les petits singes roux qui vivent dans les pentes ne s'attaquent pas aux cultures (à condition de ne pas mettre de l'arachide), et les champs ne nécessitent aucune surveillance.

Pour atténuer le déséquilibre des récoltes, les Goudé ont apporté au système un petit raffinement. A côté des groupes de grands champs cultivés suivant le rythme biennal habituel on peut voir des blocs de parcelles beaucoup plus petites, où ils pratiquent la même rotation, mais inversée.

La grande différence par rapport aux groupes précédents est l'importance que prend ici la production de l'aire villageoise. L'habitat goudé s'étale en vastes nébuleuses et en hameaux à structure lâche. La zone habitée cultivée en permanence couvre à peu près autant de superficie que la brousse. Bon nombre d'exploitants se contentent de leurs champs de villages.

Les cultures y sont variées. Les deux principales sont le sorgho et, loin derrière lui, l'arachide. Une certaine rotation est observée entre les deux plantes, mais sans aucune alternance globale et régulière. L'aspect du village est le même chaque année.

Contre les sarés sont semés, outre le maïs et le tabac, quelques ares de djigari auxquels peuvent se mêler encore les vieux cotonniers vivaces. Mais c'est le sorgho tardif, le soukounsonga local ou des variétés empruntées aux Foulbé, qui est la principale production de cette zone.

On y trouve en outre un grand nombre de cultures diverses. C'est là que les femmes font leur voandzou, leur souchet, leur coleus. C'est également là que les paysans tentent des cultures nouvelles. La patate s'est bien implantée dans les secteurs humides, le riz un peu moins bien. Le coton annuel Allen est fait depuis peu pour remplacer les cotonniers traditionnels, éliminés progressivement ; il est destiné uniquement à la consommation de l'artisanat villageois. Quelques rares exploitants font de la pomme de terre ou des oignons.

Depuis 1970, des changements commencent à altérer le fonctionnement du système dans les villages les plus marqués par l'islamisation. Ils semblent résulter surtout d'un certain rejet des traditions et d'un désir d'imitation du modèle musulman. Ainsi voit-on le soukounsonga, pourtant bien adapté au milieu local, remplacé par des variétés venues de l'extérieur. La rotation haricot-sorgho est abandonnée par les exploitants qui s'islamisent. Or les Goudé ont su tirer le parti maximum de cette alternance ; nous allons voir comment en examinant les techniques.

b) Le système agricole goudé : des techniques originales

Les Goudé ne construisent aucune terrasse, et n'apportent pas d'engrais dans leurs champs. Mais ils ont des techniques originales qui leur permettent d'obtenir d'excellents résultats.

La plus intéressante est l'étalement de leurs travaux agricoles. Alors que dans les régions examinées plus haut les paysans travaillent surtout pendant les deux ou trois premiers mois de la saison pluvieuse, et n'ont ensuite plus grand chose à faire jusqu'en octobre, mois des récoltes, les

Goudé ont pu et ont su échelonner leurs opérations culturales non seulement pendant toute la saison des pluies, mais même au-delà.

Le soukounsonga (et dans une moindre mesure les autres sorghos tardifs) reste près de 10 mois en terre. Il est semé juste après les premières pluies, parfois même à sec, en mars, et récolté en janvier. Un ultime sarclage est fait en octobre. Les épis achèvent de mûrir en début de saison sèche en utilisant les réserves d'eau contenues du sol et, selon les paysans, les rosées matinales très abondantes à cette période de l'année.

Mais ce sont surtout les haricots qui permettent de bien échelonner les travaux. Ils sont semés à partir de juillet et jusqu'au début de septembre. Quelques exploitants font deux parcelles, l'une de haricots hâtifs, l'autre de haricots tardifs, semés à six semaines d'intervalle. Ainsi peut-on voir fin octobre, alors que la saison sèche est bien installée, des familles ou des groupes de femmes en pleine activité, sarclant leurs champs de haricots.

Sans doute a-t-on là la principale clé de la réussite des Goudé. Ils travaillent dans leurs champs d'avril à janvier. Ils ont presque éliminé le chômage agricole annuel, habituel à cette latitude. Ils n'ont pas ces périodes de pointe et de surmenage que l'on observe plus au nord en mai et juin. Les accidents de santé, les aléas climatiques, qui ont des conséquences dramatiques ailleurs, sont ici plus faciles à assumer. C'est ainsi qu'on pouvait voir après 1966, année de récoltes catastrophiques pour les Monts Mandara et l'ensemble du Nord-Cameroun, des villages goudé envoyer par camions à Mokolo leurs excédents de sorghos, achetés par les services de la préfecture pour les montagnards du nord.

Les Goudé connaissent aussi tout l'intérêt de l'engrais vert, et utilisent systématiquement la technique une année sur deux. Si les semences de haricots sont tardives, ce n'est pas seulement pour mieux étaler les travaux. C'est aussi parce que la végétation naturelle est alors abondante, touffue. La terre est retournée et l'herbe enfouie profitera sinon aux haricots de l'année, du moins au sorgho de l'année suivante.

c) Les systèmes agricoles en pays ndjegn

Les Ndjegn qui, par les aspects extérieurs de leur civilisation, semblent très proches des Goudé, constituent une ethnie bien distincte, et leur système agricole s'en ressent. D'autre part, ils forment un groupe qui, entre 1960 et 1980, est beaucoup plus marqué que son voisin par l'islamisation, et chez qui le dépeuplement sévit depuis plusieurs décennies (1).

La différence la plus frappante est la présence de belles terrasses dans les aires villageoises cultivées en permanence. En brousse, les Ndjegn ne pratiquent pas la rotation biennale. L'alternance année des femmes/année des hommes est connue comme héritage du passé, mais ne correspond plus à rien sur le plan agricole. On met du haricot l'année du défrichement, du sorgho pendant les quelques années qui suivent.

Bien plus encore que chez les Goudé, la zone de l'aire villageoise apporte l'essentiel de la production. Bien des villages ont même complètement

(1) On décomptait en 1958, d'après J. Lestringant, 8.348 Ndjegn dans l'arrondissement de Guider ; le recensement beaucoup plus complet de 1976 n'en trouvait plus que 7.258. Quelques villages ont disparu.

abandonné les cultures de brousse. La raison donnée est toujours le dépeuplement et la prolifération des singes - en particulier des cynocéphales - qui en est la conséquence. On retrouve le problème des Daba, mais il est résolu ici différemment.

La tendance à scinder l'habitat en petits hameaux favorise également cette évolution (ou en est la conséquence). Il est fréquent que l'on trouve à plusieurs centaines de mètres du vieux village, un hameau qui s'en est détaché depuis une ou deux décennies, pour s'installer contre une route ou plus près d'un point d'eau. Il est généralement peuplé uniquement d'islamisés. On observe autant de petites aires cultivées distinctes que de hameaux.

Tout l'intérêt des paysans se porte donc sur la zone villageoise, qui, avec ses terrasses, ses arbres et ses beaux sarés, a un aspect particulièrement avenant.

Mais il faut ici distinguer deux secteurs ; d'une part les villages du canton de Doumo situés en altitude, sur le plateau de Doumo (1.000 m d'altitude) et les hautes pentes. D'autre part ceux de l'arrondissement de Dazal et Mayo Oulo occupant les basses pentes, les piémonts et la large vallée du Tiel (600 m d'altitude).

Sur les hauteurs du canton de Doumo, le climat humide et frais, des sols favorables (notamment sur le plateau) et la présence de paysanneries très ouvertes au progrès ont permis la mise en place d'une polyculture originale, axée sur le marché.

On retrouve, comme dans l'aire villageoise goudé, les deux types de sorgho : le djigari contre les habitations, des sorghos à long cycle sur l'ensemble de la zone. L'arachide n'est presque pas cultivée. C'est la pomme de terre qui apporte ici le plus gros des revenus monétaires. La plupart des exploitants en font plusieurs parcelles ; ils la vendent, mise en sacs, aux commerçants de Garoua qui viennent acheter la production par camion. La patate, moins rentable financièrement, réussit bien et est cultivée par tous. La culture des oignons s'est rapidement généralisée. Les manguiers et les bananiers donnent de bonnes récoltes, dont l'écoulement est malheureusement difficile. Ceux qui le peuvent chargent leurs fruits sur des ânes et vont les vendre en Nigeria ou à Guider.

Sur les basses pentes et dans la vallée du Tiel, la plupart de ces cultures disparaissent, mais l'arachide reprend ses droits. On la trouve mêlée aux deux sorghos de l'aire villageoise. Le manioc, entouré de haies d'euphorbes, se répand. Sur les alluvions du lit majeur du Tiel, ou juste au-dessus, on fait la banane, et en saison sèche le tabac et la canne à sucre.

d) Les pays goudé et ndjegn : une réussite, mais un équipement insuffisant et une évolution inquiétante.

Ce rapide examen des systèmes agricoles goudé et ndjegn montre qu'il s'agit d'une région privilégiée.

Les sols et le climat permettent de cultiver toutes sortes de plantes, dont certaines (pommes de terre, bananes, oignons) sont d'autant plus intéressantes qu'elles sont peu courantes dans le pays. Et surtout les habitants ont des qualités exceptionnelles. Certes, nous n'avons cessé de rencontrer, depuis le nord des Monts Mandara, des paysans travailleurs et compétents. Mais ceux-ci ont un mérite supplémentaire ; ils sont ouverts au progrès, à l'affut des initiatives, désireux de gagner davantage ; et ceci, sans abandonner, ou sans trop abandonner jusqu'à maintenant, leur sagesse ancestrale. La rapidité avec laquelle la pomme de terre s'est répandue dans le canton de Doumo, l'initiative qu'ont pris certains Goudé de remplacer les vieux coton-

niers vivaces par les nouvelles variétés en allant acheter des semences en plaine, sont deux exemples révélateurs de leur ouverture.

Cette attitude porte ses fruits. Les signes extérieurs indiquant l'aisance ne manquent pas. Une enquête sommaire de budget menée en 1970 dans un village Goudé montre que leurs revenus monétaires dépassent ceux de bien des planteurs de coton habitant en plaine. En 1970, les pays goudé et ndjegn pouvaient apparaître comme une région-pilote, susceptible de servir de modèle aux régions voisines moins bien engagées.

Les problèmes pourtant n'y manquent pas. En 1970, il s'agit surtout de difficultés techniques dues à la médiocrité de l'infrastructure. Les gens se plaignent de l'état de leurs routes, du petit nombre d'écoles et du manque d'eau.

L'insuffisance des routes et celle des écoles sont dues à la situation excentrique du pays qui est, de ce fait, nettement sous-équipé. L'une et l'autre sont durement ressenties par des gens avides de progrès qui voudraient faire instruire leurs enfants, et par des cultivateurs ayant à commercialiser des marchandises. Le plateau de Doumo n'est atteint par des véhicules que quelques mois par an, le radier de Dourbey, à 30 km de là, étant impraticable en saison des pluies. En saison sèche, la piste qui gravit la montagne entre Dazal et Doumo, a fait un bon nombre de morts : c'est sans doute, par son tracé, une des plus dangereuses du Cameroun. Le trafic y est donc trop difficile et trop rare pour assurer l'écoulement satisfaisant des pommes de terre, et surtout des mangues et des bananes : une partie des fruits pourrit dans les villages sans avoir pu être expédiée.

Le manque d'eau est une autre difficulté, plus ardue sans doute à maîtriser. Les habitants des hauteurs et des villages situés sur les pentes se plaignent d'un abaissement constant de son niveau. Les points d'eau temporaires tarissent plus tôt qu'avant ; certains de ceux qui étaient permanents s'assèchent maintenant pendant les quelques semaines qui précèdent l'arrivée des pluies. Et dans ces milieux assez policés, les femmes acceptent difficilement de faire de longues marches ou des queues interminables pour avoir leur ration quotidienne. Le dépeuplement du pays ndjegn s'explique en partie par ce phénomène d'assèchement.

Il faut maintenant aborder le délicat problème des transformations agricoles liées à l'islamisation.

L'homme qui devient musulman cherche à entrer dans une nouvelle civilisation, avec ses composantes religieuses, mais aussi sociologiques et matérielles. Sa façon d'habiter, de se nourrir, de vivre ses relations familiales et villageoises, de cultiver la terre, change.

Ces transformations peuvent rester limitées. Bien des agriculteurs islamisés goudé ou ndjegn ont apporté à leur vie les changements qui s'imposaient sans bouleverser un système agricole qui a fait ses preuves. Ce sont eux qui, bien souvent, ont pris l'initiative d'introduire de nouvelles plantes, imitées ensuite par le reste de la population.

Mais la tendance actuelle est plus radicale. Elle est marquée par le rejet systématique des traditions culturelles ancestrales, et par l'adoption, sans esprit critique, de nouvelles méthodes et de nouvelles plantes. Elle se caractérise en outre par un intérêt porté davantage au commerce, et moins à l'agriculture. En 1978 quelques villages goudé semblaient sur le point d'abandonner un système agricole qui leur avait valu l'aisance, pour adopter des méthodes venues de l'extérieur et qui ne semblent pas toujours adaptées au milieu.

Ces mêmes villages commencent à se vider, à l'instar des villages ndjegn qui ont connu une islamisation plus précoce.

Sans connaître aucun problème de surpeuplement, le pays ndjegn d'abord, maintenant le pays goudé, se dépeuple. Sans doute, à plus ou moins long terme, si rien ne vient s'opposer au courant actuel, l'insuffisance de l'aide et de l'équipement, et les jugements dévalorisants, achèveront-ils de vider le pays.

Le dépeuplement observé dans les autres zones montagneuses présente des aspects inquiétants ou regrettables, mais peut se justifier. On ne pourrait que déplorer celui des pays goudé et ndjegn.

CONCLUSION

Les paysans des Monts Mandara se divisent en deux grands groupes, l'un au nord et l'autre au sud, la limite passant entre les cantons de Mogodé et de Guili. Les gens du nord se caractérisent par les fortes densités, par la mise systématique des pentes en terrasses, par la culture permanente sur toutes les parties exploitées des terroirs; ceux du sud, par de moindres densités, par une utilisation plus ancienne des plateaux, et par une grande diversité des systèmes agricoles : à chaque groupe ethnique du sud correspond un type de paysage, sensiblement différent de celui des ethnies voisines.

Mais qu'ils habitent au nord ou au sud, les paysans des Monts Mandara appartiennent à ces sociétés paléo-soudaniennes que l'on rencontre du Sénégal au Soudan, marquées par des tendances fortement égalitaires, par l'individualisme, par le refus (dans le cadre traditionnel) d'une organisation politique contraignante, et surtout par leur grande capacité à maîtriser le milieu naturel. Partout, y compris au sud, nous sommes en présence d'authentiques paysans, bien adaptés aux divers milieux écologiques dont ils disposent et tout particulièrement au milieu accidenté, ayant des techniques de production élaborées, sachant faire preuve d'initiative et adopter des nouveautés.

Les efforts entrepris pour moderniser et développer la région soulèvent de nombreux problèmes qui ont été évoqués au cours de ces pages. P. Pélissier et S. Diarra (1) notent, à propos de l'Afrique soudanienne : "Les décisions des instances politiques et administratives modernes ont rarement eu le souci ou la capacité de canaliser à leur profit les stratégies traditionnelles et d'exploiter le patrimoine technique et la connaissance du milieu sur lesquelles elles se fondent." Les mêmes auteurs remarquent que les paysanneries paléo-soudaniennes, formées d'excellents agriculteurs sont précisément celles auxquelles les modèles d'importation s'adaptent le plus difficilement.

Cette dernière constatation est spécialement vraie pour les montagnards des Mandara. Les interventions extérieures visent essentiellement à les faire descendre, - ce qui se justifie pleinement seulement dans les secteurs surpeuplés -, et à développer certaines plantes ou techniques exclues des milieux accidentés : arachide, coton, culture attelée

Ainsi, pour répondre aux instances supérieures, pour ne plus se sentir critiqués ou dépréciés par le seul fait qu'ils vivent en montagne, ou même simplement qu'ils y ont des champs, enfin pour gagner de l'argent par l'arachide ou le coton, les

Pélissier (P.) et Diarra (S.) 1978, p. 56

habitants des Monts Mandara, peu à peu, descendent. Beaucoup restent sur leur terroir ou à proximité, d'autres se dirigent vers les villages et les villes de la plaine. Nous voyons encore aujourd'hui une symbiose entre des hommes bien adaptés aux conditions physiques, et un milieu maîtrisé et humanisé; nous verrons demain, si rien ne vient s'opposer au courant actuel, des montagnes abandonnées d'une part, et d'autre part des hommes souvent mal intégrés dans la plaine, ayant perdu leur identité culturelle.

Certes, il ne faut pas surestimer ou idéaliser les conditions de vie en montagne. La pauvreté y règne, pour le plus grand nombre; l'état de santé est souvent déficient par défaut d'hygiène; des mauvaises récoltes, dues aux caprices du climat, viennent périodiquement compromettre l'équilibre vivrier et bouleverser les budgets familiaux.

Il est bien certain que cette région doit être aidée. Mais, selon l'expression de G.Sautter (1), "il faut toujours garder à l'esprit une distinction essentielle : il y a des gens qui prennent des décisions pour eux-mêmes et il y a des gens qui prennent des décisions pour les autres. Le risque est qu'ils prêtent aux autres leurs connaissances, leurs critères de jugement et leurs objectifs, autrement dit tout ce qui fonde leurs propres décisions." Ces pages auront atteint leur but si elles aident les responsables du développement des Monts Mandara à mieux connaître et comprendre leurs habitants, et à tenir compte de leur singularité, en prenant leurs décisions.

BIBLIOGRAPHIE

BOISSEAU (J.), SOULA (M.) :

- 1974 - La femme dans sa communauté territoriale clef du cosmos mafa. Bureau d'Etudes Coopératives et Communautaires, 812 p. multigr.

BOSERUP (E.) :

- 1970 - Evolution agraire et pression démographique. Flammarion, Paris, 232 p.

BOULET (J.) :

- 1975 - Magoumaz, pays mafa (Nord-Cameroun), in Atlas des structures agraires au sud du Sahara. ORSTOM, 92 p.

BOUTRAIS (J.) :

- 1973 - La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (Monts Mandara). ORSTOM, Trav. et Doc., n° 24, 280 p.

DENHAM, Maj., CLAPPERTON, Cap., OUDNEY, Dr. :

- 1826 - Voyages et découvertes dans le nord et dans les parties centrales de l'Afrique. Paris, A. Bertrand, T. 1.

DUMORT (J.C.) et PERONNE (Y.) :

- 1966 - Notice explicative sur la feuille de Maroua. Carte géologique de reconnaissance à l'échelle de 1/500.000. 50 p.

ENJALBERT (H.) :

- 1956 - Paysans noirs : les Kabré du Nord-Togo. Cahiers d'Outre-Mer, avril-juin 1956.

(+)

FROELICH (J.C.) :

- 1968 - Les montagnards paléonigritiques. ORSTOM, L'Homme d'Outre-Mer, Berger-Levrault, 268 p.

HALLAIRE (A.) :

- 1965 - Les Monts du Mandara au nord de Mokolo et la plaine de Mora. ORSTOM, 162 p. multigr.
- 1971 - Hodogway, Cameroun Nord, in Atlas des structures agraires au sud du Sahara, Mouton, 90 p.
- 1972 - Marchés et commerce au nord des Monts Mandara. Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum., Vol. IX, n° 3, 26 p.

HALLAIRE (A.) :

- 1976 - Problèmes de développement au nord des Monts Mandara.
Cahiers ORSTOM, ser. Sci. Hum., Vol. XIII, n° 1, 1972, 20 p.

JUILLERAT (B.) :

- 1971 - Les bases de l'organisation sociale chez les Mouktélé
(Nord-Cameroun). Mémoire de l'Institut de l'Ethnologie,
VIII, 272 p.

LAVERGNE (G.) :

- 1944 - Le pays et la population matakam. Bull. de la Soc. d'Et.
Camer., n° 7.

LEMBEZAT (B.) :

- 1952 - Mukuléhé. Un clan montagnard du Nord-Cameroun.
Berger-Levrault, Paris, 228 p.

LESTRINGANT (J.) :

- 1964 - Les pays de Guider au Cameroun. Essai d'histoire régionale.
Paris, 480 p.

LETOUZEY (R.) :

- 1968 - Etude phytogéographique du Cameroun.
Le Chevalier éd., 510 p.

LIVET (R.) :

- 1963 - Habitat rural et structures agraires en Basse-Provence.
Gap. 1963.

MARTIN (D.) :

- 1966 - Etude pédologique du village de Hodogway.
ORSTOM, 18 p. multigr.

MARTIN (J.Y.) :

- 1970 - Les Matakam du Cameroun.
Mémoire ORSTOM, n° 41, 215 p.

MVENG (E.) :

- 1963 - Histoire du Cameroun. Présence africaine, Paris, 534 p.

(+)

PODLEWSKI (A.M.) :

- 1966 - La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun
(entre Bénoué et Lac Tchad). Cahiers ORSTOM, ser. Sci. Hum.,
III, 4.

RICHARD (M.) :

1972 - Traditions et coutumes matrimoniales chez les Mada et Mouyeng (Nord-Cameroun), 328 p. multigr.

SAVONNET (G.) :

Un système de culture perfectionnée pratiqué par les Bobo Houlé dans la région de Houndé. B. de l'Ifan, B. 1959, n° 74.

STECK (B.) :

1972 - Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant. Cahiers ORSTOM, ser. Sci. Hum., Vol. IX, n° 3, 22 p.

VINCENT (J.F.) :

1972 - Données sur le mariage et la situation de la femme mofu (massifs de Douvangar et Wazan, Cameroun du Nord). Cahiers ORSTOM, ser. Sci. Hum., Vol. IX, n° 3 : 309-323.

VINCENT (J.Y.) :

1973 - Eléments d'histoire des Mofu, montagnards du Nord-Cameroun. Comm. au colloque CNRS de septembre 1973 sur l'Ethno. histoire au Cameroun. Multigr. 52 p.

WHITE (S.) :

1943 - L'économie agricole des montagnes Kirdis de l'Emirat de Kikoa. Bull. de la Soc. d'Et. Camer., n° 3.

Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale
Logique paysanne et rationalité technique. Actes du Colloque
de Ouagadougou. ORSTOM. 1979. Paris, 600 P. Mémoires
Orstom n°89.

(*) FRECHOU (H.) :

1965 - Le régime foncier dans la région des Timbi (Fouta-Djalon),
in Etudes de droit africain et de droit malgache. Cujas,
pp. 108-198.

(+) PELISSIER (P.) et DIARRA (S.) Stratégies traditionnelles, prise
décision moderne et aménagement des ressources
naturelles en Afrique soudanienne. in Notestech-
niques du MAB 9, UNESCO, pp 35-57.

TABLE DES FIGURES

figure 1	Les Monts Mandara	3
figure 2	Les densités	hors-texte
figure 3	Les groupes ethniques	hors-texte
figure 4	Les systèmes agricoles	hors-texte

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	1
Introduction	2
Chapitre I : Les habitants des Monts mandara ..	
Dénombrements et densités	4
1 . Dénombrements et classifications	4
a) Les chiffres de population ...	4
b) Citadins et ruraux. Gens de montagne, des plateaux et des piémonts	6
c) Les groupes ethniques	9
2 . Les densités : description	14
a) Etablissement de la carte des densités	14
b) Analyse des densités	14
c) Densités et relief	15
d) Densités et ethnies	17
3 . Les densités : essai d'interprétation	18
a) La notion de montagne-refuge.....	18
b) Le comportement démographique ...	19
c) Densités et culture en terrasses.	20
Chapitre II : Les grandes productions	23
1 . Les productions agricoles	23
a) Le mil	23
b) L'arachide	25
c) Le coton	28
d) La patate	30
2 . L'élevage	31
a) Effectifs et localisation du cheptel.....	31
b) L'élevage des agriculteurs montagnards	33
c) L'élevage des pasteurs foubé autochtones et transhumants	38
Chapitre III : Le paysan et sa terre	42
1 . L'aménagement des pentes : les terrasses...	42
a) L'origine des terrasses	42
b) La technique de la terrasse	43
2 . Les systèmes fonciers	46
a) L'appropriation privée du sol	47
b) Les modes d'accession à la terre .	50
3 . La perception de l'espace par le montagnard.....	57

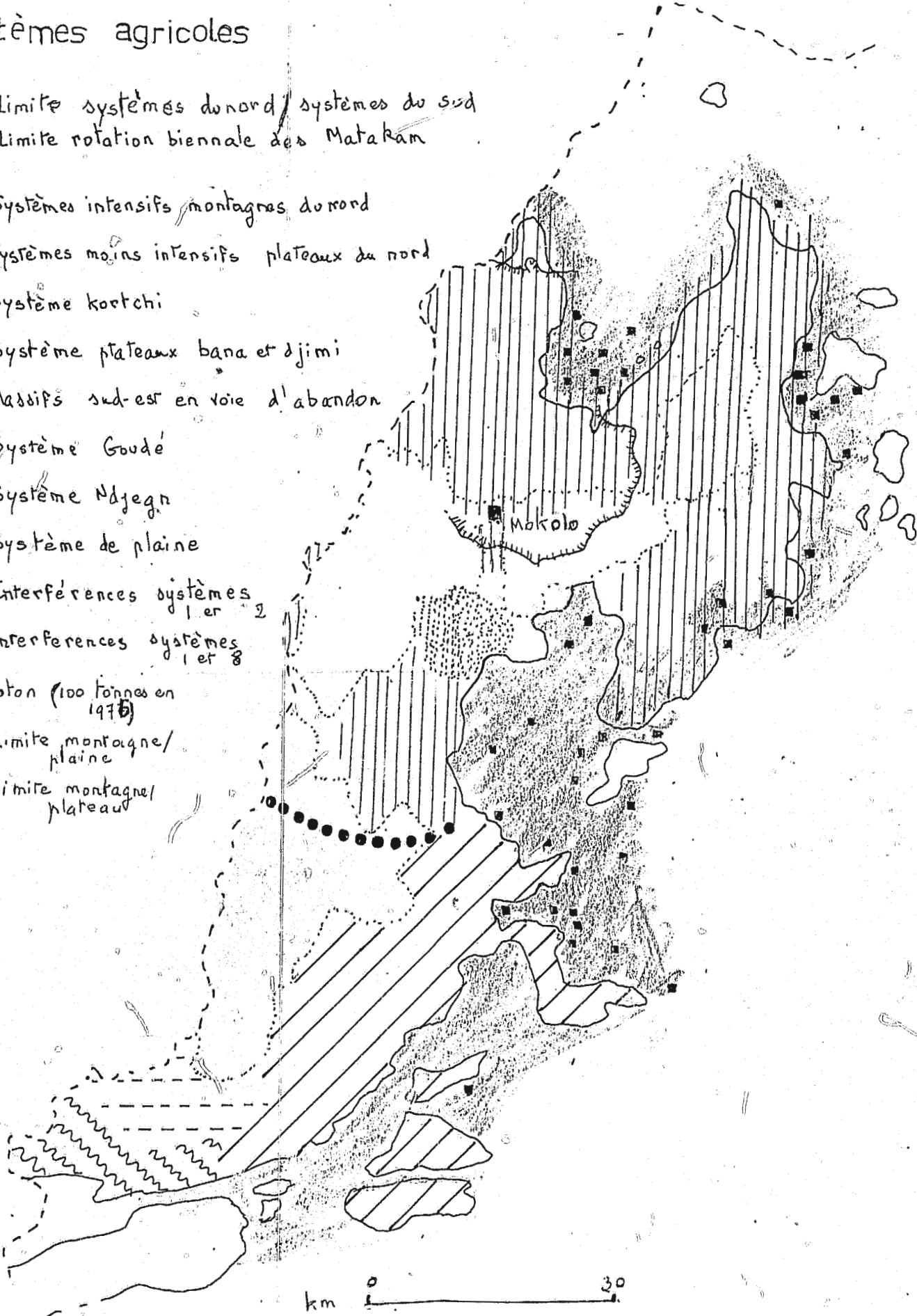
Chapitre IV : Les systèmes agricoles	61
I <u>Les montagnes très peuplées du nord</u>	62
1) Les grands traits du système agricole	62
2) Les techniques. La rotation biennale chez les Matakam	63
a) La fumure	64
b) La maîtrise de l'eau.	64
c) La qualité des façons culturales et l'adaptation au milieu	65
d) La rotation biennale des Matakam	65
3) Efficacité et cohérence du système agricole	66
a) Les rendements	66
b) Système agricole et conditions de vie.....	68
4) Les mutations du système agricole traditionnel	69
a) La culture du coton chez les montagnards	69
b) Système agricole et mouvements de descendance des montagnards	69
II <u>Les plateaux du centre et leurs bordures montagneuses</u>	72
1) Les plateaux de Mokolo et le pays kapsiki . (le)	72
a) Les grands traits du système agricole	73
b) Les variantes	74
c) Bilan et problèmes	75
2) Les plateaux du sud : Pays Bana et Djimi	76
a) La limite entre Kapsiki et Bana: une frontière entre deux ensembles culturels	76
b) Les systèmes agricoles des Bana et des Djimi.....	78
III <u>Les montagnes du sud</u>	81
1) Les massifs du sud-est.....	81
a) Un système rélictuel en voie d'abandon	81
b) Les grands traits du systèmes	82
c) Bilan et problèmes.....	83
2) Les pays Goudé et Ndjegn	84
a) Le système agricole goudé : plantes cultivées et organisation du terroir	84
b) Le système agricole goudé : des techniques originales	85
c) Les systèmes agricoles en pays ndjegn	86
d) Les pays goudé et ndjegn : une réussite mais un équipement insuffisant et une évolution inquiétante	87
Conclusion	90
Bibliographie.....	92
Table des figures	95
Table des matières	96

systèmes agricoles

- Limite systèmes du nord / systèmes du sud
- Limite rotation biennale des Matakam

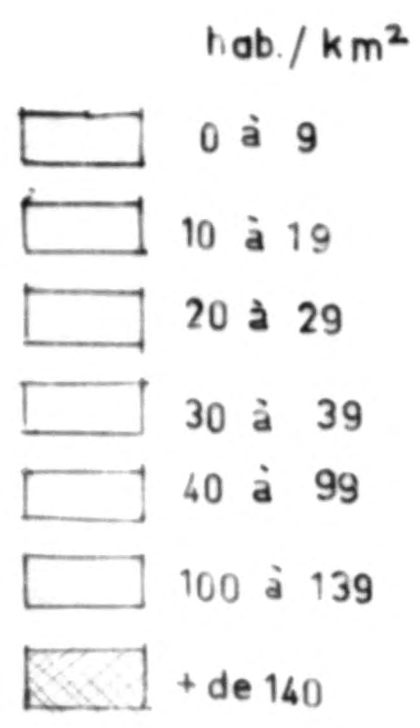
- 1 [vertical lines] Systèmes intensifs montagnes du nord
- 2 [horizontal lines] Systèmes moins intensifs plateaux du nord
- 3 [dots] Système koutchi
- 4 [diagonal lines /] Système plateaux bana et djimi
- 5 [diagonal lines \] Massifs sud-est en voie d'abandon
- 6 [horizontal lines] Système Goudé
- 7 [wavy lines] Système Ndjegni
- 8 [stippled] Système de plaine
- 9 [vertical lines] Interférences systèmes 1^{er} et 2
- 10 [diagonal lines /] Interférences systèmes 1 et 8

- Coton (100 tonnes en 1976)
- Limite montagne/plaine
- Limite montagne/plateau

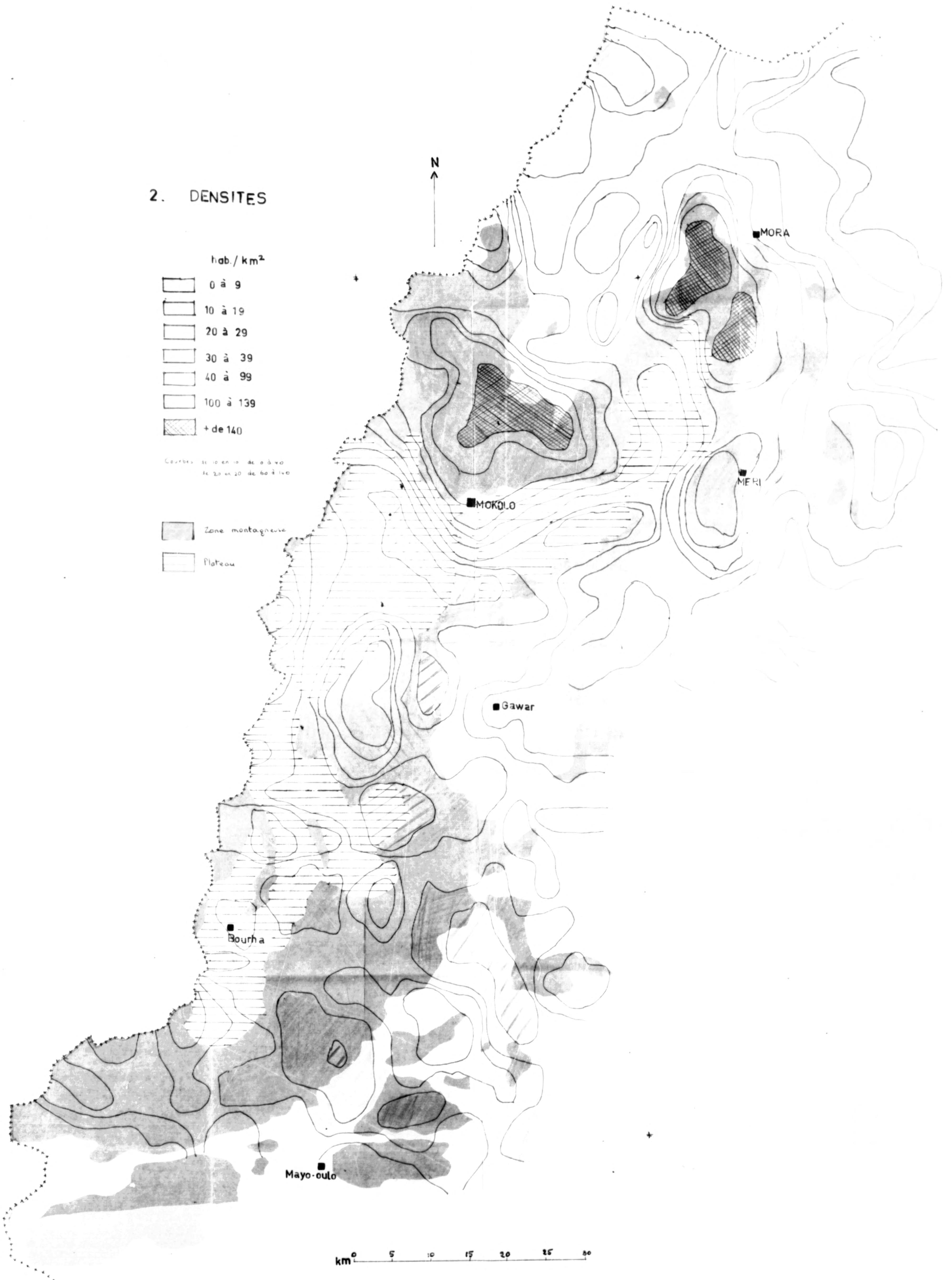
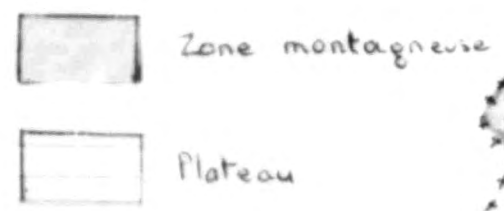


1/600.000

2. DENSITES



Courbes 10 en 10 de 0 à 40
15 20 en 20 de 60 à 140



3 GROUPES ETHNIQUES

--- limite d'arrondissement ou de département

— limite sous étude

